

الجامعة التونسية لشركات التأمين

Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances

Le Marché Tunisien des Assurances en 2 0 2 0

Tunisian Insurance Market in 2 0 2 0



الجامعة التونسية لشركات التأمين
Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances



L' ASSURANCE TUNISIENNE en 2020

SOMMAIRE

Introduction

A. Le marché tunisien des assurances	6
B. Les données clés du secteur	6
C. Le cadre institutionnel	7

Première Partie

I- LES ASSURANCES DIRECTES

A. Les primes	26
B. Les sinistres réglés	26
C. Les frais de gestion	26
D. Les résultats techniques nets	27

II- LA RÉASSURANCE

1. Les acceptations	28
2. Les cessions	30
3. Les rétrocessions	31
4. Les opérations de réassurance effectuées par Tunis-Re	32

III- L'ACTIVITÉ GLOBALE (Assurances directes et acceptations)

A. Les primes	34
B. Les sinistres réglés et les provisions techniques	37
C. Les frais de gestion	38
D. Les résultats techniques	39
E. Les fonds propres, les placements & les revenus financier	40

Deuxième Partie

I . Analyse Vie & Non vie	44
II. Analyse par branche	47

A- L' Assurance automobile	47
B- L' Assurance groupe maladie	53
C- L' Assurance transport	57
D- L' Assurance incendie	61
E- L' Assurance des risques techniques et divers	65
F- L' Assurance crédit	69
G- L' Assurance agricole	72
H- L' Assurance vie	76

V- ANNEXES	81
------------	----

A. Les primes émises par branche et par entreprise	82
B. Les sinistres réglés par branche et par entreprise	83
C. Le compte d'exploitation par branche (vie , non vie)-	84
D. Le compte d'exploitation par branche (Affaires directes, Acceptations)	85
E. Tunisian insurance market in 2020	86
F. La liste des entreprises d'assurances & de réassurances	93

- Ce rapport a été établi à partir des états statistiques des exercices 2018 –2019 et 2020 transmis par les entreprises tunisiennes d'assurances et de réassurances régies par le code des assurances et à partir des états publiés sur le site du conseil du marché financier CMF.
- Les opérations des caisses d'assurances sociales (CNRPS, CNSS et CNAM) et des sociétés mutuelles de prévoyance régies par le décret du 18 février 1954 sont exclues ».

INTRODUCTION

- A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES**
- B. LES DONNÉES CLÉS DU SECTEUR**
- C. LE CADRE INSTITUTIONNEL**

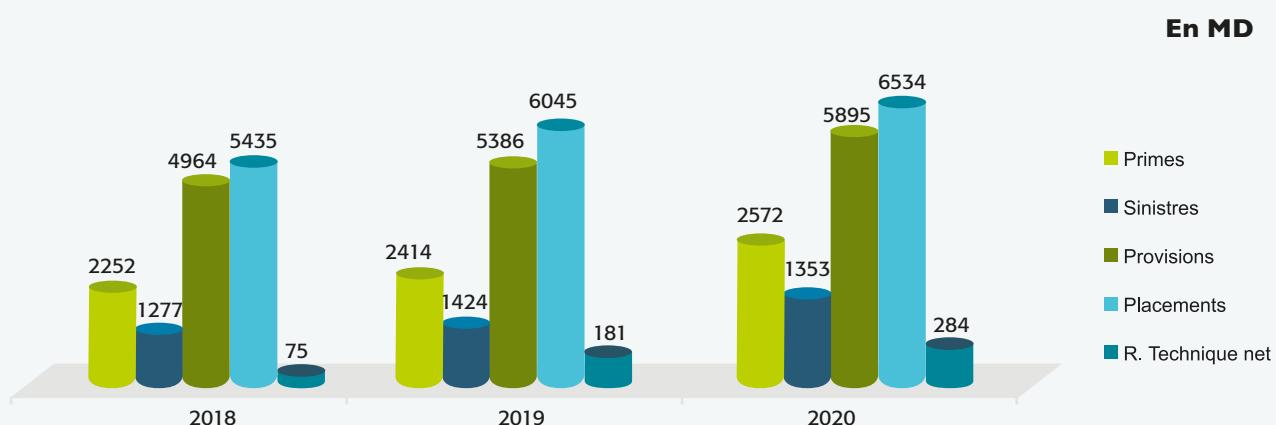
INTRODUCTION

A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES

En 2020, le marché tunisien des assurances a enregistré les résultats suivants :

- Les primes émises du secteur des assurances se sont élevées à 2 572,083 MD en 2020 contre 2 414,358 MD en 2019, soit une augmentation de 6,53 %.
- Les sinistres réglés ont enregistré une baisse de 4,98 % passant de 1 424,035 MD en 2019 à 1 353,170 MD en 2020.
- Les frais de gestion ont totalisé un montant de 627,968 MD en 2020 contre 571,633 MD en 2019, soit une augmentation de 9,86 %.
- Les provisions techniques ont enregistré une augmentation de 9,44 % en 2020 passant de 5 386,391 MD en 2019 à 5 894,904 MD en 2020.
- Les montants des placements inscrits aux actifs des bilans se sont élevés à 6 534,100 MD en 2020 contre 6 045,010 MD en 2019, soit un taux de croissance de 8,09 %.
- Le résultat technique de l'exercice s'est amélioré en 2020, il dégage un excédent de 284,018 MD contre un excédent de 181,122 MD en 2019.
- Les bilans consolidés ont dégagé en 2020 un bénéfice de 231,547 MD contre un bénéfice de 186,844 MD en 2019.

B. LES DONNÉES CLES DU SECTEUR



	2019	2020	Ev. 20/19 en %
Primes Emises (Affaires Directes)	2 398 326 569	2 559 935 528	6,74
Acceptations	16 031 544	12 147 707	-24,23
Primes Emises. (Affaires Directes+ Acceptations)	2 414 358 113	2 572 083 235	6,53
Sinistres Réglés (Affaires Directes)	1 410 079 877	1 344 381 855	-4,66
Sinistres Réglés (Acceptations)	13 955 340	8 788 286	-37,03
Sinistres Réglés (Affaires Directes + Acceptations)	1 424 035 217	1 353 170 140	-4,98
Frais de Gestion (Affaires Directes)	569 639 015	625 434 700	9,79
Frais de Gestion (Acceptations)	1 994 335	2 533 647	27,04
Frais de Gestion (Affaires Directes + Acceptations)	571 633 350	627 968 347	9,86
Provisions Techniques	5 388 391 453	5 894 903 711	9,40
Cessions et Rétrocessions	422 944 556	453 260 048	7,17
Placements	6 045 009 886	6 534 099 732	8,09
Solde Financier	298 653 050	297 943 277	-0,24
Solde de réassurance (résultats des cessions)	-123 758 836	-125 778 769	1,63
Résultat net	181 122 071	284 017 797	56,81
Résultat aux Bilans	186 843 93	231 546 758	23,93

C. CADRE INSTITUTIONNEL

1. CODE D'ASSURANCES

Promulgué par la Loi n° 92-24 du 9 mars 1992 tel que complété et modifié par :

- La Loi n° 94-10 du 31 janvier 1994
- La Loi n° 97-24 du 28 avril 1997
- La Loi n° 2001-91 du 7 août 2001
- La Loi n° 2002-37 du 1er avril 2002
- La Loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004.
- La Loi n° 2005-86 du 15 août 2005.
- La Loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006.
- La Loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- La Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014.

2.LE CONTRAT D'ASSURANCE EN GÉNÉRAL

A/ Le contrat d'assurance en général (Titre I du code des assurances, articles 1 à 47)

- Les paragraphes 2 et 3 de l'article 34 et le paragraphe 2 de l'article 44 ont été ajoutés par la loi n°2002-37 du 01 avril 2002 (le paragraphe 2 de l'article 44 a été modifié par la loi n°2008-8 du 13 février 2008).
- Les articles 46 et 47 ont été modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 août 2001, portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant les modalités d'application de l'article 6 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001 fixant le modèle type des conditions générales des contrats d'assurances, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 01 mars 2016.

B- Le contrat d'assurance maritime

- Articles 297 à 365 du code de commerce maritime promulgué par la loi n° 62-13 du 24 avril 1962.
- Décret n° 90-216 du 20 janvier 1990 portant augmentation de la somme limite de la responsabilité du transporteur maritime pour les pertes, avaries ou dommages subis par colis ou par unité habituelle de fret de marchandises (application de l'article 147 du code de commerce maritime).
- Loi n° 2004-3 du 20 janvier 2004, modifiant et complétant le code de commerce maritime.
- Article 16 du décret n° 2004-329 du 9 février 2004, relatif aux modalités d'application des dispositions de l'article 55 du code des ports maritimes de commerce et notamment les conditions d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce : L'obligation de la responsabilité civile du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce.

3.LES ASSURANCES OBLIGATOIRES

A- L'assurance automobile

- Loi n° 2005-86 du 15 août 2005, portant insertion d'un cinquième titre au code des assurances relatif à l'assurance de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et au régime d'indemnisation des préjudices résultant des atteintes aux personnes dans les accidents de la circulation (les articles 110 à 176 du code des assurances).
- L'article 113 bis a été ajouté au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 113 du code des assurances a été ajouté par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- L'article 19 de la loi n°2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 relatif à la création du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 6 janvier 2006, portant inscription sur la liste des médecins légistes et des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, fixant les règles de fonctionnement du bureau central de tarification.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation du modèle-type des renseignements demandés en vue d'établir l'offre de transaction amiable.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation des statuts de l'association professionnelle chargée de l'application des conventions conclues avec les pays étrangers adhérents aux régimes de cartes internationales d'assurance.
- Décret n°2006-873 du 27 mars 2006, relatif aux conditions d'application des dispositions du premier chapitre du titre 5 du code des assurances pour les utilisateurs des véhicules terrestres à moteur non immatriculés dans d'une des séries d'immatriculation en usage en Tunisie ainsi que les modalités d'établissement et de validité des documents justificatifs de

l'existence du contrat d'assurance , tel que modifié par le décret gouvernemental n°2015-880 du 23 juillet 2015(article 5).

•Arrêté du ministre des finances du 12 avril 2006, fixant la forme de l'attestation d'assurance et son contenu, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 31 décembre 2015.

•Décret n°2006-1224 du 2 mai 2006, fixant les renseignements et les exemples obligatoires à inclure dans le procès-verbal d'enquête.

•Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 1er juin 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.

•Arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre de la santé publique et du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 juin 2006, fixant les tarifs cadres des frais de soin des victimes des accidents de la circulation.

•Décret n°2006-2069 du 24 juillet 2006, fixant les taux des contributions au financement du Fonds de Garantie des Victimes des Accidents de la Circulation et leur mode de calcul.

•Décret n°2006-2336 du 28 août 2006, relatif aux modalités d'intervention du Fonds de Prévention des Accidents de la Circulation, son mode de fonctionnement, l'assiette et les taux des contributions qui lui sont réservées, tel que modifié par le décret n°2007-275 du 12 février 2007.

•Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 2 septembre 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.

•Arrêté du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2006, portant désignation du président et membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.

•Arrêté du ministre des finances du 25 décembre 2006, portant approbation de la convention d'indemnisation pour le compte d'autrui.

•Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 11 juin 2007, portant approbation du barème des incapacités permanentes.

•Décret n°2007-1487 du 25 juin 2007, portant approbation de la convention qui fixe les droits et obligations des assureurs et de la caisse nationale d'assurance maladie en ce qui concerne le remboursement des montants versés ou exigibles au profit de la victime et résultant des accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail.

•Décret n°2007-1871 du 17 juillet 2007, fixant le tableau de conversion des rentes et le mode de calcul du capital objet de la conversion.

•Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 25 août 2008, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.

•Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 3 février 2009, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.

•Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 14 mai 2009, portant désignation d'un membre représentant l'organisation de la défense du consommateur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.

•Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 02 juin 2010, relatif à l'inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.

•Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 8 septembre 2010, portant nomination d'un membre représentant la FTUSA à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.

•Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 15 novembre 2010, portant nomination d'un membre représentant le ministère de l'intérieur et du développement local à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.

- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 06 juin 2011, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 février 2012, portant nomination de deux membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation représentant le ministre des finances et le ministre de la santé publique.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mai 2012, portant nomination du président et d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 04 janvier 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 18 janvier 2013, portant nomination d'un représentant du ministère de l'intérieur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 03 juin 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice du 16 janvier 2014, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mars 2014, portant nomination des membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentants le secteur des assurances).
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 24 septembre 2014, portant nomination d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentant l'organisation de défense du consommateur).
- Article 55 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 : non exigibilité des taxes dues sur les véhicules automobiles en cas de justification de leur nom circulation.
- Article 56 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi des finances pour l'année 2016 : Amélioration du recouvrement des taxes de circulation.
- Article 89 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 : prorogation des délais de paiement des taxes de circulation pour les véhicules destinés à la location et les véhicules acquis dans le cadre des contrats d'ljora ou de leasing.
- Décret gouvernemental n°2016-292 du 01 mars 2016, modifiant le décret n°2000-146 du 24 janvier 2000, relatif à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique.
- Arrêté du ministre des finances du 16 février 2016, portant désignation des membres permanents et membres suppléants du bureau central de tarification.
- Règlement du ministre des finances du 8 mai 2019 relatif à la fixation du au système Bonus-Malus du tarif de l'assurance de la responsabilité civile résultant de l'usage des véhicules terrestre à moteur.

B- L'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles

- Loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- Textes d'applications : plusieurs décrets et arrêtés ont été publiés en application de la loi susvisée.
- Arrêté du ministre de la justice du 12 octobre 2017, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évolution du dommage corporel.

C- L'assurance maladie

- Loi n° 2004- 71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.

- Décret n° 2005-321 du 16 février 2005, portant organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement de la caisse nationale d'assurance maladie.
- Décret n°2005-2192 du 9 août 2005, portant organisation du conseil national d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3030 du 21 novembre 2005, fixant les conditions et les procédures de prise en charge par les organismes de sécurité sociale du montant du ticket modérateur exigible des personnes handicapées au titre de leur soins et hospitalisation dans les structures publiques de santé.
- Décret n°2005-3031 du 21 novembre 2005, fixant les modalités et les procédures de l'exercice du contrôle médical prévu par la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3154 du 6 décembre 2005, portant détermination des modalités et procédures de conclusion et d'adhésion aux conventions régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 22 février 2006, portant approbation de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 1er juin 2006, fixant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, biologistes, médecins dentistes, psychologues cliniciens, sages-femmes et auxiliaires médicaux tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre de la santé publique du 29 octobre 2007, du 18 mars 2008 et du 1er mars 2010.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er août 2006, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des biologistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat national des biologistes de libre pratique.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 13 avril 2007, fixant les listes des spécialités et des actes médicaux et paramédicaux, des médicaments, de l'appareillage, des frais de transport sanitaire, ainsi que la liste des prestations nécessitant l'accord préalable, pris en charge par le régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 2 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Décret n°2007-1073 du 02 mai 2007, portant classement de certains centres en centres spécialisés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 4 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er juin 2007, portant approbation de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie d'une part, et les syndicats des pharmaciens d'officine de jour et des pharmaciens d'officine de nuit d'autre part.

- Décret n°2007-1366 du 11 juin 2007, portant détermination des étapes d'application de la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie aux différentes catégories d'assurés sociaux mentionnés dans les différents régimes légaux de sécurité sociale.
- Décret n° 2008-756 du 24 mars 2008, modifiant le décret n°2007-1367 du 11 juin 2007, portant détermination des modalités de prise en charge, procédures et taux des prestations de soins au titre du régime de base d'assurance maladie.
- Décret n°2007-1406 du 18 juin 2007, fixant l'assiette de calcul des taux de cotisations dues au titre de régime de base d'assurance maladie et ses étapes d'application.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 25 juin 2007, portant fixation de la liste des affections lourdes ou chroniques prises en charge intégralement par la caisse nationale d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 29 juin 2007, portant fixation de la liste des prestations d'hospitalisation dispensées dans les établissements sanitaires privés conventionnés avec la caisse nationale d'assurance maladie et prises en charge dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 15 août 2007, relatif à la fixation de la liste des médicaments génériques servant de base pour la détermination des prix de référence des médicaments dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 15 août 2007, modifiant et complétant l'arrêté du 19 septembre 2002, fixant la liste des établissements publics hospitaliers autorisés à effectuer les prélèvements ou les greffes d'organes humains.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclu entre la CNAM et le syndicat Tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 et l'avenant n°2 de la convention sectorielle des cliniques privées conclus entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 12 décembre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins spécialistes adhérents au syndicat tunisien des médecins spécialistes libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 5 octobre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux physiothérapeutes.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 22 février 2008, fixant le tarif applicable à la délivrance des produits sanguins à usage thérapeutique au titre de leur transformation, analyse, conservation ainsi que de la préparation de leurs dérivés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 3 juin 2008, portant fixation du plafond annuel des montants des prestations de soins ambulatoires prises en charge par le régime de base d'assurance maladie, au titre de la filière privée de soins ou du système de remboursement, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 24 juin 2010 .
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 7 juillet 2008, portant modification de l'arrêté du 19 décembre 1996, fixant les tarifs de prise en charge des malades payants dans les structures sanitaires publiques relevant du ministère de la santé publique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°2, n°3 et n°4 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat

tunisien des médecins libéraux.

- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°5 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 18 août 2008, portant approbation de l'avenant n°1 de la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 octobre 2008, portant approbation de l'avenant n°6 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 janvier 2009, portant fixation des membres des commissions régionales de contrôle médical, leur attribution territoriale, leur composition et leurs modalités de fonctionnement créées auprès de la CNAM.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 5 février 2009, portant création du comité technique de la sécurité des malades et organisation de ses modalités de fonctionnement tel que complété par l'arrêté du 17 avril 2009.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 16 juin 2009, fixant la liste des établissements sanitaires à vocation universitaire, des hôpitaux régionaux, des hôpitaux de circonscription et des groupements de santé de base relevant du ministère de la santé public.
- Arrêté du ministre des affaires sociales du 30 juin 2014, portant approbation de l'avenant n°1 de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclu entre la CNAM et le syndicat des pharmaciens d'officine de Tunisie.

D- L'assurance incendie

- Les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance incendie.
- Décret n° 81-1595 du 24 novembre 1981, fixant les conditions de l'obligation d'assurance incendie édictée par les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011 relatif à la réparation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Décret n°2011-790 du 27 juin 2011 fixant les modalités, les procédures et les règles de fonctionnement du décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011,tel que modifié par le décret n° 2011-3165 du 24 octobre 2011.
- Arrêté du ministre des finances du 05 décembre 2011, portant désignation des membres à la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014, portant désignation d'un membre à la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires (représentant la FTUSA).

E- L'assurance transport des marchandises à l'importation

- Les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981, fixant les conditions d'application de l'obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 99-2364 du 27 octobre 1999, modifiant le décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981.

F- L'assurance dans le domaine de la construction

- Loi n° 94-9 du 31 janvier 1994 relative à la responsabilité et au contrôle technique dans le domaine de la construction.
- Titre III du code des assurances (articles 95 à 100 ajoutés par la loi n° 94-10 du 31 janvier 1994), instituant l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction.
- Décret n° 95-415 du 6 mars 1995, fixant la liste des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance de la responsabilité décennale des intervenants dans leur réalisation, tel qu'il a été complété par le décret n° 97-1360 du 14 juillet 1997.
- Décret n° 95-416 du 6 mars 1995 relatif à la définition des missions du contrôleur technique et aux conditions de l'octroi de l'agrément.

G- L'assurance de responsabilité professionnelle

- Campements de tourisme : article 13 de l'arrêté du ministre du commerce du 25 septembre 1978, portant réglementation des campements de tourisme.
- L'hébergement touristique à temps partagé : décret n°2009-1935 du 15 juin 2009, portant fixation des conditions d'obtention de l'autorisation préalable à l'exercice de l'activité d'hébergement touristique à temps partagé (article 3).
- L'agent immobilier : Loi n° 81-55 du 23 juin 1981, portant l'organisation de la profession d'agent immobilier;
- Décret n° 81-1814 du 22 décembre 1981 fixant les modalités de la délivrance de la carte professionnelle à l'agent immobilier (article 3).
- Commerçants des ascenseurs : loi n° 87-49 du 2 août 1987 réglementant le commerce des ascenseurs et assimilés (articles 3 et 5).
- Commission de délivrance des licences des agences de voyage : décret 87-273 du 17 février 1987 relatif à la composition et modalités de fonctionnement de la commission de délivrance des licences des agences de voyage.
- Etablissements sanitaires privés : loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, portant organisation sanitaire (articles 48 et 59).
- Organisation et développement de l'éducation physiques et des activités sportives : Loi n°94-104 du 3 août 1994 (article 27).
- Transitaires : loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008 et l'arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession transitaire.
- Décret n°2010-1079 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par la loi n° 95-32 du 14 avril 1995 relative aux transitaires, tel qu'il a été modifié et complété par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice de l'activité de transitaire prévue à l'article 19 de la loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, tel qu'il a été modifié et complété par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Les entreprises qui produisent ou transportent ou gèrent les déchets : Loi n° 96-41 du 10 juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination (articles 34 et 47).
- Les établissements privés de protection des personnes âgées : Décret n° 96-1766 du 30 septembre 1996 fixant les conditions de création des établissements privés de protection des personnes âgées et les modalités de leur fonctionnement (titre II).
- Liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires : loi n° 97-71 du 11 novembre 1997, relative aux liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires (article 39) et l'arrêté du ministre de la justice du 15 avril 1999, portant fixation du montant minimum du contrat d'assurance sur la responsabilité civile de ces professionnels .
- Centre d'hémodialyse : arrêté du ministère de la santé publique du 27 avril 1998 fixant la liste des documents exigés lors de la constitution du dossier préliminaire et du dossier définitif en vue de l'obtention de l'accord de principe et de l'autorisation pour l'exploitation, l'extension, le transfert ou la cession d'un centre d'hémodialyse (article 4).
- Les sociétés professionnelles d'avocats : loi n° 98-65 du 20 juillet 1998, relative aux sociétés professionnelles d'avocats

(article 29).

- Activités dans les ports maritimes et commerciaux : loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009, portant promulgation du code des ports maritimes qui a abrogé la Loi n° 99-25 du 18 mars 1999, relative à la promulgation du code des ports maritimes et commerciaux.
- Commerce électronique : Loi n° 2000-83 du 9 août 2000, relative aux échanges et au commerce électronique.
- Cahier des charges des fournisseur de services de certification électronique : Décret n° 2001-1667 du 17 juillet 2001, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité de fournisseur des services de certification électronique.
- Structures professionnelles de production et de diffusion des arts dramatiques : Décret n° 2001-1986 du 27 août 2001 fixant les conditions de ces structures (article Premier, cahier des charges).
- Les établissements touristiques d'animation musicale : article 2 de l'arrêté du ministre du tourisme du 10 juin 2009 fixant les normes minimales de classement de ces établissements (l'obligation de souscrire des contrats d'assurances pour couvrir les risques d'incendie et de responsabilité civile et professionnelle).
- La représentation des sociétés étrangères de classification des navires : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de représentation des sociétés étrangères de classification des navires.
- Ravitailleur de navires : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de ravitailleur de navires.
- Courtier d'affrètement : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- La profession de pilote : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de pilote.
- Expert maritime : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'expert maritime.
- Consignataire des navires : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession du consignataire de navires.
- Consignataire de la cargaison : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession du consignataire de la cargaison.
- L'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'assistance, de sauvetage et de remorquage en mer.
- La gestion des navires de commerce : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de gestion des navires de commerce.
- Les professions maritimes : loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes (articles 2 et 15).
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice des professions maritimes prévue à l'article 15 de la loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.
- Décret n°2010-1080 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.

4. LES AUTRES ASSURANCES

A- L'assurance Vie

- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les

conditions de leur représentation.

- Arrêté du ministre des finances du 3 mars 2012, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance vie.
- Circulaire du Comité Général des Assurances N°01/2016 concernant la branche d'assurance vie et capitalisation.

B- L'assurance à l'exportation (Titre IV du code des assurances : articles 101 à 109)

- Les articles 101 à 109 ont été ajoutés par la loi n° 97- 24 du 28 avril 1997.
- Décret n° 98-1690 du 31 août 1998 fixant les modalités et les conditions de fonctionnement du fonds de garantie des risques à l'exportation tel que modifié par le décret n° 2002-2074 du 10 septembre 2002 (l'article 11 du décret a été abrogé).
- Loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret n° 2000-23 du 3 janvier 2000, fixant les conditions et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition et la création de la commission de garantie de financement des exportations.
- L'article 5 de la loi n°2008-79 du 30 décembre 2008, portant mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques pour poursuivre leurs activités.
- Loi n° 2008-80 du 30 décembre 2008, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation de la capital la compagnie Tunisienne pour l'assurance du commerce extérieur.
- Loi n° 2019-36 du 16 avril 2019, modifiant la loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret gouvernemental n° 2019-889 du 17 octobre 2019, fixant les conditions de couverture et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition, la création de la commission stratégique des préfinancements des exportations et les conditions de son fonctionnement.

C - Les calamités agricoles

- Fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles (articles 52, 53, 54, 55 et 56 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986, portant loi de finances pour la gestion 1987).
- Décret n° 88-948 du 21 mai 1988, fixant à partir de la campagne agricole 1988-1989 le champ d'intervention, le montant de la contribution et le taux d'indemnisation des agriculteurs relatifs au fonds de mutualités pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles.
- Décret n° 88-949 du 21 mai 1988, fixant les modalités et les conditions d'intervention et de gestion du fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages dus aux calamités naturelles.
- Fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles : crée par l'article 17 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 portant la loi de finances pour l'année 2018.
- Décret gouvernemental n° 2018-729 du 16 août 2018, fixant la liste des produits soumis à la taxe de solidarité due au profit du fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles.
- Décret gouvernemental n° 2018-820 du 09 octobre 2018, fixant les zones des grandes cultures endommagées en raison de la sécheresse pour la saison agricole 2017-2018.
- Décret gouvernemental n° 2018-821 du 9 octobre 2018, fixant les activités concernées par les interventions du fonds d'indemnisation des dommages agricoles dus aux catastrophes naturelles, les modalités de sa conduite et les conditions de son intervention.

D – Assurance TAKAFUL (titre 7 du code des assurances)

- Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014, amendant et complétant le code des assurances : insertion d'un 7^{ème} titre s'intitulant « l'assurance Takaful » (les articles 201 à 217.)

5.LES PROFESSIONS D'ASSURANCES

A- Les entreprises d'assurances (titre II chapitre I du code des assurances : articles 48 à 66)

- Les articles 48, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61 et 66 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.
- Les articles 48, 50, 51, 54, 58, 60, 61 et 63 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008- 8 du 13 février 2008.
- L'article 58 bis a été ajouté par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.
- Les paragraphes : 3 de l'article 48, 3 de l'article 50, 2 et 3 de l'article 54, 3 de l'article 62 et 2 de l'article 65, ont été ajoutés par l'article 4 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 50 bis et 50 ter ont été ajoutés au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le dernier paragraphe de l'article 61 du code des assurances a été abrogé par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2257 du 31 décembre 1992, fixant les dispositions-types des statuts des sociétés d'assurances à forme mutuelle.
- Arrêté du ministre des finances du 26 juin 2000, portant approbation des normes comptables sectorielles relatives aux opérations spécifiques aux entreprises d'assurances et/ou de réassurances, à la présentation de leurs états financiers, à leur contrôle interne et à l'organisation comptable.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre des finances du 28 mars 2005, du 5 janvier 2009 ,du 06 juin 2011, du 03 mars 2012 et de 01 mars 2016.
- Arrêté du ministre des finances du 3 octobre 2005, fixant les documents constitutifs du rapport annuel prévu par l'article 60 du code des assurances : il a abrogé les dispositions de l'arrêté du ministre des finances du 31 juillet 2001.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant la liste, des catégories d'assurances prévues à l'article 49 du code des assurances, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 2 septembre 2002 fixant le contenu du dossier prévu à l'article 48 du code des assurances (constitution d'une société de réassurance).
- Arrêté du ministre des finances du 7 mars 2003, fixant la liste et la forme des documents et des états de conjoncture des entreprises d'assurances et de réassurances, tels que prévus par l'article 60 (nouveau) du code des assurances.
- Articles 52 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : institution une taxe conjoncturelle au profit du budget de l'état pour les années 2018 et 2019.
- Articles 53 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : institution une contribution sociale de solidarité.

B- Les intermédiaires, les experts en assurance et les commissaires d'avaries (titre II chapitre II du code des assurances, articles 69 à 81)

- Les articles 69,73 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Le dernier paragraphe de l'article 79, l'article 80 et le dernier paragraphe de l'article 81 du code des assurances sont modifiés

par la loi n° 2001-91 du 7 Août 2001 portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent.

- Les articles 69, 70,76 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi de finance n° 2003- 80 du 29 décembre 2003.
- Les articles 70, 71,75 et 79 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission des intermédiaires prévue à l'article 71 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n°2009-39 du 5 janvier 2009.
- Décret n° 2002-543 du 5 mars 2002, portant fixation des conditions d'exercice de l'activité d'actuaire habilité à certifier les tarifs d'assurance vie, prévues à l'article 47 du code des assurances.
- Décret n° 2002-544 du 5 mars 2002, fixant les conditions d'inscription et de radiation des experts et des commissaires d'avaries, prévues à l'article 80 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'actuarat pour la certification des tarifs d'assurance vie.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'expertise en assurance et de commissariat aux avaries.
- Arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances (opérations d'assurances qui peuvent être présentées au public par l'entremise des banques), modifié par l'arrêté du ministre des finances du 10 mars 2004.
- Arrêté du ministre des finances du 3 février 2009, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 29 août 2001, relatif aux prestations administratives fournies par les services du ministère des finances et aux conditions de leur octroi.

C- contrôle (titre II chapitre III du code des assurances, articles 82 à 90)

- Le paragraphe 3 de l'article 88 du code des assurances a été modifié par la loi n°2001-91 du 7 août 2001 et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 82, 83,88 et 89 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- L'article 89 bis du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Les articles 82, 84, 86,87 et 88 du code des assurances ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.

6. LES AUTRES ORGANISMES D'ASSURANCES

A- Les entreprises d'assurances et de réassurances non résidentes

- Articles 67 et 68 du code des assurances, ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 68 du code des assurances a été ajouté par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Loi n° 85-108 du 6 décembre 1985 portant encouragement d'organismes financiers et bancaires travaillant essentiellement avec les non-résidents (article 28).

B- Le fonds de garantie des assurés :

- Articles 35 à 39 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001 relative à la création du fonds de garantie des assurés.
- Décret n° 2002-418 du 14 février 2002, fixant les conditions d'intervention, les modalités de fonctionnement et les modes de financement du fonds de garantie des assurés, modifié par le décret n° 2002-2123 du 23 septembre 2002, le décret n° 2005-2025 du 18 juillet 2005, le décret n°2011-789 du 24 juin 2011, le décret n°2011-4651 du 06 décembre 2011et par le décret gouvernemental n° 2018-1050 du 17 décembre 2018(La contribution des assurés est fixée à trois dinars au titre de

chaque attestation d'assurance).

- Arrêté du ministre des finances du 13 août 2003 désignant les membres de la commission de garantie des assurés prévue à l'article 3 du décret n°2002- 418 du 14 février 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014 désignant les membres à la commission de garantie des assurés.
- Loi n° 2019-24 du 12 mars 2019 relative à l'indemnisation des dommages causés aux institutions économiques suite inondations.
- Décret gouvernemental n ° 2019-614 du 12 juillet 2019 relatif à la délimitation des régions et de la période couverte par l'indemnisation, les formules et procédures d'intervention du fond de garantie des assurés et les conditions d'octroi de l'indemnisation prévues par la loi n ° 24 de 2019 du 12 mars 2019 relative à la réparation des dommages aux institutions économiques suite aux inondations.

C- Les mutuelles agricoles

- Décret du 26 mars 1931 relatif aux assurances mutuelles agricoles, tel que modifié par le décret du 07 juillet 1955.

D- Les sociétés mutuelles de prévoyances

- Décret du 18 février 1954 relatif aux sociétés mutuelles.
- Arrêté des secrétaires d'Etat au plan et aux finances et à la santé et aux affaires sociales du 26 mai 1961, portant établissement des statuts-types des sociétés mutualistes et rendant obligatoires certaines dispositions des dits statuts.
- Arrêté des ministres des finances et des affaires sociales du 17 septembre 1984, portant amendement des statuts-types des sociétés mutualistes.
- Articles 28 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : soumission des assurances mutuelles à l'impôt sur les sociétés.

7. L'ORGANISATION DE LA PROFESSION

A-Le comité général des assurances : Autorité de Tutelle

- Loi n° 2008-8 du 13 février 2008, modifiant et complétant le code des assurances portant insertion d'un sixième titre intitulé « le comité général des assurances » et comportant les articles 177 à 200.
- Décret n ° 2001-2729 du 26 novembre 2001, modifiant le décret n° 91-556 du 23 avril 1991 portant organisation du ministre des finances.
- Décret n ° 2012-1049 du 26 juillet 2012, désignant le président du comité général des assurances.
- Décret n ° 2008-2046 du 2 juin 2008, fixant la rémunération et les avantages accordés au président du comité général des assurances prévues par l'article 196 du code des assurances.
- Décret n ° 2008-2047 du 2 juin 2008, fixant l'indemnité allouée aux membres du collège du comité général des assurances, prévue par l'article 184 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n ° 2012-629 du 13 juin 2012.
- Décret n ° 2008-2553 du 7 juillet 2008, fixant les taux des redevances revenant au comité général des assurances et prévues par l'article 198 du code des assurances ainsi que leurs montants et les modalités de leur perception, tel que modifié par le décret gouvernemental n°2015-220 du 21 mai 2015(article 1).
- Décret n ° 2008-2730 du 4 août 2008, portant nomination des membres du collège du comité général des assurances.
- Décret n ° 2009-39 du 5 janvier 2009, modifiant le décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article 71 du code des assurances.
- Décret n° 2011-668 du 23 mai 2011, fixant le règlement général des fonctionnaires du comité général des assurances.
- Décret n° 2012-411 du 17 mai 2012, portant approbation de l'organigramme du comité général des assurances.

B-L'Association Professionnelle des Entreprises d'Assurances (Titre II chapitre IV du code des assurances, articles 91 à 92)

- Articles 91 et 92 du code des assurances (modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002).
- Article 92 du code des assurances (modifié par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008).

C-Le Conseil National des Assurances et la Commission Consultative des Assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 93 et 94)

- Articles 93 et 94 du code des assurances.
- Les dispositions de l'article 94 du code des assurances ont été abrogées par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2258 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil national des assurances et de la commission consultative des assurances, modifié par le décret n° 2002-512 du 27 février 2002.

8. LE RÉGIME FISCAL DES OPÉRATIONS D'ASSURANCES

•Articles 38, 39 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989.

- Articles 40, 45, 100 et 101 du code des droits d'enregistrement et de timbre promulgué par la loi n° 93-53 du 17 mai 1993.
- Articles 144 à 149 du code des droits d'enregistrement et de timbre (troisième partie autres taxes : titre I : taxe unique sur les assurances)

ajoutés par les articles 34, 35 et 36 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997.

- Articles 46, 47 et 48 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997 instituant un fonds de la protection civile et de la sécurité routière et fixant les contributions des assurés et des entreprises d'assurances à ce fonds.

•Articles 51, 52, 53 et 54 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour la gestion 1998 relatifs à l'encouragement de l'épargne dans le cadre des contrats d'assurance vie.

•Article 45 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001, relatif à la réduction du taux de la taxe unique sur les assurances sur les contrats d'assurances des risques agricoles et de pêches.

•Article 74 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 : mise à jour des dispositions relatives à la contribution au profit du fonds de la protection civile et de la sécurité routière et unification de son assiette avec celle des taxes sur les assurances.

•Loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 :

- Article 33 relatif à la liste des provisions techniques des entreprises d'assurances déductibles pour la détermination du bénéfice imposable.

- Articles 45 à 47 relatifs à la déduction des primes d'assurances vie collectives de l'assiette de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés.

•Décret n° 2003- 1098 du 19 mai 2003, fixant la liste des avantages exclus de l'assiette de cotisation au titre des régimes de sécurité sociale telles que les primes supportées par l'employeur au titre de l'assurance collective sur la vie au profit de ses employés.

•Article 43 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des commissions payées par les entreprises d'assurances aux intermédiaires en assurance.

•Article 44 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération de

l'impôt sur le revenu les rentes viagères servies dans le cadre des contrats d'assurance vie.

- Articles 76 et 77 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004 relatifs à l'exonération des quittances du droit de timbre.
- Article 61 de la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005 relatif à la rationalisation du bénéfice des avantages fiscaux au titre de l'assurance vie.
- Article 81 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 : précision du champ d'application de la retenue à la source au titre des marchés.
- Articles 45 et 46 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : ont modifié l'article 48 du code de l'impôt (relèvement du taux des provisions déductibles de l'assiette imposable de 30% à 50%).
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les articles 145 et 147 du code des droits d'enregistrement et de timbre relatifs à l'exonération des contrats d'assurance des risques agricoles et de pêche de la taxe unique sur les assurances.
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les deux alinéas et le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 39 du code de l'impôt sur les revenus (relèvement du plafond déductible des primes d'assurances vie et assouplissement du bénéfice des avantages fiscaux).
- Article 35 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a abrogé les dispositions des 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} alinéa du paragraphe I et des 1^{ère} et 2^{ème} alinéas du paragraphe I bis et du paragraphe I ter de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S (amélioration du régime fiscal des provisions en fonction des particularités de l'activité des entreprises du secteur financier).
- Article 36 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté aux dispositions du paragraphe VII terdecies et du paragraphe IX de l'article 48 du code de l'impôt sur le Revue.
- R.P.P.I.S des dispositions relatives à l'extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises en difficultés économiques à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes.
- Article 46 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté au code de l'impôt sur le R.P.P.I.S deux articles : 39 quinquies et 48 sexies relatifs à la rationalisation des avantages fiscaux au titre des opérations de réinvestissement.
- Articles 41 et de la loi n° 2010-58 du 17 décembre 2010 portant loi de finances pour l'année 2011 : ont modifié les articles 38 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés (rationalisation de l'exonération de la plus-value provenant de la cession des titres et déduction des rémunérations du gérant de la base de l'impôt sur les sociétés).
- Articles 42 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : relèvement du plafond déductible des primes d'assurance vie et d'élargissement de leur champ d'application.
- Article 24 de la Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014 : Encouragement de l'épargne à long terme en matière d'assurance vie : exclusion des impôts des primes de réassurance rétrocédées et les primes d'assurance payées aux réassureurs sous réserve de réciprocité.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance-vie.
- Articles 27 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2018 : encouragement de l'épargne à long et moyen terme via les comptes d'épargne pour l'investissement et les contrats d'assurance vie et les contrats de capitalisation.
- Article 14 paragraphe 3 de la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019: Révision des

taux de l'impôt sur les sociétés : 35% pour les compagnies d'assurance et de réassurance y compris les assurances mutuelles.

- Article 87 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019 : Mesures pour le traitement du déficit des caisses sociales : contribution exceptionnelle des sociétés d'assurances de 1% des transactions déclarées au profit des caisses sociales.

9. AUTRES TEXTES

- Décret n° 2002- 21 du 8 janvier 2002, portant création du conseil national de la sécurité routière et organisant les modalités de son fonctionnement, modifié et complété par le décret n° 2003- 2241 du 27 octobre 2003.
- Arrêté du ministre des finances du 22 octobre 2003 désignant les membres du conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 28 février 2003, portant promulgation du barème des honoraires des auditeurs des comptes des entreprises de Tunisie, tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances du 01 mars 2016.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 25 mai 2004 désignant les membres de la commission consultative du conseil national de la sécurité routière.
- Loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 30 mars 2006, portant nomination des membres du conseil national des assurances.
- Décret n°2006-1294 du 8 mai 2006, portant application des dispositions de l'article 23 de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 17 juin 2006, portant fixation du contenu de la déclaration annuelle signée et présentée aux commissaires aux comptes par les organes de direction et les chargés des affaires financières et comptables des sociétés commerciales soumises à l'obligation de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie.
- Décret n°2006-1826 du 26 juin 2006, portant création du conseil national des services et fixant ses attributions et les modalités de son fonctionnement.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2007, portant désignation de deux membres au conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 9 juillet 2007, portant nomination des membres au conseil national de la comptabilité.
- Loi n ° 2009-64 du 12 août 2009, portant promulgation du code de prestation des services financiers aux non -résidents.
- Loi n ° 2009-66 du 12 août 2009, modifiant et complétant certaines dispositions du code de la route.
- Décret n°2010-262 du 15 février 2010, fixant la liste des contraventions aux dispositions du code de la route et à ses textes d'application.
- Loi n ° 2010-26 du 21 mai 2010, relative aux activités de volontariat : article 22 a prévu l'obligation d'assurance contre les accidents et les maladies professionnelles.
- Loi n ° 2010-33 du 21 juin 2010, modifiant et complétant la loi n° 93-61 du 23 juin 1993 relative aux experts judiciaires.
- Arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat du 18 février 2010, portant nomination des membres du conseil national des services.
- Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions micro finance, qui a été modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014, le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017 et le décret gouvernemental n°2018-12 du 10 janvier 2018.
- Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du micro crédit et conditions de son octroi par les institutions de micro finance.
- Décret-loi n°2011-13 du 14 mars 2011, portant confiscation d'avoir et de biens meuble et immeubles.

- Article 28 de la loi n°2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012 : instauration d'un régime fiscal spécifique au financement islamique.
- Article 13 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : clarification de l'application du régime fiscal relatif à la finance islamique.
- Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de micro finance et leur évolution institutionnelle, tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances du 19 aout 2013.
- Décret n°2013-4056 du 19 septembre 2013, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'un bureau de représentation à Tunis travaillant essentiellement avec les non-résidents, de la société Ivoirienne de réassurance « AVENIRE».
- Décret n°2013-4521 du 19 septembre 2013, relatif à l'approbation de la fermeture de la société de réassurance non résident « Best RE » en Tunisie.
- Décret n°2014-967 du 24 janvier 2014, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'une filiale non résident de la société Nigérienne de réassurance « Continental Réassurance ».
- Article 25 du Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014 : Institution d'un régime fiscal spécifique aux Sukuk islamiques et au Fonds commun de Sukuk.
- Article 16 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi des finances pour l'année 2016 : Adaptation du régime fiscal aux spécificités des mécanismes de la finance islamique.
- Loi organique n°2015-26 du 07 aout 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchissement d'argent : elle a abrogée les dispositions de la loi n°2003-75 du 10 décembre 2003 relative au soutien des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchissement d'argent telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n°2009-65 du 12 aout 2009.
- Décret gouvernemental n°2015-1777 du 25 novembre 2015, portant organisation de la commission nationale de la lutte contre le terrorisme et des modalités de fonctionnement.
- Loi n°2015-36 du 15 septembre 2015 relative à la réorganisation de la concurrence et des prix.
- Arrêté du ministre de la justice du 25 mars 2016, fixant les spécialités des experts judiciaires.
- Arrêté du ministre de la justice du 22 avril 2016, fixant le plafond des avocats désignés par les organismes publics.
- Arrêté du ministre de la justice et du ministre du commerce du 22 avril 2016, fixant les honoraires des avocats chargés de la représentation des organismes publics.
- Arrêté du ministre des finances du 1er mars 2016, portant fixation des montants prévus aux articles 100, 107, 108,114 et 140 de loi n°2015-26 du 07 aout 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent.
- Décret gouvernemental n°2017-334 du 1er mars 2017, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'une succursale de la société de réassurance « CICA RE ».
- Loi 2018-52 du 29 octobre 2018 relative au Registre National des Entreprises.
- Décret gouvernemental n° 2018-1 du 4 janvier 2018, portant sur les procédures de mise en œuvre des résolutions prises par les instances onusiennes compétentes liées à la répression du financement du terrorisme.
- Décret gouvernemental n° 2018-579 du 22 juin 2018, relatif à l'émission des sukuks islamiques au profit des institutions du secteur privé.
- Décret gouvernemental n° 2018-589 du 11 juillet 2018, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « SEN-RE ».
- Décret gouvernemental n° 2019-1205 du 24 décembre 2019, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « WAICA-RE ».

- Décret gouvernemental n° 2019-1206 du 24 décembre 2019 annulant la convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance «Bupa-International ».
- Loi organique n°2019-09 du 23 janvier 2019 modifiant et complétant la loi organique n°2015-26 du 07 aout 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchissement d'argent.
- Décret gouvernemental n ° 54 de 2019 du 21 janvier 2019, fixant les mécanismes et les critères de détermination des véritables bénéficiaires.
- Décret gouvernemental n ° 2019-419 du 17 mai 2019 fixant les modalités de mise en œuvre des décisions rendues par les instances compétentes de l'ONU relatives à la prévention du financement du terrorisme et à la prévention du financement de la prolifération des armes de destruction massive.
- Décret-loi du Chef du Gouvernement 30 du 10 juin 2020, portant des mesures de soutien des bases de solidarité nationale et l'assistance des personnes et des entreprises suite aux répercussions de la Coronavirus.

PREMIERE PARTIE

- I. LES ASSURANCES DIRECTES
- II. LA RÉASSURANCE
- III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFF.DIR & ACCEPTATIONS)
- IV. LES FONDS PROPRES, LES PLACEMENTS ET LES REVENUS FINANCIERS

PREMIERE PARTIE

I. LES ASSURANCES DIRECTES

A- Primes

Le montant des primes émises des entreprises d'assurance qui pratiquent les opérations directes totalise 2 559,936 MD en 2020 contre 2 398,327 MD en 2019 et 2 225,707 MD en 2018, soit une progression de 6,74 % en 2020 contre 7,76 % en 2019 et 7,41 % en 2018.

Les entreprises privées spécialisées en assurance Vie : GAT VIE, HAYETT, MAGHREBIA VIE, CARTE VIE ATTIJARI ASSURANCES et LLOYD VIE ont réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de 381,435 MD contre 324,275 MD en 2019 et 284,182 MD en 2018, soit une augmentation de 17,63 %.

B- Les sinistres réglés :

Les sinistres réglés au titre des affaires directes s'élèvent à 1 344,382 MD en 2020 contre 1 410,080 MD en 2019 et 1 266,938 MD en 2018 soit une baisse de 4,66 % en 2020.

C- Les frais de gestion :

Les frais de gestion se composent des frais d'acquisition et des autres charges de gestion nettes. Ils s'élèvent à 625,435 MD en 2020 contre 569,639 MD en 2019 et 544,328 MD en 2018, soit une progression de 9,79 % en 2020. Rapportés aux primes émises des affaires directes, les frais de gestion représentent 24,43 % en 2020 contre 23,75 % en 2019 et 24,46 % en 2018.

C.1. Les frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition totalisent 353,460 MD en 2020 contre 316,704 MD en 2019 et 289,940 MD en 2018, soit une progression de 11,61% en 2020.

Le taux de commissionnement moyen est de l'ordre de 13,81% en 2020 contre 13,21% en 2019 et 13,03% en 2018.

C.2. Les autres charges de gestion nettes :

Les autres charges de gestion nettes se composent des frais d'administration et des autres charges techniques. Elles s'élèvent à 271,975 MD en 2020 (10,62 % des primes émises des affaires directes) contre 252,935 MD en 2019 (10,55% des primes émises des affaires directes) et 254,388 MD en 2018 (11,43% des primes émises des affaires directes).

Evolution des frais de gestion affaires directes

En DT

Libellés	Montant	2019		2020		
		En % des primes émises	Taux de croissance	Montant	En % des primes émises	Taux de croissance
Frais d'acquisition	316 704 413	13,21	9,23	353 459 994	13,81	11,61
Autres charges de gestion nettes	252 934 602	10,55	-0,57	271 974 705	10,62	7,53
Frais de gestion	569 639 015	23,75	4,65	625 434 700	24,43	9,79

D- Résultats techniques nets (affaires directes)

D.1. Solde de souscription :

Le solde de souscription dégage un excédent de 738,991 MD en 2020 contre un excédent de 570,377 MD en 2019 et un excédent de 438,542 MD en 2018.

D.2. Frais de gestion :

Les frais de gestion passent de 544,328 MD en 2018 à 569,639 MD en 2019 et à 625,435 MD en 2020.

D.3. Solde financier :

Le solde financier s'élève à 297,421 MD en 2020 contre 297,994 MD en 2019 et 239,797 MD en 2018, soit une légère baisse de 0,19 % en 2020.

D.4. Solde de réassurance (résultats des cessions) :

Le solde de réassurance (résultats des cessions) dégage un déficit de 125,282 MD en 2020 contre un déficit de 123,484 MD en 2019 et un déficit de 64,411 MD en 2018.

D.5. Résultat Technique Net:

Le résultat technique net dégage un excédent de 285,695 MD en 2020 (11,16 % des primes émises des affaires directes) contre un excédent 175,247 MD en 2019 (7,31 % des primes émises des affaires directes) et un excédent 69,600 MD en 2018 (3,13 % des primes émises des affaires directes).

II. LA RÉASSURANCE

Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances exploitant les assurances directes sont les suivantes :

1. Les Acceptations :

A. Les primes :

Le montant des primes acceptées s'élève en 2020 à 12,148 MD contre 16,032 MD en 2019 et 26,042 MD en 2018. Les acceptations en 2020 représentent 0,47 % du chiffre d'affaires total contre 0,67 % en 2019 et 1,16% en 2018.

Evolution des primes acceptées

En MD

Année	Primes Acceptées	Taux de Croissance En %	En % des Primes Emises du Marché
2018	26,042	65,69	1,16
2019	16,032	-38,44	0,67
2020	12,148	-24,23	0,47

B. Les sinistres :

Les sinistres réglés en 2020 au titre des acceptations atteignent 8,788 MD contre 13,955 MD en 2019 et 9,571 MD en 2018 enregistrant ainsi une diminution de 37,03 % par rapport à 2019.

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 8,517 MD en 2018 et -3,399 MD en 2019 à 2,105 MD en 2020.

Pour les opérations d'acceptations, le rapport sinistre aux primes acquises sans tenir compte des frais de gestion s'est détérioré de 33,72 passant de 58,51 % en 2019 à 92,23% en 2020.

En MD

	2018	2019	Variation en %	2020	Variation en %
- Sinistres réglés net de recours	9,571	13,955	45,81	8,788	-37,03
- Dotation à la provision pour sinistres à payer	8,517	-3399	-139,91	2,105	-161,92
- Charge de sinistres	18,088	10,556	-41,64	10,893	3,19
- Primes acquises	22,740	18,041	-20,67	11,810	-34,54
- Rapport sinistres aux primes acquises en %	79,54	58,51	-21,03	92,23	33,72

C. Les frais de gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) de la branche acceptation s'élèvent à 2,534 MD en 2020 contre 1,994 MD en 2019 et 1,555 MD en 2018 soit une augmentation de 27,04 % en 2020.

En 2020 les frais de gestion représentent 20,86 % des primes acceptées contre 12,44 % en 2019 et 5,97% en 2018.

Evolution de l'ensemble des frais de gestion

En MD

	2018			2019			2020		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance
Frais d'acquisition	0,897	3,44	78,49	1,105	6,89	23,35	1,378	11,34	24,63
Autres charges de Gestion nettes	0,659	2,53	-46,65	0,889	5,55	34,91	1,156	9,52	30,04
Frais de gestion	1,555	5,97	-10,45	1,994	12,44	28,22	2,534	20,86	27,04

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistre aux primes acceptées s'élève à 88,81 % en 2020 contre 69,56% en 2019 et 86,38 % en 2018. Ainsi le rapport sinistre aux primes acceptées frais de gestion compris s'est détérioré de 19,25 %.

D. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 0,831 MD en 2020 contre 7,484 MD en 2019 et 4,652 MD en 2018.

Par ailleurs, les frais de gestion sont passés de 1,555 MD en 2018 et 1,994 MD en 2019 à 2,534 MD en 2020.

La branche acceptation dégage en 2020 un solde financier de 0,522 MD contre un solde de 0,659 MD en 2019 et de 0,659 MD en 2018.

Le solde de réassurance (résultats des cessions) s'est passé d'un excédent de 1,564 MD en 2018 et d'un déficit de 0,275 MD en 2019 à un déficit de 0,496 MD en 2020.

Le résultat technique dégage un déficit de 1,678 MD en 2020 contre un excédent de 5,875 MD en 2018 et un excédent de 5,319MD en 2018.

Compte d'exploitation de la branche acceptation

En DT

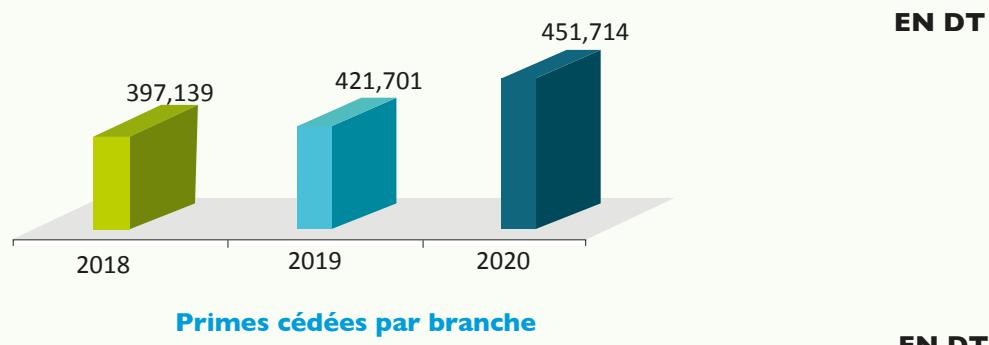
- Primes acquises	11 810 379
- Primes émises	12 147 707
- Variation des provisions pour primes non acquises	-337 328
- Charge de prestation	-10 979 851
- Prestation et frais payés	-8 788 286
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-2 104 732
- Autres charges techniques	-86 833
SOLDE DE SOUSCRIPTION	830 528
SOLDE DE GESTION	-2 533 647
SOLDE FINANCIERE	521 886
SOLDE DE RÉASSURANCE	-496 344
RÉSULTAT NET	-1 677 577

2. Les Cessions :

A. Les primes cédées : (Affaires directes)

Les primes cédées par les entreprises d'assurances sur les affaires directes totalisent un montant de 451,714 MD en 2020 contre 421,701 MD en 2019 et 397,139 MD en 2018 soit une augmentation de 7,12 % par rapport à 2019. Le taux de cession est de 17,65 % des primes émises en 2020 contre 17,58 % en 2019 et 17,84 % en 2018.

Les branches risques agricoles, incendie, crédit, et transport, demeurent fortement réassurées avec des taux de cession respectifs de 88,01 %, 78,53 %, 76,96% et 71,22% .



BRANCHE	2019			2020		
	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %
AUTOMOBILE	68 891 543	6,46	7,24	75 862 998	6,85	10,12
GROUPE MALADIE	118 075 651	5,28	24,49	23 117 722	6,04	27,89
TRANSPORT	55 069 288	65,05	14,24	53 949 548	71,22	-2,03
INCENDIE	103 704 114	76,59	4,11	114 521 183	78,53	10,43
RISQUES AGRICOLES	7 178 091	65,70	149,51	10 546 269	88,01	46,92
RISQUES DIVERS	108 469 863	61,30	2,19	115 159 746	59,37	6,17
VIE	46 228 268	8,26	-5,98	44 563 846	7,14	-3,60
CRÉDIT	14 084 015	65,80	13,79	13 992 260	76,96	-0,65
TOTAL AFFAIRES DIRECTES	421 700 833	17,58	6,18	451 713 573	17,65	7,12
PRIMES RETROCEDEES	1 243 723	7,76	135,88	1 546 475	12,73	24,34
TOTAL	422 944 556	17,52	6,36	453 260 048	17,62	7,17

B. Sinistre à la charge des réassureurs au titre des affaires directes :

Les sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent à 182,859 MD en 2020 contre 184,324 MD en 2019 et 141,025 MD en 2018 soit une baisse de 0,80 % en 2020. Ils représentent 13,60% du total des règlements des sinistres au titre des opérations directes en 2020 contre 13,07 % en 2019 et 11,13 % en 2018.

Les sinistres réglés à la charge des réassureurs au titre des opérations directes dans les branches incendie, crédit, risques agricoles et transport, sont les plus importants, ils représentent respectivement 85,50 % et 69,72% et 69,10% et 68,22%.

C. Commission reçue des réassureurs au titre des affaires directes :

Les commissions reçues des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent en 2020 à 104,350 MD contre 100,705 MD en 2019 et 92,796 MD en 2018.

Les taux des commissions reçues des branches Vie, Automobile et Incendie sont les plus élevés, ils représentent respectivement 38,79%, 27,24% et 25,56%.

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre des opérations directes sont retracés dans le tableau ci-après :

**Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre
Des affaires directes par branche en 2020 (rétrocessions non comprises)**

Branches	sinistres à la charge des réassureurs	en % des sinistres réglés	en % des primes émises	comm. à la charge des réassureurs	en % des primes cédées	En DT
Automobile	19 157 320	3,02	1,73	20 666 479	27,24	
Groupe Maladie	9 604 817	3,15	2,51	4 493 573	19,44	
Accidents de Travail	60 086	2,42	-	-	-	
Transport	9 412 499	68,22	12,43	8 602 611	15,95	
Incendie	91 620 791	85,50	62,83	29 277 272	25,56	
Risques Agricoles	6 336 097	69,10	52,87	1 314 489	12,46	
Risques Divers	30 727 721	56,87	15,84	19 211 255	16,68	
Vie	10 553 338	5,01	1,69	17 284 607	38,79	
Crédit	5 386 307	69,72	29,63	3 499 866	25,01	
TOTAL CESSIONS	182 859 026	13,60	7,14	104 350 152	23,10	

Les opérations des cessions au titre des opérations directes (rétrocessions non comprises) dégagent un résultat déficitaire de 125,282 MD en 2020 contre un déficit de 123,484 MD en 2019 et un déficit de 64,411 MD en 2018.

3. Rétrocessions

Les Primes rétrocédées s'élèvent à 1,546 MD en 2020 contre 1,244 MD en 2019 et 0,527 MD en 2018.

Le taux de rétrocession est de 12,73 % en 2020 contre 7,76 % en 2019 et 2,02 % en 2018.

Evolution du taux de rétrocension



4. Les Opérations de Réassurance Effectuées par Tunis Ré

A. Les primes

En 2020, le chiffre d'affaires de Tunis Ré a atteint 158,267 MD contre 162,136 MD en 2019 et 142,037 MD en 2018 marquant ainsi une baisse de 2 %.

A noter que le chiffre d'affaires de 2020 tient compte du chiffre d'affaires de l'activité Retakaful qui a atteint 16,254 MD en 2020 contre 18,631 MD en 2019 soit une baisse de 13 %.

Le chiffre d'affaires des acceptations conventionnelles est passé de 81,042 MD en 2019 à 97,454 MD en 2020, enregistrant ainsi une amélioration de 20,3 %.

Le chiffre d'affaires des acceptations facultatives est passé de 62,463 MD en 2019 à 60,813 MD en 2020, enregistrant ainsi une baisse de 2,6 %.

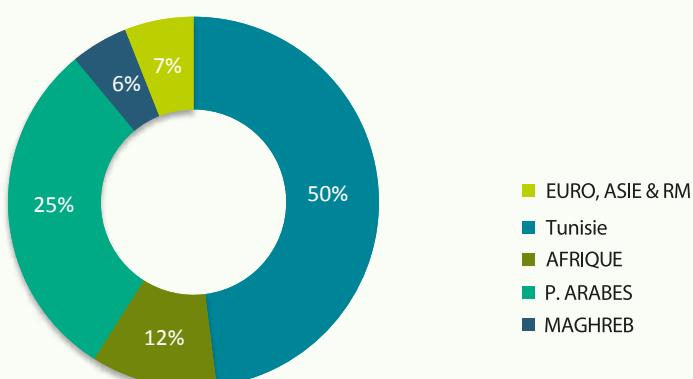
La répartition des primes acceptées par branche est retracée dans le tableau suivant :

Réparation du chiffre d'affaires par nature d'acceptation

						En MD		
	BILAN 2018		BILAN 2019		EVOL 19/18 En %	BILAN 2020		EVOL 20/19 En %
	Montant	Structure En %	Montant	Structure En %		Montant	Structure En %	
INCENDIE	60,998	43	65,323	40	7	65,583	41	-
ARD	19,540	14	23,986	15	23	24,077	15	-
R.TECH	22,755	16	21,127	13	-7	22,218	14	5
TRANSPORT	18,298	13	24,002	15	31	24,262	15	1
AVIATION	11,051	8	14,877	9	35	12,888	8	-13
VIE	9,395	7	12,821	8	36	9,237	6	-28
TOTAL	142,037	100	162,136	100	14	158,267	100	-2

Le chiffre d'affaires en 2020 est distribué entre 50% sur le marché national et 50 %sur le marché étranger.

Chiffre d'affaires par zone en 2020



B. Charge des sinistres & Frais généraux :

La charge de sinistre constituée des sinistres réglés et de la variation de la provision pour sinistres à payer au niveau des acceptations, atteint 183,969 MD en 2020 contre 89,561 MD en 2019 et 124,553 MD en 2018 enregistrant ainsi une hausse de 105 %.

C. Provisions techniques :

Les provisions techniques constituées des provisions pour primes non acquises et des provisions pour sinistres à payer ont atteint 415,562 MD en 2020 contre 332,299 MD en 2019 enregistrant ainsi un renforcement de 25 %.

D. Placements & revenus financiers :

Les placements de Tunis Re englobent les placements financiers, monétaires, immobiliers et des dépôts auprès des cédantes. Ils s'élèvent en 2020 à 419,270 MD contre 398,376 MD en 2019, soit une évolution de 5 %.

E. Résultat :

L'ensemble des activités du Tunis Ré a dégagé au titre de l'année 2020 un résultat excédentaire après impôt de 12,235 MD contre 11,655 MD en 2019, soit une hausse de 5%.

III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS)

A. Les primes

En 2020 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances (affaires directes et acceptations) s'élève à 2 572,083 MD contre 2 414,358 MD en 2019 et 2 251,749 MD en 2018 soit un taux de croissance de 6,53 % en 2020 contre 7,22 % en 2019 et 7,85 % en 2018

INTITULES	2018		2019		T.C 19/18 en %	2020		T.C 20/19 en %
	Montant	En %	Montant	En %		Montant	En %	
I. STAR	358 733 077	15,93	374 867 469	15,53	4,50	361 394 103	14,05	-3,59
2. COMAR	208 052 000	9,24	212 157 036	8,79	1,97	222 970 298	8,67	5,10
3. GAT	174 569 598	7,75	170 999 149	7,08	-2,05	188 602 922	7,33	10,29
4. MAGHREBIA	159 486 365	7,08	169 757 640	7,03	6,44	185 762 427	7,22	9,43
5. ASTREE	155 246 006	6,89	168 279 338	6,97	8,40	174 279 439	6,78	3,57
6. AMI	168 365 587	7,48	161 182 936	6,68	-4,27	144 105 659	5,60	-10,59
7. MAE	108 110 405	4,80	120 641 937	5,00	11,59	135 398 124	5,26	12,23
8. LLOYD	93 339 886	4,15	108 488 311	4,49	16,23	130 240 050	5,06	20,05
9. Assurances BIAT	125 529 691	5,58	121 799 095	5,04	-2,97	127 746 738	4,97	4,88
10. BH Assurances	102 086 685	4,53	116 707 458	4,83	14,32	127 589 461	4,96	9,32
11. CARTE	104 984 941	4,66	127 273 232	5,27	21,23	126 761 621	4,93	-0,40
12. G/CTAMA	89 300 486	3,97	103 845 737	4,30	16,29	122 844 056	4,78	18,29
13. ATTIJARI Assurances	86 455 145	3,84	87 005 567	3,60	0,64	101 028 184	3,93	16,12
14. MAGHREBIA VIE	58 489 464	2,60	66 144 458	2,74	13,09	77 268 613	3,00	16,82
15. CARTE VIE	53 159 300	2,36	58 599 978	2,43	10,23	75 798 104	2,95	29,35
16. ZITOUNA .TAKAFUL	52 480 911	2,33	60 562 678	2,51	15,40	67 567 865	2,63	11,57
15. GAT VIE	41 757 969	1,85	61 834 100	2,56	48,08	63 894 460	2,48	3,33
18. HAYETT	44 320 570	1,97	50 690 592	2,10	14,37	58 426 547	2,27	15,26
19. EL AMANA TAKAFUL	29 472 870	1,31	31 247 511	1,29	6,02	33 466 790	1,30	7,10
20. AT-TAKAFULIA	22 678 817	1,01	26 491 598	1,10	16,81	29 753 725	1,16	12,31
21. COTUNACE	15 128 877	0,67	15 782 293	0,65	4,32	12 165 255	0,47	-22,92
22. LLOYD VIE	-	-	-	-	-	5 018 795	0,20	-
TOTAL	2 251 748 650	100	2 414 358 113	100	7,22	2 572 083 235	100	6,53

La part des trois premières entreprises dans l'activité globale est passée de 32,92 % en 2018 et de 31,40 % en 2019 à 30,05 % en 2020.

13 entreprises ont un taux de croissance supérieur au taux moyen du marché 6,53%

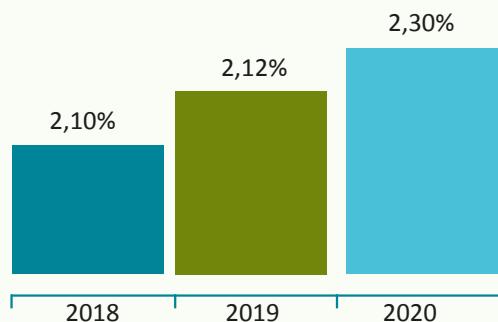
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2018		2019		2020	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR		STAR		STAR	
COMAR	32,92	COMAR	31,40	COMAR	30,05
GAT		GAT		GAT	

A.1. Taux de pénétration :

Le taux de pénétration de l'assurance tunisienne dans l'économie nationale (total des primes émises par rapport au produit intérieur brut) est passé de 2,10% en 2018 et 2,12 % en 2019 à 2,30 % en 2020

Taux de Pénétration en %



A.2. Primes par habitant :

La prime d'assurance moyenne par habitant est passée de 196 DT en 2018 (152 DT en assurance non vie et 44 DT en assurance vie), et de 206 DT en 2019 (158 DT en assurance non vie et 47 DT en assurance vie) à 218 DT en 2020 (165 DT en assurance non vie et 53 DT en assurance vie).

Cette prime moyenne par habitant n'a cessé de croître durant les trois dernières années. Elle comporte une part importante afférente à l'assurance automobile dont la prime moyenne par habitant est à 94 dinars en 2020 contre 91 dinars en 2019 et 85 dinars en 2018.

Prime par habitant



A.3. Primes émises par branche

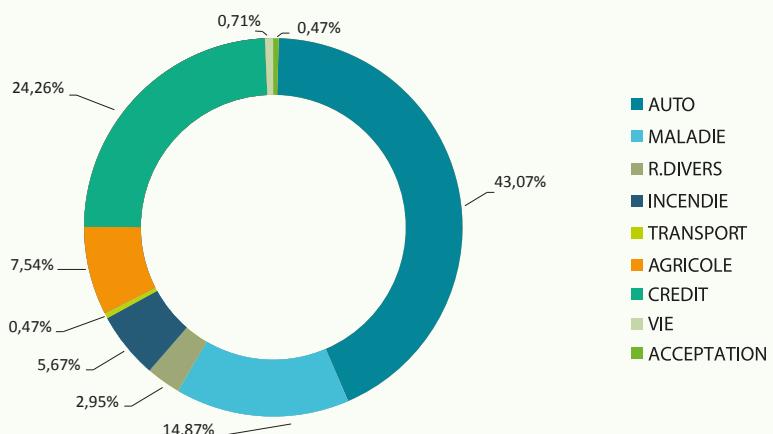
La structure du marché reste inchangée, l'assurance automobile occupe toujours la première place des émissions totales avec 43,07 % en 2020 contre 44,20 % en 2019 et 43,45 % en 2018. Elle est suivie par la branche assurance vie qui représente 24,26 % en 2020 contre 23,17 % en 2019 et 22,54 % en 2018.

L'évolution des primes émises par branche

En DT

Branche	2018			2019			2020		
	Primes émises	STRU EN %	Primes émises	STRU EN %	EVOL. EN %	Primes émises	STRU EN %	EVOL. EN %	
Automobile	978 282 777	43,45	1 067 214 011	44,20	9,09	1 107 797 616	43,07	3,80	
Accident de travail	-475	-	30	-	-	-	-	-	
Groupe Maladie	321 875 121	14,29	342 443 822	14,18	6,39	382 440 666	14,87	11,68	
Transport	76 164 323	3,38	84 657 724	3,51	11,15	75 752 196	2,95	-10,52	
Incendie	137 083 131	6,09	135 403 918	5,61	-1,22	145 823 775	5,67	7,69	
Risques Agricoles	5 358 894	0,24	10 925 969	0,45	103,88	11 983 630	0,47	9,68	
Risques divers	179 812 418	7,99	176 938 177	7,33	-1,60	192 979 935	7,54	9,63	
Vie	507 468 189	22,54	559 338 655	23,17	10,22	623 977 132	24,26	11,56	
Crédit	19 662 127	0,87	21 404 263	0,89	8,86	18 181 577	0,71	-15,06	
TOTAL A.D.	2 225 706 505	98,84	2 398 326 569	99,34	7,76	2 559 935 528	99,53	6,74	
Acceptations	26 042 145	1,16	16 031 544	0,66	-38,44	12 147 707	0,47	-24,23	
TOT° primes émises	2 251 748 650	100	2 414 358 113	100	7,22	2 572 083 235	100	6,53	

Primes émises par branche en 2020



B. Les Sinistres et les Provisions Techniques :

B.1. Les Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 1 353,170 MD en 2020 contre 1 424,035 MD en 2019 et 1 276,508 MD en 2018 enregistrant ainsi une baisse de 4,98 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des branches automobile et assurance groupe maladie représente 69,42% en 2020 du total des règlements contre 72,71 % en 2019 et 74,31 % en 2018, alors que les primes encaissées au titre de ces deux branches représentent 57,94 % en 2020 contre 58,38 % en 2019 et 57,74 % en 2018.

Les sinistres réglés au titre de la branche accident du travail s'élèvent à 2,488 MD en 2020 contre 2,731 MD en 2019 et 2,704 MD en 2018 bien que la gestion de ce risque soit transférée à la CNSS depuis le 1er janvier 1995.

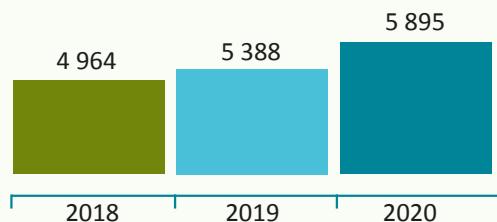
L'évolution des sinistres par branche

En DT

Branche	2018		2019		2020		EVOL. En %	
	Sinistres Réglés	En %	Sinistres Réglés	En %	Sinistres Réglés	En %		
Automobile	664 391 203	52,05	737 151 825	51,76	10,95	634 498 617	46,89	-13,93
Groupe Maladie	284 138 384	22,26	298 384 916	20,95	5,01	304 820 512	22,53	2,16
Accident de travail	2 703 897	0,21	2 730 527	0,19	0,98	2 487 513	0,18	-8,90
Transport	21 950 671	1,72	26 717 825	1,88	21,72	13 797 617	1,02	-48,36
Incendie	58 640 071	4,59	90 252 747	6,34	53,91	107 160 027	7,92	18,73
Risques Agricoles	2 969 224	0,23	5 388 695	0,38	81,48	9 168 928	0,68	70,15
Risques divers	43 697 417	3,42	58 717 678	4,12	34,37	54 029 503	3,99	-7,98
Vie	177 173 345	13,88	185 173 210	13,00	4,52	210 693 102	15,57	13,78
Crédit	11 273 470	0,88	5 562 454	0,39	-50,66	7 726 035	0,57	38,90
TOTAL A.D.	1 266 937 581	99,25	1 410 079 877	99,02	11,30	1 344 381 855	99,35	-4,66
Acceptations	9 570 799	0,75	13 955 340	0,98	45,81	8 788 286	0,65	-37,03
TOTAL	1 276 508 380	100	1 424 035 217	100	11,56	1 353 170 140	100	-4,98

B.2. Les Provisions Techniques

Les provisions techniques totalisent en 2020 un montant de 5 894,904 MD contre 5 388,391 MD en 2019 et 4 964,209 MD en 2018 soit une augmentation de 9,40 % par rapport à 2019.



Evolution des provisions techniques

En DT

PROVISIONS TECHNIQUES	2018	2019	2020
Provision pour primes non acquises	547 552 946	588 453 300	621 702 407
Provision Mathématique vie	1 621 086 189	1 903 792 483	2 246 837 540
Provision pour sinistre à payer vie	115 304 586	130 673 344	149 734 424
Provision pour sinistre à payer non vie	2 516 751 823	2 563 637 820	2 673 543 274
Provision pour PB vie	20 726 838	30 055 162	34 353 349
Provision pour PB non vie	31 669 693	31 710 649	42 124 597
Provision pour Egalisation/Equilibrage	29 280 863	52 169 203	51 147 947
Autres Provisions Techniques vie	15 428 147	5 742 782	6 402 949
Autres Provisions Techniques non vie	66 408 153	82 156 710	69 057 224
TOTAL	4 964 209 238	5 388 391 453	5 894 903 711

B.3. Le Rapport sinistres aux primes

La dotation à la provision pour sinistres à payer au 31 décembre 2020 a enregistré une augmentation de 29,53 % passant de 505,435 MD en 2018 et 339,512 MD en 2019 à 439,512 MD en 2020.

Pour l'activité globale le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 3,78 en 2020 en passant de 74,30 % en 2019 à 70,52 % en 2020.

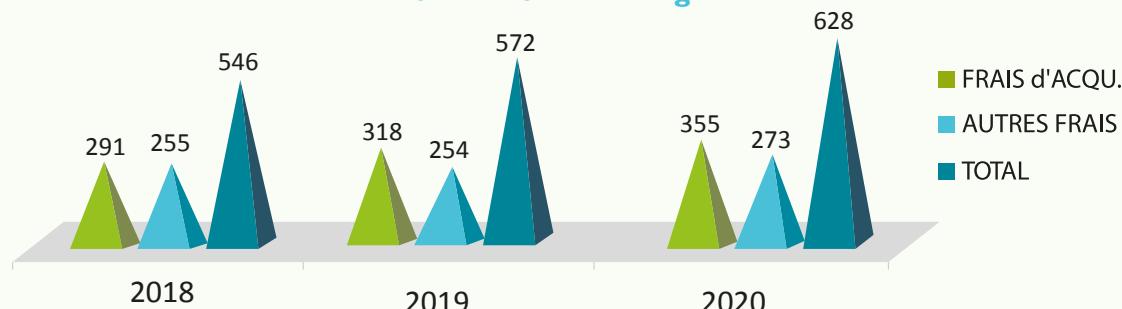
En MD

	2018	2019	Variation en %	2020	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	1 276,508	1 424,035	11,56	1 353,170	-4,98
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	505,435	339,512	-32,83	439,784	29,53
• Charges sinistres	1 781,944	1 763,547	-1,03	1 792,955	1,67
• Primes acquises	2 220,855	2 373,458	6,87	2 542,428	7,12
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	80,24	74,30	-5,93	70,52	-3,78

C. Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 627,968 MD en 2020 contre 571,633 MD en 2019 et 545,883 MD en 2018 soit une augmentation de 9,86 % en 2020.

Evolution du Frais de gestion



Rapportés aux primes émises les frais de gestion représentent 24,41 % en 2020 contre 23,68 % en 2019 et 24,24 % en 2018.

Evolution du Frais de gestion

EN DT

Libellé	2018			2019			2020		
	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %
Frais d'acquisition	290 836 211	12,92	10,55	317 809 659	13,16	9,26	354 837 497	13,80	11,65
Autres charges de gestion nettes	255 047 226	11,32	0,63	253 823 691	10,51	-0,48	273 130 850	10,62	7,61
Frais de gestion	545 883 437	24,24	5,68	571 633 350	23,68	4,72	627 968 347	24,41	9,86

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 95,22 % en 2020 contre 98,39 % en 2019 et 104,82 % en 2018. Ainsi, le rapport sinistre aux primes acquises (frais de gestion compris) s'est amélioré de 3,17 en 2020.

D. Les Résultats Techniques:

D.1. Solde de souscription

Le solde de souscription dégage un excédent de 739,822 MD en 2020 contre 577,861 MD en 2019 et 443,194 MD en 2018.

D.2. Frais de gestion

Les frais de gestion sont passés de 545,883 MD en 2018 et de 571,633 MD en 2019 à 627,968 MD en 2020.

D.3. Solde financier

Les affaires totales (affaires directes et acceptations) dégagent en 2020 un solde financier de 297,943 MD contre 298,653 MD en 2019 et 240,455 MD en 2018.

D.4. Solde de réassurance (résultat des cessions)

Le solde de réassurance (résultat des cessions) dégage un déficit de 125,779 MD en 2020 contre un déficit de 123,759 MD en 2019 et un déficit de 62,847 MD en 2018.

D.5. Résultat Technique

Le résultat technique atteint un excédent de 284,018 MD en 2020 contre un excédent de 181,122 MD en 2019 et un excédent de 74,191 MD en 2018.

E. Fonds propres, Placements & Revenus financiers

**Compte d'exploitation en 2020
«Affaires directes + acceptations»**

	En DT
- Primes acquises	430 428 542 2
- Primes émises	2 572 083 235
- Variation des provisions pour primes non acquises	-29 654 805
- Charge de prestation	- I 802 606 794
- Prestation et frais payés	-I 353 170 140
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-439 784 493
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-121 672
- Autres charges techniques	-9 530 487
SOLDE DE SOUSCRIPTION	739 821 636
SOLDE DE GESTION	- 627 968 347
SOLDE FINANCIER	297 943 277
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	- 125 778 769
RÉSULTAT TECHNIQUE	284 017 797

E.1. Les Fonds propres :

Constitués par le capital social ou fonds commun pour les sociétés d'assurances à forme mutuelles, les réserves et les primes liées au capital, les fonds propres des entreprises d'assurances ont atteint 1 517,423 MD en 2020 contre 1 333,925 MD en 2019 et 1 365,541 MD en 2018.

Fonds propres

	2018	2019	2020	En MD
Capital social et Fonds commun	486,291	501,556	527,820	
Les réserves et les primes liées au capital	879,250	832,370	989,603	
Fonds propres	I 365,541	I 333,926	I 517,423	

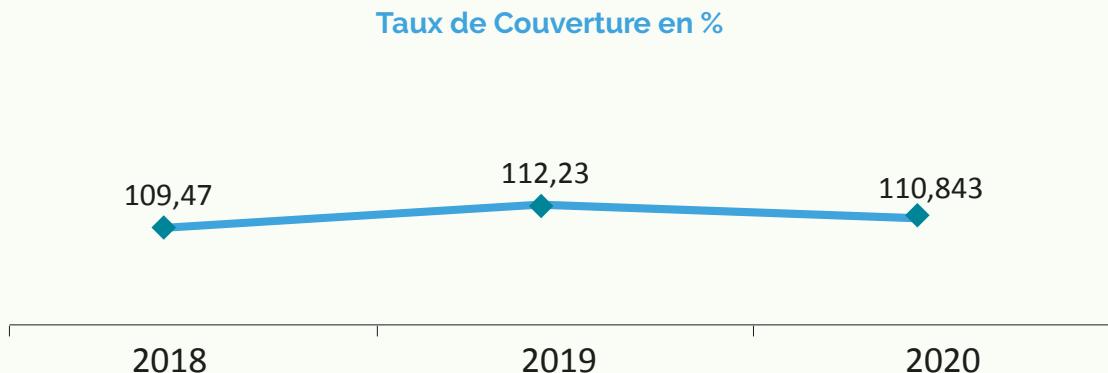
Les placements des entreprises d'assurances figurant à l'actif du bilan s'élèvent à 6 534,100 MD en 2020 contre 6 045,010 MD en 2019 et 5 434,567 MD en 2018 soit une augmentation de 8,09 % par rapport à 2019.

Placements

	2018	2019	Taux de Croissance %	2020	Taux de Croissance %	En MD
Placements	5 434,567	6 045,010	11,23	6 534,100	8,09	

Le taux de couverture (c'est le ratio des placements sur les provisions techniques) s'élève à 110,843 % en 2020 contre 112,23 % en 2019 et 109,47 % en 2018.

Les taux de couverture réalisés durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau ci-après :



E.3. Les Revenus financiers

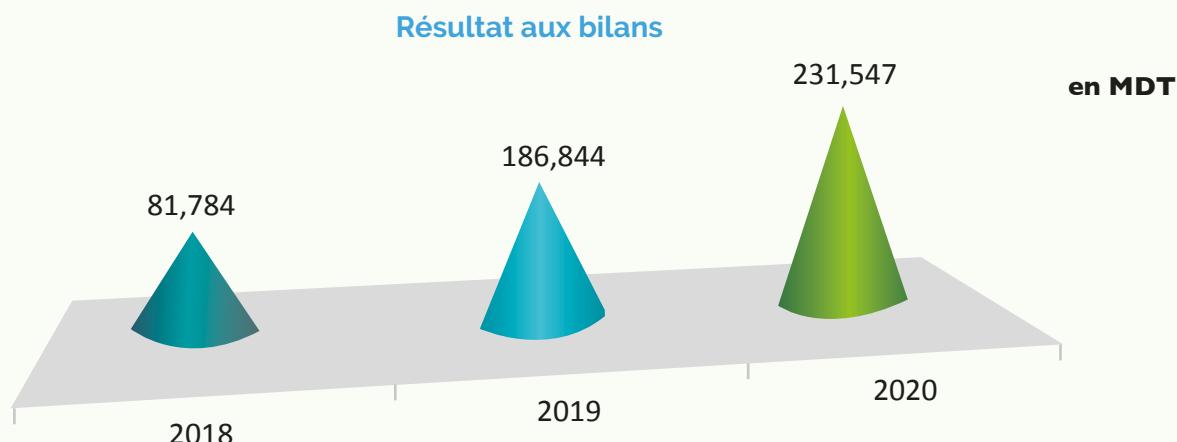
Les revenus des placements (valeurs mobilières et immeubles) totalisent 323,065 MD en 2020 contre 326,514MD en 2019 et 258,407 MD en 2018 soit une baisse de 1,06% par rapport à 2019.

Le taux de rendement moyen de ces titres représente 4,94 % en 2020 contre 5,40 % en 2019 et 4,75 % en 2018.

	Taux de Rendement en %				
	En MD		Taux de Croissance %	Taux de Croissance %	
	2018	2019		2020	
Revenus financiers	258,407	326,514	26,36	323,065	-1,06
Placements admis	5 434,567	6 045,010	11,23	6 534,100	8,09
Taux de rendement en %	4,75	5,40	0,65	4,94	-0,46

E.4. Les Résultat aux bilans :

Les bilans consolidés des entreprises d'assurances dégagent un résultat bénéficiaire de 231,547 MD en 2020 (9% des primes émises) contre 186,844 MD en 2019 (7,74 % des primes émises) et un bénéfice de 81,784 MD en 2018 (3,63 % des primes émises).



DEUXIEME PARTIE

A. ANALYSE VIE & NON VIE

B. ETUDE PAR BRANCHE

I. AUTOMOBILE

II. GROUPE MALADIE

III. TRANSPORT

IV. INCENDIE

V. RISQUES DIVERS

VI. CRÉDIT

VII. RISQUES AGRICOLES

VIII. VIE

DEUXIÈME PARTIE

A. ANALYSE NON VIE & VIE

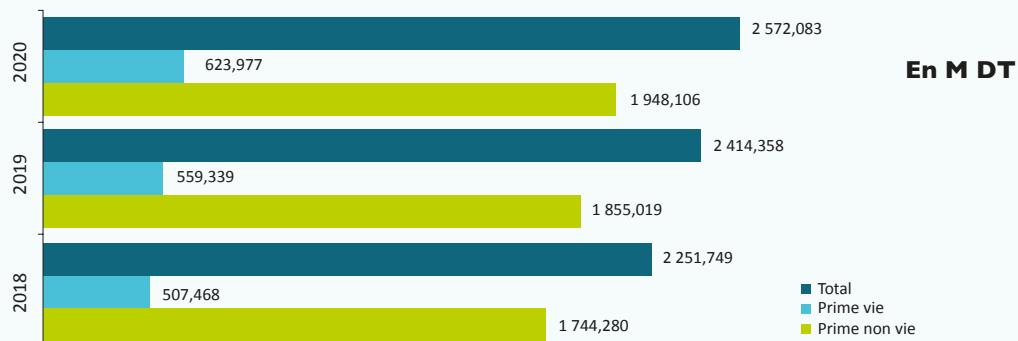
A. Les primes

En 2020 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances s'élève à 2 572,083 MD contre 2 214,358 MD en 2019 et 2 251,749 MD en 2018 soit un taux de croissance de 6,53 % en 2020 contre 7,22 % en 2019 et 7,85 % en 2018.

Les primes émises en assurance non vie s'élèvent à 1 948,106 MD en 2020 contre 1 855,019 MD en 2019 et 1 744,280 MD en 2018 enregistrant une augmentation de 5,02 % par rapport à 2019, elles représentent 75,74 % du total des émissions contre 76,83 % en 2019 et 77,46 % en 2018.

Les primes émises en assurance vie s'élèvent à 623,977 MD en 2020 contre 559,339 MD en 2019 et 507,468MD en 2018. Enregistrant une augmentation de 11,56 % contre une augmentation de 10,22 % en 2019 elles représentent 24,26 % du total des émissions contre 23,17 % en 2019 et 22,54 % en 2018.

Evolution des primes émises Non Vie & Vie 2018-2020



B. Sinistres :

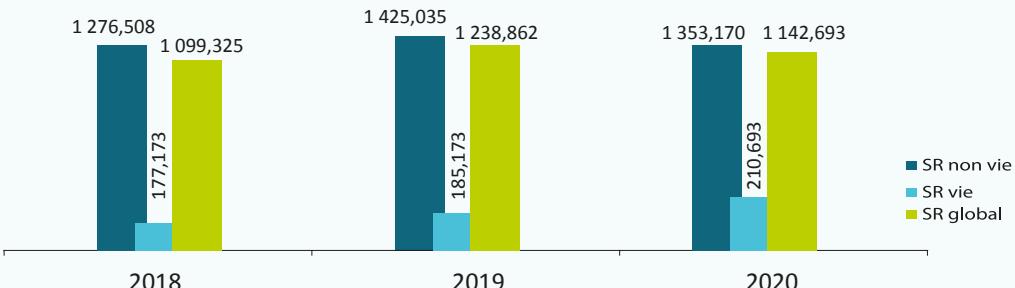
Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 1 353,170 MD en 2020 contre 1 424,035 MD en 2019 et 1 276,508 MD en 2018 enregistrant ainsi une baisse de 4,98 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des assurances non vie s'élève à 1 142,477 MD en 2020 contre 1 238,862 MD en 2019 et 1 099,335 MD en 2018, soit une baisse de 7,78 % par rapport à 2019. Il représente 84,43 % des totales des indemnités payées en 2020 contre 87,00 % en 2019 et 86,12 % en 2018.

Pour l'assurance vie, les sinistres réglés représentent 15,57 % du montant global des indemnitations payées en 2020 contre 13,00 % en 2019 et 13,88 % en 2018. Le montant de ces indemnités est de 210,693 MD en 2020 contre 185,173 MD en 2019 et 177,173 MD en 2018.

Evolution des sinistres réglés Non Vie & Vie 2018-2020

En M DT



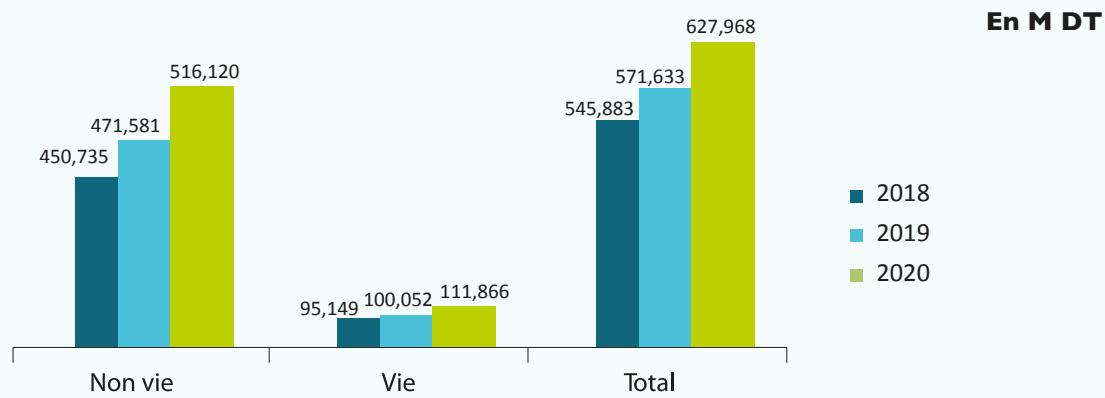
C. Frais de Gestion

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) totalisent 627,968 MD en 2020 contre 571,633 MD en 2019 et 545,883 MD en 2018, soit une augmentation de 9,86 % par rapport à 2019.

Pour les assurances non vie les frais de gestion s'élèvent à 516,120 MD en 2020 contre 471,581 MD en 2019 et 450,735 MD en 2018, soit une évolution de 9,44 % par rapport à 2019.

Les frais de gestion de la branche vie ont augmenté de 11,81 % passant de 95,149 MD en 2018 et 100,052 MD en 2019 à 111,866 MD en 2020.

Evolution des frais de gestion Non Vie & Vie 2018-2020



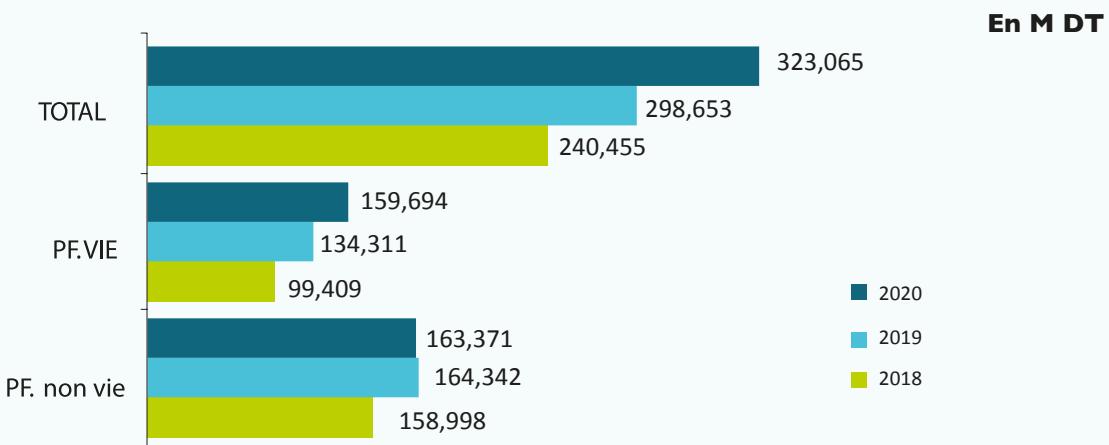
D. Produits financiers

Les produits financiers du secteur des assurances totalisent 323,065 MD en 2020 contre 362,514 MD en 2019 et 258,407 MD en 2018 soit une baisse de 1,04 % par rapport à 2019.

En effet, pour les assurances non vie les produits financiers enregistrent une baisse de 0,59 % passant de 158,998 MD en 2018 et de 164,342 MD en 2019 à 163,371 MD en 2020.

En outre les produits financiers de l'assurance vie ont enregistré une augmentation de 18,90 % passant de 99,409 MD en 2018 et de 134,311 MD en 2019 à 159,694 MD en 2020.

Evolution des Produits financiers Non Vie & Vie 2018 - 2020



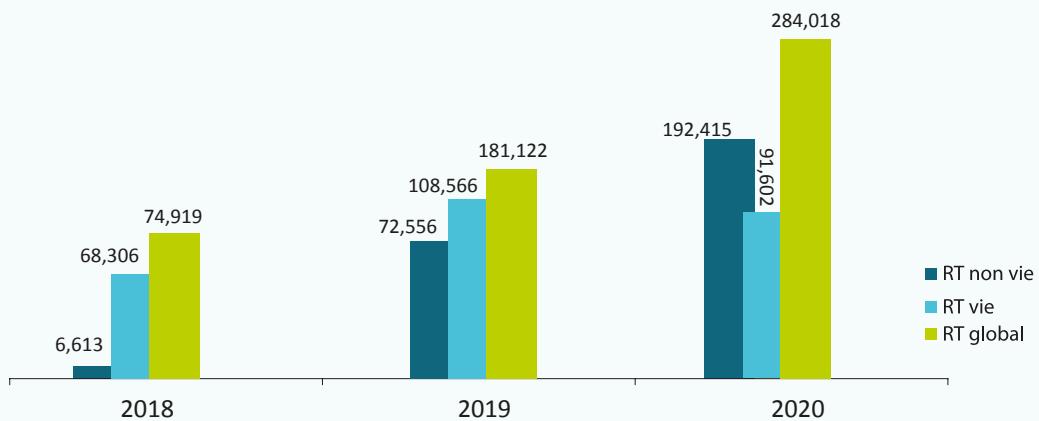
E. Résultats Techniques

Le résultat technique a connu en 2020 une augmentation passant de 74,919 MD en 2018 et 181,122 MD en 2019 à 284,018 MD en 2020.

Pour les assurances non vie le résultat technique passe d'un excès de 6,613 MD en 2018 et un excès de 72,556 MD en 2019 à un excès de 192,415 MD en 2020.

Pour l'assurance vie le résultat technique atteint 91,602 MD en 2020 contre 108,566 MD en 2019 et 68,306 MD en 2018.

En M DT
Evolution des résultats Techniques Non Vie & Vie 2018-2020



B. ANALYSE PAR BRANCHE

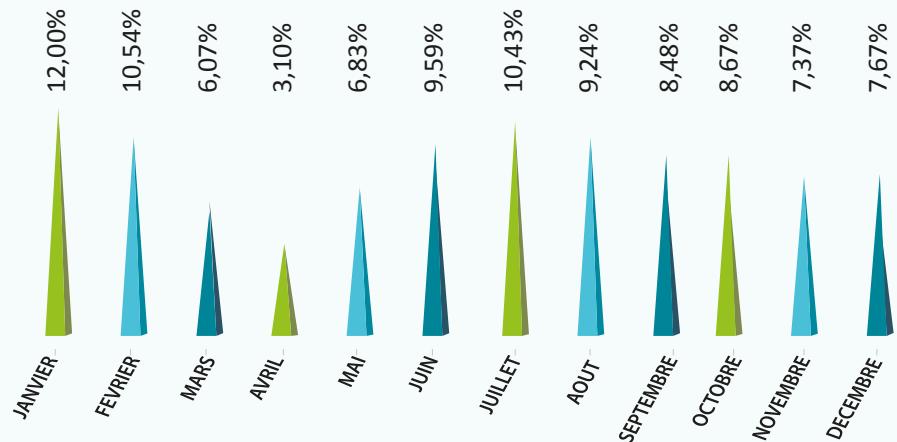
I. L'ASSURANCE AUTOMOBILE

1- Nombre des accidents :

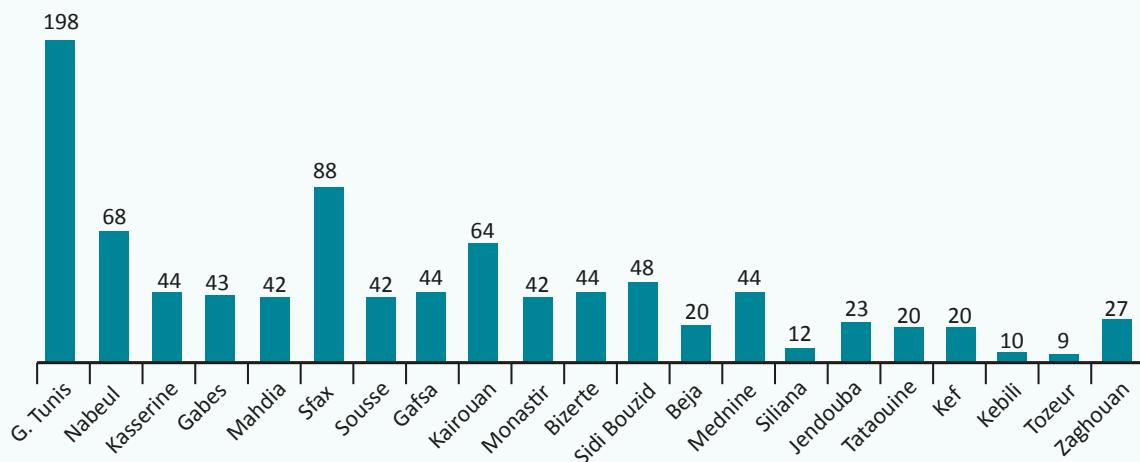
L'évolution du nombre des accidents de la circulation routière et des victimes de ces accidents (tués et blessés) est retracée dans le tableau suivant :

	2018	Ev. En % 18/17	2019	Ev. En % 19/18	2020	Ev. En % 20/19
N. d'Accidents	5 884	-15,61	5 972	1,50	4 774	-20,06
N. de Tués	1 205	-11,97	1 150	-4,56	931	-19,04
N. de Blessés	8 876	-14,78	8 574	-3,40	6762	-21,13

Répartition des accidents de la route par mois en 2020



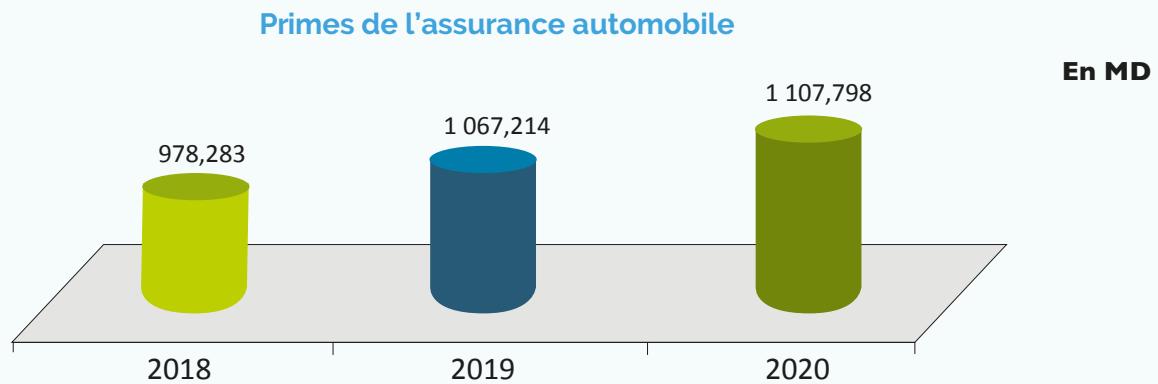
Répartition des Tués des accidents de la route par gouvernorat en 2020



2- Les Primes :

En 2020 le montant des primes émises en assurance automobile s'élève à 1 107,798 MD contre 1 067,214 MD en 2019 et 978,283 MD en 2018, soit un taux de croissance de 3,80% en 2020 contre 9,09 % en 2019 et 3,95% en 2018.

La part des primes de l'assurance automobile dans les émissions totales en 2020 représente 43,07 % contre 44,20 % en 2019 et 43,45 % en 2018.



Les primes émises par entreprise en assurance automobile sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2018	En %	2019	En %	2020	En %
1. STAR	205 973 589	23,82	216 519 533	20,29	198 363 820	17,91
2. AMI	146 727 479	15,19	147 432 233	13,81	130 553 938	11,78
3. COMAR	113 058 389	11,38	118 804 048	11,13	125 072 152	11,29
4. MAE	91 708 184	9,29	102 701 485	9,62	116 557 354	10,52
5. GAT	78 128 739	7,54	82 858 752	7,76	104 994 522	9,48
6. G. CTAMA	48 215 447	4,24	69 887 431	6,55	72 067 692	6,51
7. LLOYD	49 984 321	4,82	58 734 521	5,50	66 352 313	5,99
8. ASTREE	55 529 529	5,49	60 339 750	5,65	64 355 247	5,81
9. MAGHREBIA	57 077 317	5,90	59 091 623	5,54	64 281 818	5,80
10. ZITOUNA TAKAFUL	22 873 177	2,39	32 239 179	3,02	38 391 178	3,47
11. CARTE	30 437 489	3,02	33 325 169	3,12	35 836 341	3,23
12. BH ASSURANCES	21 530 068	2,28	24 279 078	2,27	26 621 541	2,40
13. ASSURANCES. BIAT	26 412 604	2,25	23 905 970	2,24	25 830 992	2,33
14. AT.TAKAFULIA	15 075 671	1,06	18 090 017	1,70	20 040 109	1,81
15. EI AMANA.TAKAFUL	15 550 774	1,31	19 005 222	1,78	18 478 599	1,67
TOTAL	987 282 777	100	1 067 214 011	100	1 107 797 616	100
TAUX DE CROISSANCE En%	3,95		9,09		3,80	
EN % Du CA Totales	43,45		44,20		43,07	

La part des trois premières entreprises dans les émissions de la branche assurance automobile est passée de 47,61 % en 2018 et de 45,23 % en 2019 à 40,98 % en 2020.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2018		2019		2020	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
AMI	47,61	AMI	45,23	AMI	40,98
COMAR		COMAR		COMAR	

La prime moyenne a augmenté de 0,75 % en 2020 passant de 446,048 dinars en 2018 et de 470,800 dinars en 2019 à 474,331 dinars en 2020.

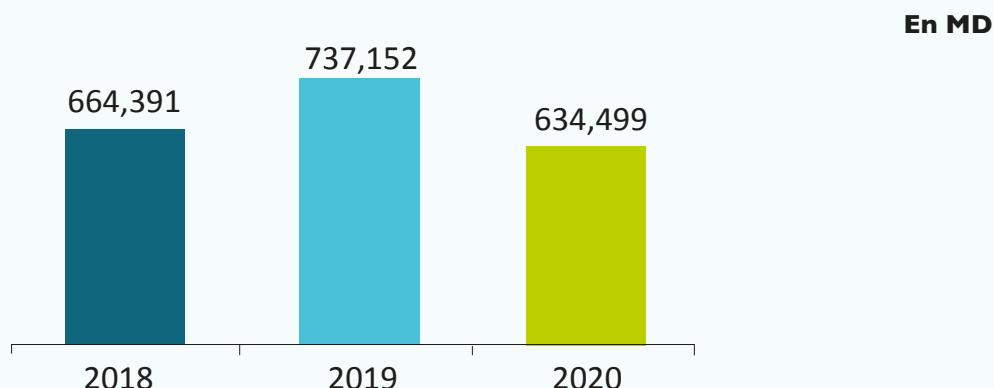
Prime moyenne

	2018	2019	2020	Ev. 20/19	En MD
Parc des véhicules	2 193 223	2 266 808	2 335 497	3,36	
Primes émises (en dinars)	978 282 777	1 067 214 011	1 107 797 616	9,09	
Prime moyenne (en dinars)	446,048	470,800	474,331	5,55	

3-Les sinistres :

Les sinistres payés en 2020 ont atteint le montant de 634,499 MD contre 737,152 MD en 2019 et 664,391 MD en 2018, enregistrant ainsi une baisse de 13,93 % en 2020.

Sinistres réglés de l'assurance automobile



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2018	2019	En %	2020	En %	Evolution
						20/19
						En %
I- STAR	161 047 477	189 219 638	25,67	143 003 846	22,54	-24,42
2- AMI	108 617 322	122 791 285	16,66	99 028 021	15,61	-19,35
3- COMAR	66 266 276	70 089 605	9,51	63 695 679	10,04	-9,12
4- MAE	67 696 794	71 417 725	9,69	62 460 046	9,84	-12,54
5- GAT	46 281 987	53 166 112	7,21	48 582 692	7,66	-8,62
6- G. CTAMA	37 873 792	38 542 903	5,23	37 704 220	5,94	-2,18
7- ASTREE	29 819 140	40 367 130	5,48	34 504 700	5,44	-14,52
8- MAGHREBIA	42 332 414	36 810 531	4,99	33 910 096	5,34	-7,88
9- LLOYD	33 832 773	34 500 207	4,68	33 128 005	5,22	-3,98
10- CARTE	17 682 861	19 231 698	2,61	16 777 512	2,64	-12,76
11- ASSURANCES BIAT	16 216 745	16 443 985	2,23	15 319 649	2,41	-6,84
12- ZITOUNA TAKAFUL	10 957 022	14 612 275	1,98	14 602 806	2,30	-0,06
13- BH. ASSURANCES	13 953 209	14 550 138	1,97	14 040 639	2,21	-3,50
14- AT TAKAFULIA	4 579 508	6 155 331	0,84	9 284 419	1,46	50,84
15- EL AMANA TAKAFUL	7 233 882	9 253 262	1,26	8 456 287	1,33	-8,61
TOTAL	664 391 202	737 151 825	100	634 498 617	100	-13,93

La dotation à la provision pour sinistres à payer a enregistré une augmentation de 90,94 % passant de 143,711 MD en 2018 et 26,993 MD en 2019 à 51,541 MD en 2020.

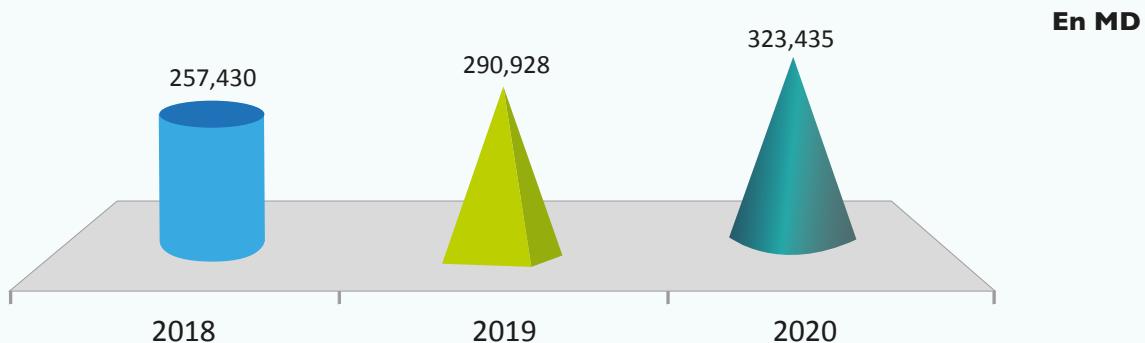
Pour la branche automobile, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est amélioré de 10,22 % en passant de 83,94 % en 2018 et 74,11 % en 2019 à 63,89 % en 2020.

	2018	Variat°. %	2019	Variat°. %	2020	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	664,391	15,40	737,152	10,95	634,499	-13,93
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	143,711	20,35	26,993	-81,22	51,541	90,94
• Charges sinistres	808,102	16,25	764,145	-5,44	686,040	-10,22
• Primes acquises	962,744	9,48	1 031,114	7,10	1 073,777	4,14
• Rapport sinistres aux primes Acquises en %	83,94	4,89	74,11	-9,83	63,89	-10,22

4- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche automobile s'élèvent à 323,435 MD en 2020 contre 290,928 MD en 2019 et 275,430 MD en 2018 soit une hausse de 11,17% par rapport à 2019.

Frais de gestion de l'assurance automobile



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche automobile s'élève à 30,12 % en 2020 contre 28,21 % en 2019 et 28,61 % en 2018.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche automobile s'établit à 29,20 % en 2020 (15,97% pour les frais d'acquisitions et 13,23 % pour les charges de gestion) contre 27,26 % en 2019 (14,76 % pour les frais d'acquisitions et 12,50% pour les charges de gestion) et 28,15 % en 2018 (14,05 % pour les frais d'acquisitions et 14.10% pour les charges de gestion).

Frais de gestion de l'assurance automobile

En MD

	2018			2019			2020		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	137,458	14,05	10,35	157,515	14,76	14,59	176,897	15,97	12,30
Autres charges de gessions nettes	137,972	14,10	-4,23	133,414	12,50	-3,30	146,538	13,23	9,84
TOTAL	275,430	28,15	2,53	290,928	27,26	5,63	323,435	29,20	11,17

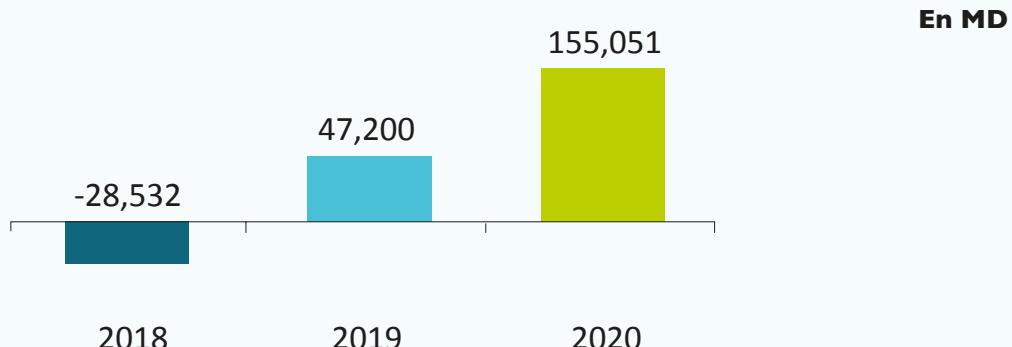
Le solde de souscription est excédentaire de 400,691 MD en 2020 contre un excédent de 254,001 MD en 2019 et un excédent de 161,803 MD en 2018.

Les frais de gestion s'élèvent à 323,435 MD en 2020 contre 290,928 MD en 2019 et 275,431 MD en 2018.

Le solde financier est passé de 106,923 MD en 2018 et 117,497 MD en 2019 à 110,954 MD en 2020, soit une baisse de 5,57 %.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 33,159 MD en 2020 contre un déficit de 33,369 MD en 2019 et un déficit de 21,826 MD en 2018.

Ainsi, le résultat technique dégage un excès de 155,051 MD en 2020 contre un excès de 47,200 MD en 2019 et un déficit de 28,532 MD en 2018.

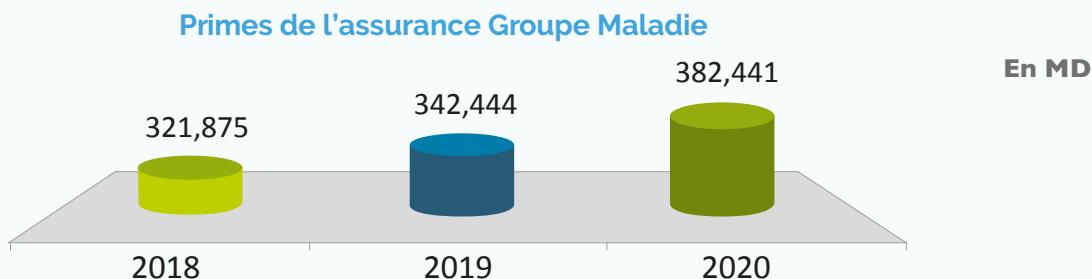
Résultat Technique de l'assurance automobile**Compte d'exploitation de la branche automobile****En DT**

- Primes acquises	I 073 776 643
- Primes émises	I 107 797 616
- Variation des provisions pour primes non acquises	-34 020 974
- Charge de prestation	-673 085 752
- Prestation et frais payés	-634 498 617
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-51 541 478
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	I 2 954 343
SOLDE DE SOUSCRIPTION	400 690 890
SOLDE DE GESTION	-323 435 059
SOLDE FINANCIER	110 953 951
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-33 158 817
RÉSULTAT TECHNIQUE	I 155 050 966

II. L'ASSURANCE GROUPE MALADIE

1- Les Primes :

En 2020 le montant des primes émises en assurance groupe maladie s'élève à 382,441 MD contre 342,444 MD en 2019 et 321,875 MD en 2018, soit un taux de croissance de 11,68 % en 2020.



Les primes émises par entreprise en assurance groupe maladie sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2018	En%	2019	En %	2020	En %
I. STAR	93 365 834	29,01	82 253 059	24,02	85 300 229	22,30
2. MAGHREBIA	50 242 486	15,61	60 087 382	17,55	67 999 362	17,78
3. GAT	41 663 615	12,94	47 543 430	13,88	42 715 855	11,17
4. BH ASSURANCES	22 795 309	7,08	32 510 654	9,49	38 898 716	10,17
5. COMAR	21 671 186	6,73	28 214 764	8,24	33 160 892	8,67
6. CARTE	16 461 137	5,11	18 785 314	5,49	28 472 691	7,44
7. ASTREE	22 920 083	7,12	25 426 063	7,42	26 747 430	6,99
8. ASSURANCES BIAT	12 669 050	3,94	13 963 757	4,08	15 531 234	4,06
9. LLOYD	8 726 029	2,71	11 348 328	3,31	13 834 736	3,62
10. G. CTAMA	10 584 016	3,29	7 321 026	2,14	12 403 826	3,24
11. AMI	10 090 767	3,13	5 007 444	1,46	4 963 392	1,30
12. ZITOUNA TAKAFUL	2 972 840	0,92	3 405 092	0,99	3 909 697	1,02
13. EL AMANATAKAFUL	3 998 477	1,24	2 640 131	0,77	3 794 737	0,99
14. MAE	2 201 991	0,68	2 347 989	0,69	2 971 845	0,78
15. AT-TAKAFULIA	1 512 301	0,47	1 589 389	0,46	1 735 024	0,45
TOTAL	321 875 121	100	342 443 822	100	382 440 666	100
TAUX DE CROISSANCE En %	10,54		6,39		11,68	
EN % Du CA Totales	14,29		14,18		14,87	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche assurance groupe maladie durant les trois dernières années est passée de 57,56 % en 2018 et 55,45 % en 2019 à 51,25 % en 2020.

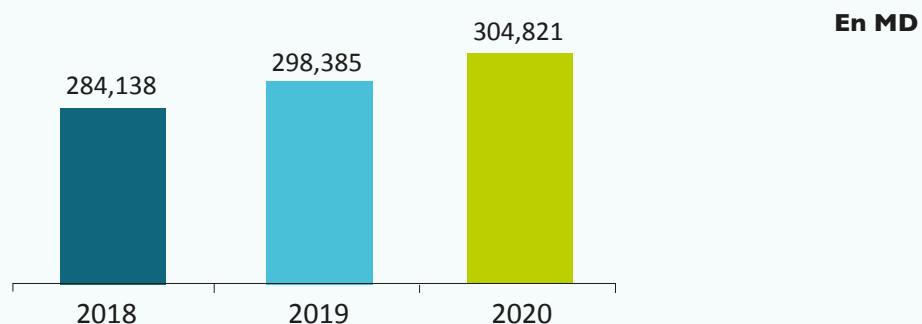
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2018		2019		2020	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
MAGHREBIA	57,56	MAGHREBIA	55,45	MAGHREBIA	51,25
GAT		GAT		GAT	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2020 ont atteint le montant de 304,821 MD contre 298,385 MD en 2019 et 284,138 MD en 2018 enregistrant ainsi une augmentation de 2,16 % en 2020.

Sinistres de l'assurance Groupe Maladie



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2018	2019	En %	2020	En %	Evolution 20/19%
I- STAR	85 096 993	77 781 221	26,07	73 519 306	24,112	-5,48
2- MAGHREBIA	38 223 146	48 054 498	16,10	50 028 671	16,41	4,11
3- GAT	37 988 073	42 843 525	14,36	36 126 198	11,85	-15,68
4- BH ASSURANCES	17 293 879	23 522 915	7,88	29 158 896	9,57	23,96
5- ASTREE	21 554 066	22 315 947	7,48	23 988 882	7,87	7,50
6- COMAR	17 648 217	20 091 625	6,73	21 796 552	7,15	8,49
7- CARTE	14 710 792	16 060 765	5,38	21 189 031	6,95	31,93
8- ASSURANCES BIAT	10 745 557	11 086 769	3,72	13 859 261	4,55	25,01
9- G. CATAMA	11 581 969	9 401 915	3,15	10 855 280	3,56	15,46
10- LLOYD	8 903 076	11 181 833	3,75	10 694 449	3,51	-4,36
11- AMI	12 090 835	8 292 596	2,78	4 713 860	1,55	-43,16
12- ZITOUNA TAKAFUL	2 815 080	3 217 849	1,08	3 339 033	1,10	3,77
13- EL AMANA TAKAFUL	3 181 127	1 911 442	0,64	2 275 567	0,75	19,05
14- MAE	1 186 951	1 334 157	0,45	1 737 172	0,57	30,21
15-AT-TAKAFULIA	1 118 523	1 287 859	0,43	1 538 355	0,50	19,45
TOTAL	284 138 284	298 384 916		304 820 512	100	2,16

La dotation à la provision pour sinistres à payer a enregistré une augmentation en 2020 passant de 0,036 MD en 2018 à 4,369 MD en 2018 et 11,910 MD en 2020.

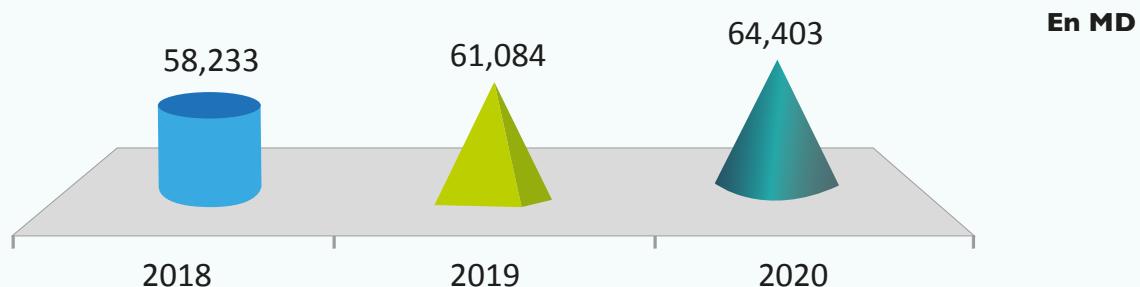
Pour l'assurance groupe maladie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 88,42 % en 2018 à 88,77 % en 2019 et à 83,15 % en 2020.

	En MD	2018	Variat°. %	2019	Variat°. %	2020	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	284,138	9,86	298,385	5,01	304,821	2,16	
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	0,036	-99,39	4,369	-	11,910	172,60	
• Charges sinistres	284,174	7,44	302,754	6,57	316,731	4,62	
• Primes acquises	321,407	10,67	341,042	6,11	380,924	11,69	
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	88,42	-2,66	88,77	0,38	83,15	-5,63	

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche groupe maladie s'élèvent à 64,403 MD en 2020 contre 61,084 MD en 2019 et 58,233 MD en 2018 enregistrant une augmentation de 5,43 % en 2020.

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 16,91 % en 2020 contre 17,91 % en 2019 et 18,12 % en 2018.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 16,84 % en 2020 (9,23 % pour les frais d'acquisition et 7,61 % pour les charges de gestion) contre 17,84 % en 2019 (8,47 % pour les frais d'acquisition et 9,37 % pour les charges de gestion) et 18,09 % en 2018 (7,89% pour les frais d'acquisition et 10,20% pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie

	2018		2019		2020		EN MD
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	
Frais d'acquisition	25,405	7,89	19,31	29,018	8,47	14,22	35,287
Autres charges de gestions nettes	32,828	10,20	6,01	32,066	9,37	-2,32	29,117
TOTAL	58,233	18,09	11,44	61,084	17,84	4,89	64,403
							16,84
							5,43

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 100,06 % en 2020 contre 106,68 % en 2019 et 106,53 % en 2018. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises, frais de gestion compris, s'est amélioré de 6,62.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 99,66 % en 2019 contre 106,25 % en 2019 et 106,38% en 2018.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 62,912 MD en 2020 contre 37,066 MD en 2019 et 37,044 MD en 2018.

Les frais de gestion s'élèvent à 64,403 MD en 2020 contre 61,084 MD en 2019 et 58,233 MD en 2018.

Le résultat financier de la branche Groupe Maladie dégage un solde déficitaire de 0,977 MD en 2020 contre 4,167 MD en 2019 et 4,935 MD en 2018.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 8,276 MD en 2020 contre un déficit de 5,840 MD en 2019 et un déficit de 2,949 MD en 2018.

Le résultat technique dégage un déficit de 10,744 MD en 2020 contre un déficit de 25,690 MD en 2019 et un déficit de 19,203 MD en 2018.

Résultat technique de l'assurance Groupe Maladie



Compte d'exploitation de l'assurance Groupe Maladie

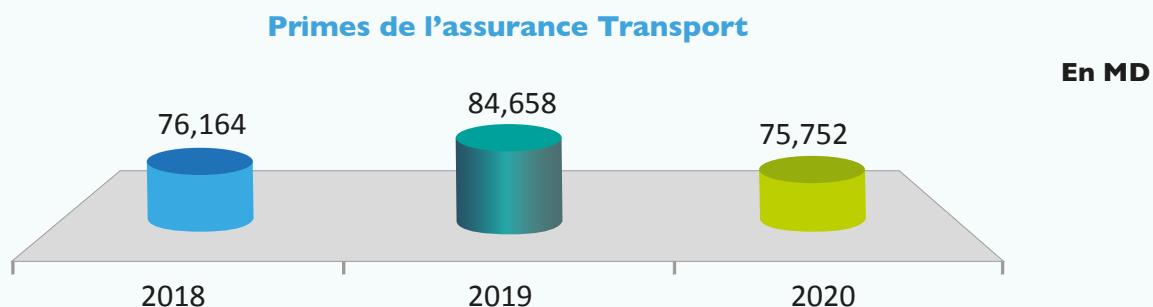
	En DT
- Primes acquises	380 923 740
- Primes émises	382 440 666
- Variation des provisions pour primes non acquises	-1 516 927
- Charge de prestation	-318 011 657
- Prestation et frais payés	-304 820 512
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-11 910 032
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-963 296
- Autres charges techniques	-317 816
SOLDE DE SOUSCRIPTION	62 912 083
SOLDE DE GESTION	-64 403 249
SOLDE FINANCIER	-976 809
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-8 276 011
RÉSULTAT TECHNIQUE	-10 743 987

III. L'ASSURANCE DE TRANSPORT

1- Les Primes :

En 2020 le montant des primes émises en assurance transport s'élève à 75,752 MD contre 84,658 MD en 2019 et 76,164 MD en 2018, soit une baisse de 10,52 % en 2020.

La part des primes de l'assurance transport dans les émissions totales représente 2,95 % en 2020 contre 3,51% en 2019 et 3,38 % en 2018.



Les primes émises par entreprises en assurance transport sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2018	En %	2019	En %	2020	En %
I. STAR	13 200 247	17,33	15 435 816	18,23	14 359 405	18,96
2. GAT	12 603 828	16,55	14 025 462	16,57	13 550 597	17,89
3. ASTREE	8 785 100	11,53	8 389 965	9,91	8 446 434	11,15
4. COMAR	10 737 321	14,10	11 569 535	13,67	8 429 682	11,13
5. CARTE	6 684 825	8,78	7 860 780	9,29	7 196 565	9,50
6. MAGHREBIA	4 501 971	5,91	5 616 723	6,63	4 603 752	6,08
7. LLOYD	3 096 947	4,07	5 172 303	6,11	4 390 648	5,80
8. BH ASSURANCES	3 028 664	3,98	3 352 784	3,96	3 514 101	4,64
9. MAE	1 792 709	2,35	2 213 758	2,61	2 349 504	3,10
10. ASSURANCES BIAT	3 792 608	4,98	2 613 424	3,09	2 281 061	3,01
11. ZITOUNA TAKAFUL	2 323 786	3,05	1 838 507	2,17	1 623 394	2,14
12. EI AMANATAKAFUL	1 110 361	1,46	1 400 280	1,65	1 345 849	1,78
13. AMI	2 004 836	2,63	1 815 347	2,14	1 330 116	1,76
14. AT-TAKAFULIA	1 091 708	1,43	1 212 718	1,44	1 266 531	1,67
15. G. CTAMA	1 409 412	1,85	2 140 322	2,53	1 064 558	1,41
TOTAL	76 164 323	100	84 657 724	100	75 752 196	100
TAUX DE CROISSANCE En %	10,11		11,15		-10,52	
EN % Du CA Totales	3,38		3,51		2,95	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche transport est passée durant les trois dernières années de 47,98 % en 2018 et 48,47 % en 2019 à 47,97 % en 2020.

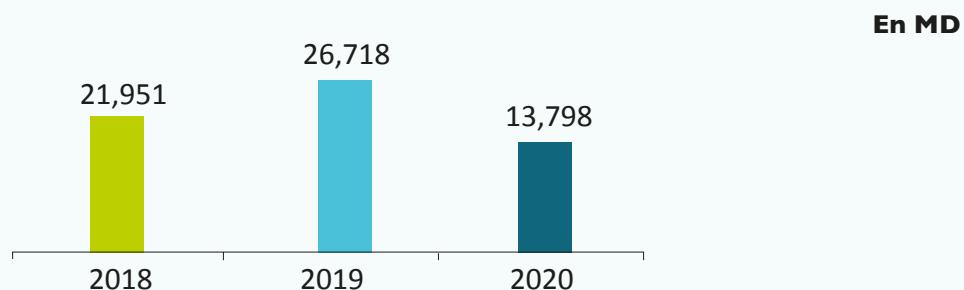
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2018		2019		2020	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
GAT		STAR		STAR	
STAR	47,98	GAT	48,47	GAT	47,97

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2020 ont atteint le montant de 13,798 MD contre 26,718 MD en 2019 et 21,951 MD en 2018 enregistrant une augmentation de 3,63 % en 2020.

Sinistres de l'assurance Transport



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2018	2019	En%	2020	En%	Evolution 20/19
1 - CARTE	632 730	3 342 052	12,51	4 905 775	35,56	46,79
2 - MAGHREBIA	2 093 218	866 368	3,24	2 334 712	16n,92	169,48
3 - GAT	5 872 106	3 066 199	11,48	2 238 072	16,22	-27,01
4 - COMAR	1 005 832	920 576	3,45	2 004 829	14,53	117,78
5 - G. CTAMA	265 088	2 553 603	9,56	1 020 267	7,39	-60,05
6 - LLOYD	962 007	1 026 490	3,84	799 894	5,80	-22,07
7 - ZITOUNA TAKAFUL	581 102	111 118	0,42	316 266	2,29	184,62
8 - BH ASSURANCES	354 930	574 953	2,15	289 565	2,10	-49,64
9 - AMI	38 716	941 582	3,52	272 122	1,97	-71,10
10 - ASTREE	3 401 001	11 012 406	41,22	229 268	1,66	-97,92
11 - AT- TAKAFULIA	115 761	19 648	0,07	165 462	1,20	742,13
12 - ASSURANCES BIAT	359 432	2 126 165	7,96	131 159	0,95	-93,83
13 - MAE	-	99 831	0,37	63 553	0,46	-36,40
14 - EL AMANA TAKAFUL	265 322	201 528	0,75	10 327	0,07	-94,88
15 - STAR*	6 003 426	-144 694	-0,54	-983 655	-7,13	579,82
	21 950 671	26 717 825	100	13 797 617	100	-48,36

*Il est à noter que la Société STAR a enregistré pour l'exercice 2020 un recours et sauvetages encaissés

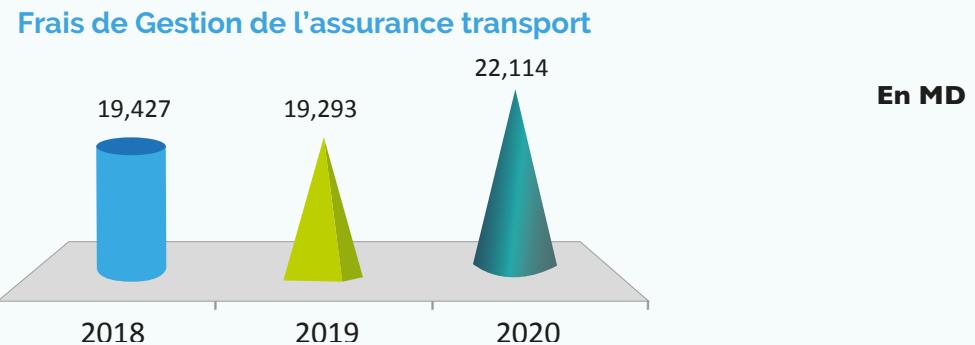
La dotation à la provision pour sinistres à payer passe de 35,249 MD en 2018 et de -2,659 MD en 2019 à 1,588 MD en 2020.

Pour la branche transport, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 9,64 passant de 77,34 % en 2018 et 29,43 % en 2019 à 19,79 % en 2020.

	2018	Variât %	2019	Variât %	2020	Variât %
• Sinistres payés net de recours	21,951	121,28	26,718	21,72	13,798	-48,36
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	35,249	261,86	-2,659	-107,54	1,588	-159,71
• Charges sinistres	57,200	190,93	24,058	-57,94	15,385	-36,05
• Primes acquises	73,958	10,67	81,755	10,54	77,754	-4,89
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	77,34	47,92	29,43	-47,91	19,79	-9,64

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche transport s'élèvent à 22,114 MD en 2020 contre 19,293 MD en 2019 et 19,427 MD en 2018 soit une augmentation de 14,62% par rapport à 2019.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 28,44 % en 2020 contre 23,60 % en 2019 et 26,16 % en 2018.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 29,19 % en 2020 (16,89 % pour les frais d'acquisition et 12,30 % pour les charges de gestion) contre 22,79 % en 2019 (13,19 % pour les frais d'acquisition et 9,60 % pour les charges de gestion) et 25,51 % en 2018 (13,28 % pour les frais d'acquisition et 12,22 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Transport

	2018	2019	2020						
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	10,117	13,28	5,18	11,170	13,19	10,41	12,796	16,89	14,55
Autres charges de gestions nettes	9,310	12,22	15,95	8,123	9,60	-12,75	9,318	12,30	14,72
TOTAL	19,427	25,51	10,08	19,293	22,79	-0,69	22,114	29,19	14,62

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 48,23 % en 2020 contre 53,03 % en 2019 et 103,61 % en 2018. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 4,8 en 2020.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 49,50 % en 2020 contre 51,21% en 2019 et 100,61 % en 2018.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 55,548 MD en 2020 contre un excédent de 61,137 MD en 2019 et un excédent de 16,858 MD en 2018.

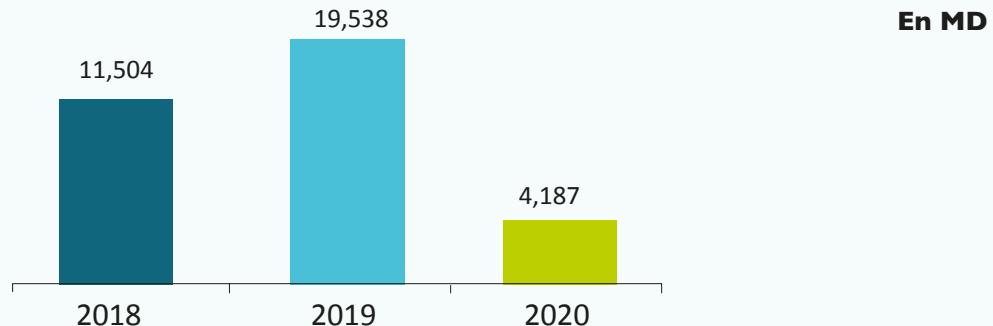
Les frais de gestion s'élèvent à 22,114 MD en 2020 contre 19,293 MD en 2019 et 19,427 MD en 2018.

Le solde financier de la branche transport dégage un résultat de 2,687 MD en 2020 contre 3,474 MD en 2019 et 1,638 MD en 2018.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 31,934 MD en 2019 contre un déficit de 25,780 MD en 2019 et un déficit de 12,435 MD en 2018.

Le résultat technique dégage un excédent de 4,187 MD en 2020 contre un excédent de 19,538 MD en 2019 et un excédent de 11,504 MD en 2018.

Résultat technique de l'assurance Transport



Compte d'exploitation de l'assurance Transport

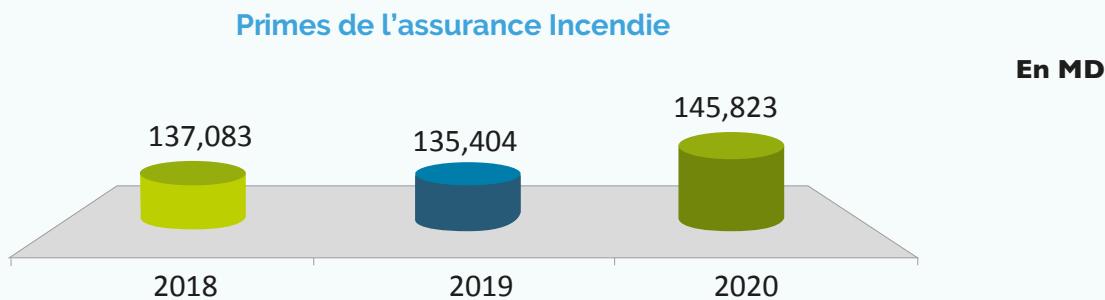
	En DT
- Primes acquises	77 753 835
- Primes émises	75 752 196
- Variation des provisions pour primes non acquises	2 001 638
- Charge de prestation	-22 205 997
- Prestation et frais payés	-13 797 617
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-1 587 758
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	-6 820 623
SOLDE DE SOUSCRIPTION	55 547 837
SOLDE DE GESTION	-22 113 839
SOLDE FINANCIER	2 686 895
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-31 934 054
RÉSULTAT TECHNIQUE	4 186 839

IV. L'ASSURANCE DE L'INCENDIE

1- Les Primes :

En 2020 le montant des primes émises en assurance incendie s'élève à 145,823 MD contre 135,404 MD en 2019 et 137,083 MD en 2018, soit une augmentation de 7,69 % en 2020.

La part des primes de l'assurance incendie dans les émissions totales est passée de 6,09 % en 2018 à 5,61 % en 2019 et à 5,67 % en 2020.



Les primes émises par entreprise en assurance incendie sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2018	En %	2019	En %	2020	En %
I. MAGHREBIA	25 017 779	18,25	21 078 522	15,57	26 224 514	15,57
2. COMAR	19 207 853	14,01	21 015 506	15,52	22 547 372	15,52
3. ASTREE	14 184 216	10,35	15 505 544	11,45	15 504 324	11,45
4. STAR	16 347 836	11,93	15 204 128	10,28	13 474 265	11,23
5. GAT	19 602 225	14,30	13 917 437	9,37	13 074 089	10,28
6. CARTE	9 922 472	7,24	12 685 108	11,23	12 839 270	9,37
7. LLOYD	8 100 495	5,91	9 944 054	5,92	12 240 149	7,34
8. ASSURANCES BIAT	7 277 748	5,31	8 563 456	7,34	12 048 680	6,32
9. BH ASSURANCES	7 369 869	5,38	8 017 298	6,32	8 390 118	5,92
10. ZITOUNA TAKAFUL	2 506 643	1,83	2 678 480	1,98	2 794 042	1,98
11. AMI	3 194 478	2,33	2 204 792	1,43	2 355 701	1,63
12. G. CTAMA	1 852 499	1,35	1 931 705	1,63	1 524 238	1,43
13. EL AMANA TAKAFUL	1 160 920	0,85	1 237 858	0,82	1 297 266	0,91
14. AT-TAKAFULIA	1 111 755	0,81	1 112 129	0,91	1 215 797	0,82
15. MAE	226 343	0,17	307 901	0,23	292 949	0,23
TOTAL	137 083 131	100	135 403 918	100	145 822 775	100
TAUX DE CROISSANCE En %	9,01		-1,22		7,69	
EN % Du CA Totales	6,09		5,61		5,67	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche incendie est passée de à 46,56 % en 2018 à 42,54 % en 2019 et à 44,07 % en 2020.

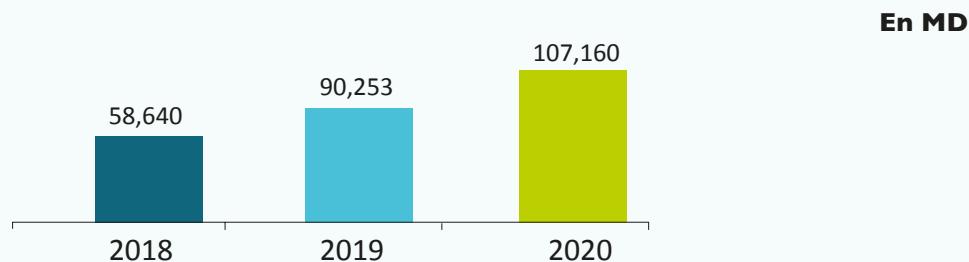
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2018		2019		2020	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
MAGHREBIA		MAGHREBIA		MAGHREBIA	
GAT	46,56	COMAR	42,54	COMAR	44,07
COMAR		ASTREE		ASTREE	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2020 ont atteint 107,160 MD contre 90,253 MD en 2019 et 58,640 MD en 2018, enregistrant ainsi une hausse de 18,73 % par rapport à 2019.

Sinistres de l'assurance Incendie



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2018	2019	En %	2020	En %	Evolution 20/19 %
1. COMAR	11 302 413	10 690 652	11,85	41 457 831	38,69	287,80
2. MAGHREBIA	9 427 312	23 522 324	26,06	14 657 440	13,68	-37,69
3. ASTREE	6 764 854	8 751 629	9,70	14 364 496	13,40	64,14
4. LLOYD	1 418 614	3 950 195	4,38	11 371 155	10,61	187,86
5. STAR	8 997 195	16 866 730	18,69	7 173 069	6,69	-57,47
6. GAT	2 940 620	11 044 680	12,24	5 846 504	5,46	-47,06
7. CARTE	6 037 508	5 387 196	5,97	5 299 473	4,95	-1,63
8. ASSURANCES BIAT	5 027 812	5 317 008	5,89	3 057 761	2,85	-42,49
9. BH ASSURANCES	1 143 706	1 013 711	1,12	2 415 733	2,25	138,31
10. G. CTAMA	1 832 065	1 445 094	1,60	520 058	0,49	-64,01
11. AT-TAKAFULIA	2 352 800	779 031	0,86	442 352	0,41	-43,22
12. ZITOUNA TAKAFUL	865 067	659 796	0,73	284 866	0,27	-56,83
13. AMI	45 931	645 945	0,72	172 376	0,16	-73,31
14. EL AMANA TAKAFUL	484 174	144 323	0,16	61 054	0,06	-57,70
15. MAE	-	34 433	0,04	35 860	0,03	4,14
TOTAL	58 640 071	90 252 747	100	107 160 027	100	18,73

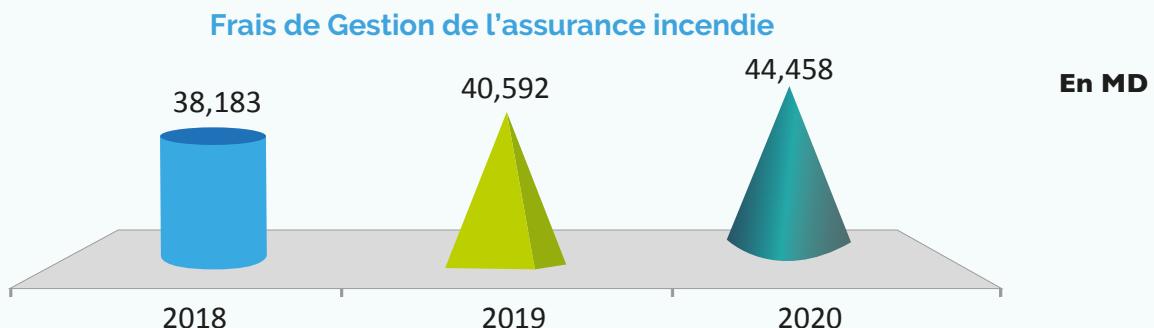
La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 33,926 MD en 2018 et de -5,937 MD en 2019 à -5,456 MD en 2020.

Pour la branche incendie, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est détérioré de 8,66 passant de 69,74 % en 2018 et de 61,38 % en 2019 à 70,04 % en 2020.

	2018	Variat°. %	2019	Variat°. %	2020	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	58,640	75,42	90,253	53,91	107,160	18,73
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	33,926	-19,40	-5,937	-117,50	-5,456	-8,10
• Charges sinistres	92,566	22,57	84,316	-8,91	101,704	20,62
• Primes acquises	132,729	9,89	137,371	3,50	145,203	5,70
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	69,74	7,22	61,38	-8,36	70,04	8,66

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche incendie s'élèvent à 44,458 MD en 2020 contre 40,592 MD en 2019 et 38,183 MD en 2018.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 30,62 % en 2020 contre 29,55 % en 2019 et 28,77 % en 2018.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'élève à 30,49 % en 2020 (18,20 % pour les frais d'acquisition et 12,29 % pour les charges de gestion) contre 29,98 % en 2019 (17,68 % pour les frais d'acquisition et 12,30 % pour les charges de gestion) et 27,85 % en 2018 (16,40 % pour les frais d'acquisition et 11,45 % pour les charges de gestion)

Frais de Gestion de l'assurance incendie

EN MD

	2018			2019			2020		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	22,486	16,40	7,19	23,941	17,68	6,47	26,451	18,20	10,86
Autres charges de gestions nettes	15,697	11,45	7,25	16,657	12,30	6,12	17,917	12,29	7,56
TOTAL	38,183	27,85	7,21	40,592	29,98	6,31	44,458	30,49	9,52

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 100,66 % en 2020 contre 90,93 % en 2019 et 98,51 % en 2018.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 100,23 % en 2020 contre 92,25 % en 2019 et 95,38 % en 2018.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 39,631 MD en 2020 contre un excédent de 47,445 MD en 2019 et excédent de 39,272 MD en 2018.

Les frais de gestion s'élèvent à 44,458 MD en 2020 contre 40,598 MD en 2019 et 38,183 MD en 2018.

Le solde financier de la branche incendie dégage un résultat de 9,048 MD en 2020 contre 12,926 MD en 2019 et 10,895 MD en 2018.

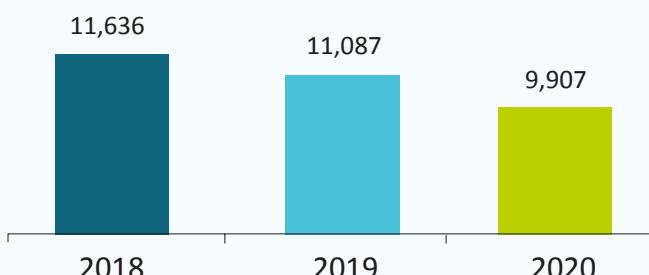
Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est détérioré en 2019 passant

d'un déficit de 0,348 MD en 2018 à un déficit de 8,685 MD en 2019 et à un excédent de 5,686 MD en 2020.

Ainsi le résultat technique dégage un excès de 9,907 MD en 2020 contre un excès de 11,087 MD en 2019 et un excès de 11,636 MD en 2018. Il représente 6,79 % des primes émises en 2020.

Résultat Technique de l'assurance incendie

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance incendie

En DT

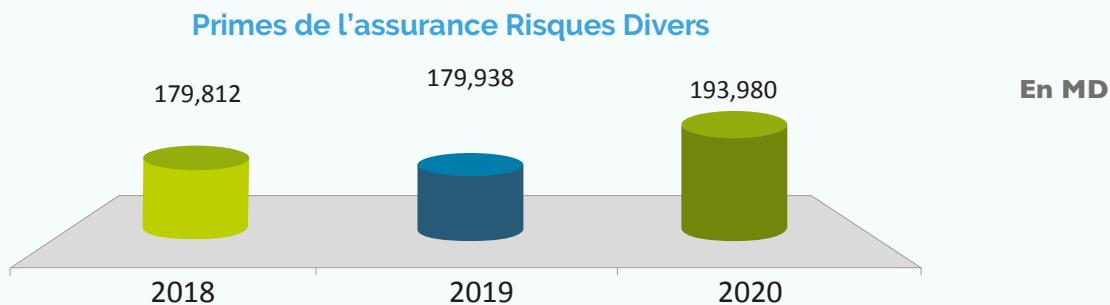
	145 203 373
- Primes acquises	145 203 373
- Primes émises	145 822 775
- Variation des provisions pour primes non acquises	-619 402
- Charge de prestation	-105 571 894
- Prestation et frais payés	-107 160 027
- Variation des provisions pour sinistres à payer	5 456 038
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-1 880 551
- Autres charges techniques	-1 987 353
SOLDE DE SOUSCRIPTION	39 631 479
SOLDE DE GESTION	-44 458 182
SOLDE FINANCIER	9 048 126
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	5 685 539
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	9 906 962

V. L'ASSURANCE RISQUES TECHNIQUES & DIVERS

1- Les Primes :

En 2020 le montant des primes émises de la branche des risques divers s'élève à 193,980 MD contre 176,938 MD en 2019 et 179,812 MD en 2018, soit une augmentation de 9,63 % en 2020.

La part de ces primes dans les émissions totales représente 7,54 % en 2020 contre 7,33 % en 2019 et 7,99 % en 2018.



Les primes émises par entreprise en assurance risques divers sont retracées dans le tableau ci-après : **En DT**

Intitulé	2018	En %	2019	En %	2020	En %
1. CARTE	38 673 087	21,51	48 797 016	27,58	38 899 304	20,05
2. MAGHREBIA	21 247 385	11,11	23 883 390	13,50	21 925 593	11,30
3. COMAR	19 985 321	11,82	19 752 189	11,16	21 416 862	11,04
4. LLOYD	11 399 476	6,34	10 406 144	5,88	18 675 424	9,63
5. G. CTAMA	8 196 511	4,56	2 493 261	1,41	16 869 485	8,70
6. ASTREE	12 459 339	6,93	14 956 275	8,45	15 666 672	8,08
7. STAR	15 187 377	8,45	13 109 545	7,41	15 018 697	7,74
8. ASSURANCES BIAT	9 854 447	5,48	9 313 175	5,26	10 168 948	5,24
9. GAT	18 799 592	10,46	8 786 713	4,97	9 584 793	4,94
10. MAE	6 246 573	3,47	6 993 797	3,95	7 262 546	3,74
11. ZITOUNA TAKAFUL	6 526 587	3,63	7 422 625	4,20	5 823 350	3,00
12. BH ASSURANCES	5 408 043	3,01	4 594 544	2,60	4 973 801	2,56
13. EL AMANA TAKAFUL	2 397 033	1,33	2 365 972	1,34	3 783 981	1,95
14. AT- TAKAFULIA	785 184	0,44	1 506 344	0,85	1 980 659	1,02
15. AMI	2 646 463	1,47	2 557 187	1,45	1 929 820	0,99
TOTAL	179 812 418	100	176 938 177	100	193 979 935	100
TAUX DE CROISSANCE En %	0,33		-1,60		9,63	
EN % Du CA Totales	8,58		7,33		7,54	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche risques divers est passée de 44,44% en 2018 à 52,24 % en 2019 et à 42,40 % en 2020.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2018		2019		2020	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
CARTE		CARTE		CARTE	
MAGHREBIA	44,44	MAGHREBIA	52,24	MAGHREBIA	42,40
COMAR		COMAR		COMAR	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2020 ont atteint le montant de 54,030 MD contre 58,718 MD en 2019 et 43,697 MD en 2018 enregistrant ainsi une baisse de 7,98 % en 2020.

Sinistres de l'assurance Risques Divers



Intitulé	2018	2019	En %	2020	En %	Evolution 19/20 en %
I. MAGHREBIA	4 526 561	4 381 982	7,46	9 473 499	17,53	+16,19
2. STAR	12 176 023	10 794 714	18,38	8 994 077	16,65	-16,68
3. GAT	3 703 302	8 411 035	14,32	7 488 087	13,86	-10,97
4. LLOYD	5 514 839	7 741 507	13,18	7 337 078	13,58	-5,22
5. ASTREE	1 450 583	954 185	1,63	4 971 529	9,20	421,02
6. CARTE	5 995 947	11 985 082	20,41	4 418 944	8,18	-63,13
7. COMAR	4 217 421	4 600 836	7,84	4 325 137	8,01	-5,99
8. ASSURANCES BIAT	3 230 299	4 900 518	8,35	4 126 216	7,64	-15,80
9. BH ASSURANCE	740 717	1 048 735	1,79	734 905	1,36	-29,92
10. AMI	921 693	599 373	1,02	505 683	0,94	-15,63
11. G. CTAMA	430 435	270 051	0,46	500 992	0,93	85,52
12. AT- TAKAFULIA	46 702	95 894	0,16	418 124	0,77	336,03
13. ZITOUNA TAKAFUL	279 310	1 556 338	2,65	380 551	0,70	-75,55
14. MAE	297 557	521 739	0,89	229 905	0,43	-55,93
15. EL AMANA TAKAFUL	166 028	855 689	1,46	124 777	0,23	-85,42
TOTAL	43 697 417	58 717 678	100	54 029 503	100	-7,98

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

La dotation à la provision pour sinistres à payer a passée de 30,267 MD en 2018 et de 32,662 MD en 2018 à 27,379 MD en 2020.

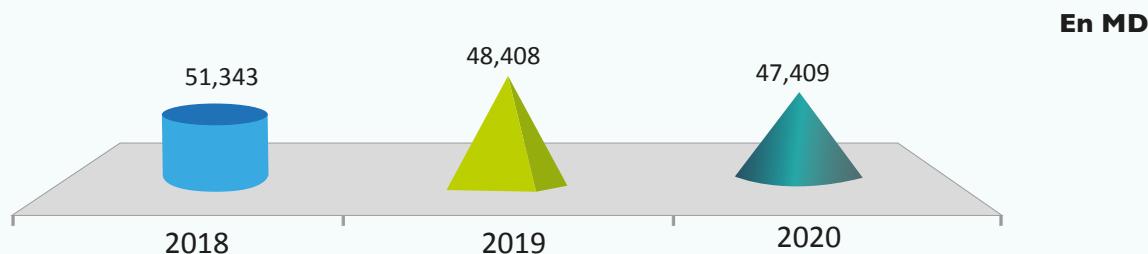
Pour la branche risques divers le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 11,51 passant de 42,20 % en 2018 et 52,64 % en 2019 à 41,13 % en 2020.

	2018	Variation En %	2019	Variation En %	2020	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	43,697	,94	58,718	34,37	54,030	-7,98
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	30,267	-	32,662	7,91	27,379	-16,18
• Charges sinistres	73,964	78,13	91,380	23,55	81,408	-10,91
• Primes acquises	175,278	6,94	173,606	-0,95	197,950	14,02
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	42,20	16,86	52,64	10,44	41,13	-11,51

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques divers s'élèvent à 47,409 MD en 2020 contre 48,408 MD en 2018 et 51,343 MD en 2018. Soit une baisse de 2,06 % en 2020.

Frais de Gestion de l'assurance Risques Divers



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 23,95 % en 2020 contre 27,88 % en 2019 et 29,29 % en 2018.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 24,44 % en 2020 (13,38 % pour les frais d'acquisition et 11,06 % pour les charges de gestion) contre 27,36 % en 2019 (14,36 % pour les frais

Frais de Gestion de l'assurance Risques Divers

	2018			2019			2020		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	26,116	14,52	7,39	25,405	14,36	-2,72	25,947	13,38	2,13
Autres charges de gestions nettes	25,25,227	14,03	6,09	23,003	13,00	-8,82	21,462	11,06	-6,70
TOTAL	51,343	28,55	6,75	48,408	27,36	-5,72	47,409	24,44	-2,06

d'acquisition et 13,00 % pour les charges de gestion) et 28,55 % en 2018 (14,52 % pour les frais d'acquisition et 14,03 % pour les charges de gestion).

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 65,08 % en 2020 contre 80,52 % en 2019 et 71,49 % en 2018. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 15,44.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 66,41 % en 2020 contre 79,00 % en 2019 et 69,69 % en 2018.

4-Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 114,615 MD en 2020 contre un excédent de 78,152 MD en 2019 et un excédent de 101,227 MD en 2018.

Les frais de gestion sont passés de 51,344 MD en 2018 et de 48,408 MD en 2019 à 47,409 MD en 2020.

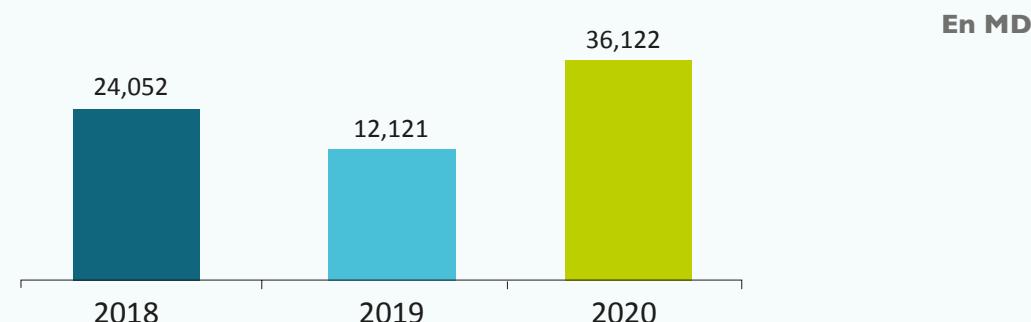
Le solde financier dégage un résultat de 16,338 MD en 2020 contre 20,575 MD en 2019 et 17,253 MD en 2018.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est détérioré, passant d'un déficit de 43,085 MD en 2018 et un déficit de 38,199 MD en 2019 à un déficit de 47,122 MD en 2020.

Le résultat technique est excédentaire de 36,122 MD en 2020 contre 12,121 MD en 2019 et 24,052 MD en 2018.

Il représente 18,62 % des primes émises en 2020.

Résultat Technique de l'assurance Risques Divers



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Divers

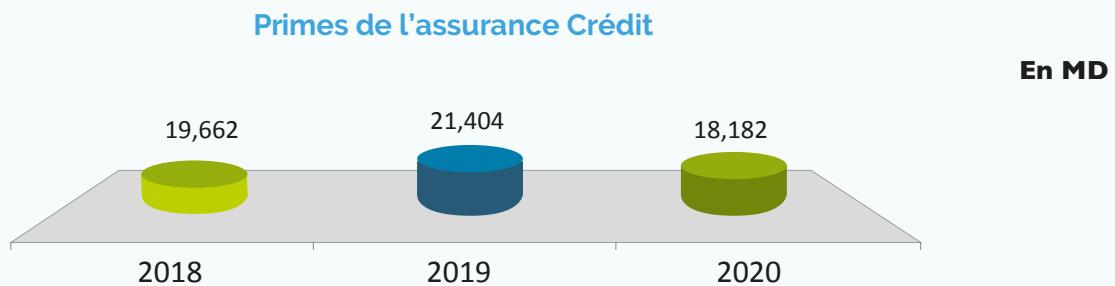
	En DT
- Primes acquises	197 949 994
- Primes émises	193 979 935
- Variation des provisions pour primes non acquises	3 970 060
- Charge de prestation	-83 335 061
- Prestation et frais payés	-54 029 503
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-27 378 648
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-976 810
- Autres charges techniques	-950 099
SOLDE DE SOUSCRIPTION	114 614 933
SOLDE DE GESTION	-47 408 739
SOLDE FINANCIER	16 337 845
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-47 122 211
RÉSULTAT TECHNIQUE	36 421 828

VI. L'ASSURANCE CREDIT

1- Les Primes :

En 2020 le montant des primes émises en assurance-crédit s'élève à 18,182 MD contre 21,404 MD en 2019 et 19,662 MD en 2018, enregistrant ainsi une baisse de 15,06 % en 2020.

La part des primes de l'assurance-crédit dans les émissions totales représente 0,71 % en 2020 contre 0,89 % en 2019 et 0,87% en 2018.



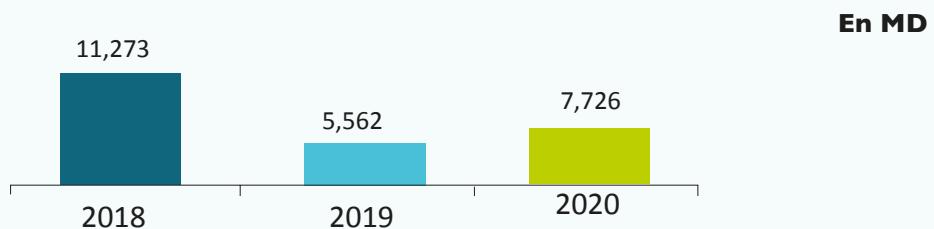
Les primes émises par entreprise en assurance-crédit sont retracées dans le tableau ci- après :

Intitulé	2018	En %	2019	En %	2020	En %
1. COTUNACE	15 128 877	76,94	15 782 293	73,73	12 165 255	66,91
2. CARTE	2 805 931	14,27	3 217 544	15,03	3 453 799	19,00
3. COMAR	1 406 692	7,15	2 076 574	9,70	2 227 849	12,25
4. ASTREE	320 627	1,63	327 852	1,53	334 674	1,84
TOTAL	19 662 127	100	21 404 263	100	18 181 577	100
TAUX DE CROISSANCE En %	17,10		8,86		-15,06	
EN % Du CA Totales	0,87		0,89		0,71	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2020 ont atteint le montant de 7,726 MD contre 5,562 MD en 2019 et 11,273 MD en 2018.

Sinistres de l'assurance Crédit



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2018	2019	En %	2020	En %
1. COTUNACE	11 171 275	2 967 556	53,35	6 334 593	81,99
2. CARTE	201 970	1 786 424	32,12	1 082 512	14,01
3. COMAR	16 039	781 654	14,05	293 602	3,80
4. ASTREE	-115 814	26 820	0,48	15 328	0,20
TOTAL EN % Du CA Totales	11 273 470	5 562 454	100	7 726 035	100

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de (-1,824) MD en 2018, à 3,632 MD en 2019 et à 4,298 MD en 2020.

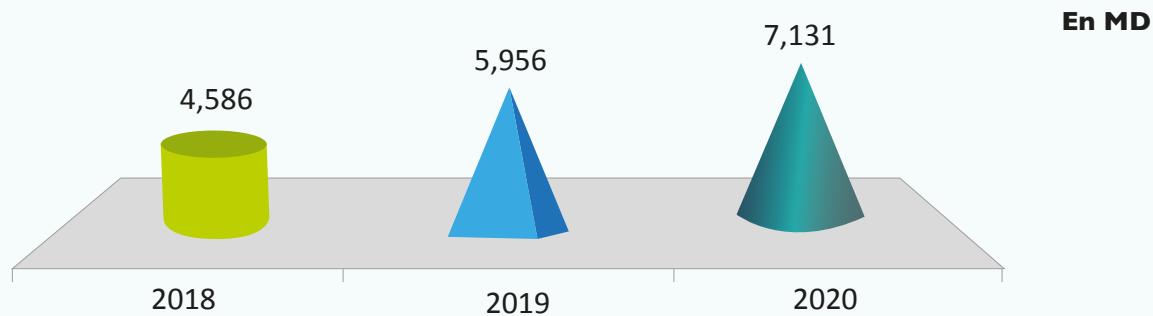
	2018	2019	Variat°. %	2020	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	11,273	5,562	-50,66	7,726	38,91
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	-1,824	3,632	299,11	4,298	18,34
• Charges sinistres	9,449	9,194	-2,70	12,024	30,78
• Primes acquises	19,274	20,933	8,61	18,588	-11,20
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	49,02	43,92	-5,10	64,69	20,77

3- Les frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche Crédit, s'élèvent à 7,131 MD en 2020 contre 5,956 MD en 2019 et 4,586 MD en 2018 soit une augmentation de 19,73 % par rapport à 2019.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 38,37 % en 2020 contre 28,45 % en 2019 et 23,79 % en 2018

Frais de Gestion de l'assurance crédit



La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 39,22 % en 2020 (13,03 % pour les frais d'acquisition et 26,19 % pour les charges de gestion) contre 27,83 % en 2019 (11,01 % pour les frais d'acquisition et 16,82 % pour les charges de gestion) et 23,32 % en 2018 (11,04% pour les frais d'acquisition et 12,28 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Crédit

EN MD

	2018		2019		2020			
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	2,170	11,04	2,357	11,01	8,64	2,370	13,03	0,55
Autres charges de gestions nettes	2,416	12,28	3,599	16,82	48,96	4,761	26,19	32,29
TOTAL	4,586	23,32	5,956	27,83	29,88	7,131	39,22	19,73

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 8,610 MD en 2020 contre un excédent de 8,125 MD en 2019 et un excédent de 8,196 MD en 2018.

Les frais de gestion sont passés de 4,586 MD en 2018 à 5,956 MD en 2019 et à 7,131 MD en 2020.

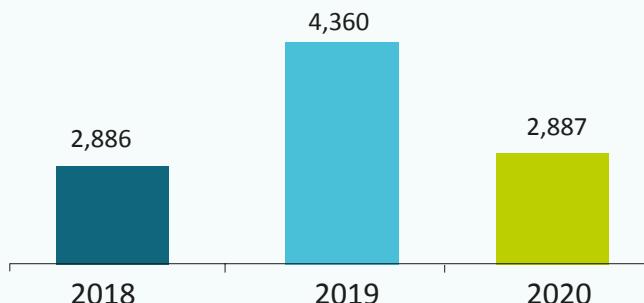
Le solde financier est passé de 3,259 MD en 2018, à 3,163 MD en 2019 et à 3,571 MD en 2020.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 3,984 MD en 2018 et d'un déficit de 0,972 MD en 2019 et à un déficit de 2,163 MD en 2020.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un excédent de 2,887 MD en 2020 contre un excédent de 4,360 MD en 2019 et un excédent de 2,886 MD en 2018. Il représente 15,88 % des primes émises en 2020.

Résultat Technique de l'assurance Crédit

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Crédit

En DT

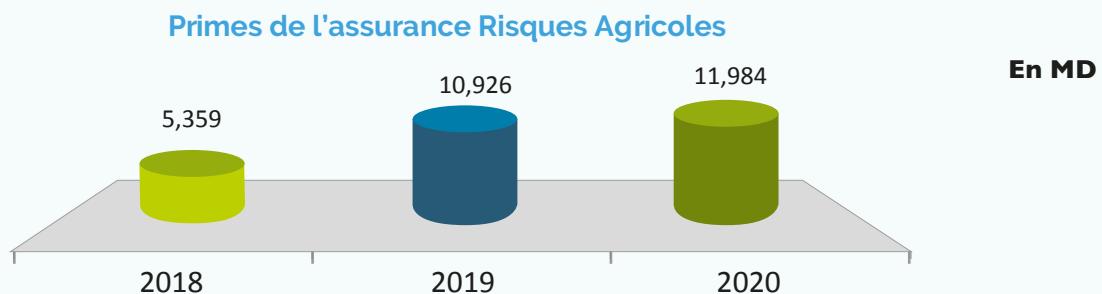
- Primes acquises	18 587 620
- Primes émises	18 181 577
- Variation des provisions pour primes non acquises	406 043
- Charge de prestation	-9 977 342
- Prestation et frais payés	-7 726 035
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-4 297 930
- Provisions pour égalisation et équilibrage	1 890 488
- Autres charges techniques	156 136
SOLDE DE SOUSCRIPTION	8 610 278
SOLDE DE GESTION	-7 131 190
SOLDE FINANCIER	3 571 275
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-2 162 974
RÉSULTAT TECHNIQUE	2 887 389

VII. L'ASSURANCE RISQUES AGRICOLES

1- Les Primes :

En 2020 le montant des primes émises en assurance risques agricoles s'élève à 11,984 MD contre 10,926 MD en 2019 et 5,359 MD en 2018, enregistrant ainsi une augmentation de 9,68 % en 2020.

La part des primes de l'assurance risques agricoles dans les émissions totales représente 0,47 % en 2020 contre 0,45 % en 2019 et 0,24 % en 2018.



Les primes émises par entreprise en assurance risques agricoles sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2018		2018		2019		En DT
	2018	En %	2018	En %	2019	En %	
1- LLOYD	236 136	4,41	3 252 411	29,77	5 412 679	45,17	
2- G. CTAMA	2 459 718	45,90	3 613 907	33,08	3 275 395	27,33	
3- COMAR	1 001 838	18,69	1 031 201	9,44	1 313 998	9,45	
4- ASTREE	1 358 970	25,36	1 349 165	12,35	1 118 150	9,33	
5- STAR	-	-	1 475 469	13,50	889 192	7,42	
6- GAT	302 232	5,64	180 849	1,66	156 216	1,30	
7- EL AMANA TAKAFUL	-	-	22 967	0,21	-	-	
TOTAL	5 358 894	100	10 925 969	100	11 983 630	100	
TAUX DE CROISSANCE En %	-16,22		-103,88			9,68	
EN % Du CA Totales	0,24		0,45			0,47	

La part des deux premières entreprises dans les émissions totales de la branche risques agricoles durant les trois dernières années est passée de 71,26 % en 2018 et de 62,85 % en 2019 à 72,50 % en 2020.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

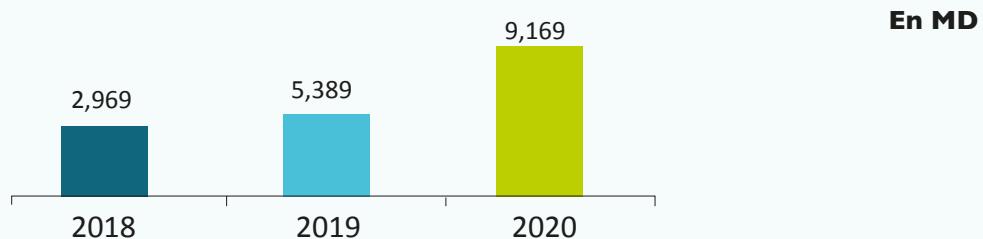
	2018		2019		2020
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
G. CTAMA	71,26	G. CTAMA	62,85	LLOYD	72,50
ASTREE		ASTREE		G. CTAMA	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2020 ont atteint le montant de 9,169 MD contre 5,389 MD en 2019 et 2,969 MD en 2018. Enregistrant ainsi une augmentation de 70,15 % en 2020..

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Sinistres de l'assurance Risques Agricoles



En DT

Intitulé	2018	2019	En %	2020	En %	Evolution 20/19 %
1- G. CTAMA	1 902 112	2 714 491	50,37	4 177 440	45,56	53,89
2- COMAR	320 098	1 335 308	24,78	3 317 086	36,18	148,41
3- STAR	-	923 540	17,14	984 569	10,74	6,61
4- LLOYD	229 190	-	-	484 019	5,28	-
5- ASTREE	394 310	260 927	4,84	176 478	1,92	-32,36
6- GAT	123 517	154 429	2,87	29 336	0,32	-81,00
TOTAL	2 969 129	5 388 695	100	9 168 928	100	70,15

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 2,465 MD en 2018 à - 0,910 MD en 2019 et à - 1,093 MD en 2020.

Pour la branche risques agricoles le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 103,37 % en 2018 et 43,67 % en 2019 à 64,89 % en 2020.

EN MD

	2018	Variat°. %	2019	Variat°. %	2020	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	2,969	21,33	5,389	81,50	9,169	70,15
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	2,465	-	-0,910	-136,90	-1,093	-87,87
• Charges sinistres	5,434	116,58	4,479	-17,57	8,076	80,31
• Primes acquises	5,257	-10,56	10,257	95,11	12,446	21,34
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	103,37	60,69	43,67	-59,70	64,89	21,22

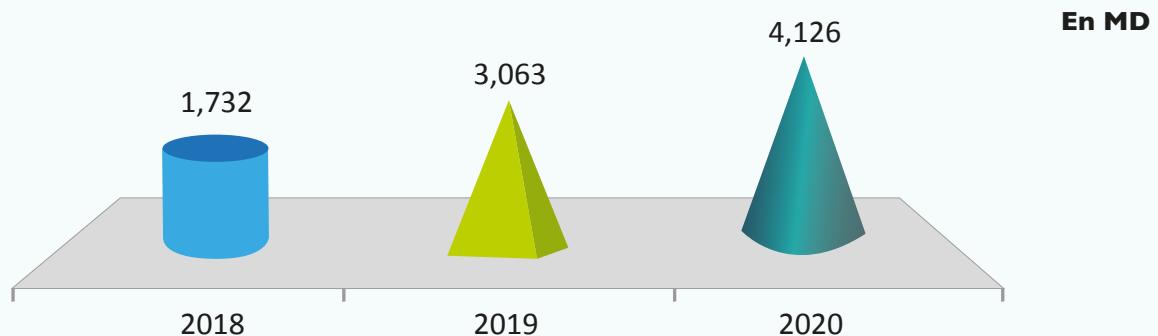
3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques agricoles, s'élèvent à 4,126 MD en 2020 contre 3,063 MD en 2019 et 1,732 MD en 2018 soit une augmentation de 34,69 % par rapport à 2019.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 33,15 % en 2020 contre 29,87 % en 2019 et 32,95 % en 2018.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 34,43 % en 2020 (15,88 % pour les frais d'acquisition et 18,55 % pour les charges de gestion) contre à 28,04 % en 2019 (10,56 % pour les frais d'acquisition et 17,48 % pour les charges de gestion) et 32,32% en 2018 (17,63 % pour les frais d'acquisition et 14,69 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles



Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles

	2018			2019			2020			EN MD
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	
Frais d'acquisition	0,945	17,63	-25,77	1,153	10,56	22,02	1,903	15,88	65,06	
Autres charges de gagements nettes	0,787	14,69	-58,34	1,910	17,48	142,72	2,222	18,55	16,36	
TOTAL	1,732	32,32	-45,22	3,063	28,04	76,86	4,126	34,43	34,69	

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 98,04 % en 2020 contre 73,54% en 2019 et 136,31 % en 2018. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est détériore de 24,50.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 101,82 en 2020 contre 69,03 % en 2019 et 133,72 % en 2018

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un déficit de 4,789 MD en 2020 contre un déficit de 5,653 MD en 2019 et un excédent de 0,103 MD en 2018.

Les frais de gestion sont passés de 2,648 MD en 2018, à 3,162 MD en 2019 et à 4,126 MD en 2020.

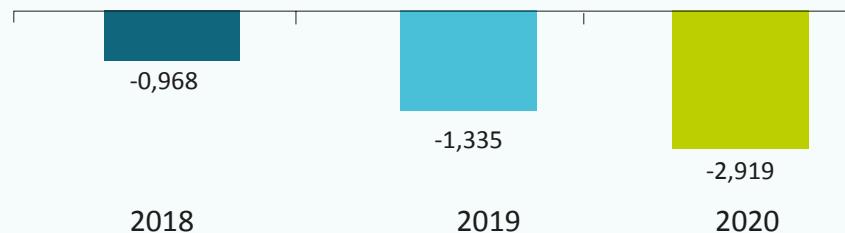
Le solde financier est passé de 0,346 MD en 2018, à 0,271 MD en 2019 et à -0,188 MD en 2020.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un excès de 0,521 MD en 2018 à un déficit de 4,214 MD en 2019 et à un déficit de 3,393 MD en 2020.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un déficit de 2,919 MD en 2020 contre un déficit de 1,355 MD en 2019 et un déficit de 0,968 MD en 2018.

Résultat Technique de l'assurance Risques Agricoles

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Agricoles

En DT

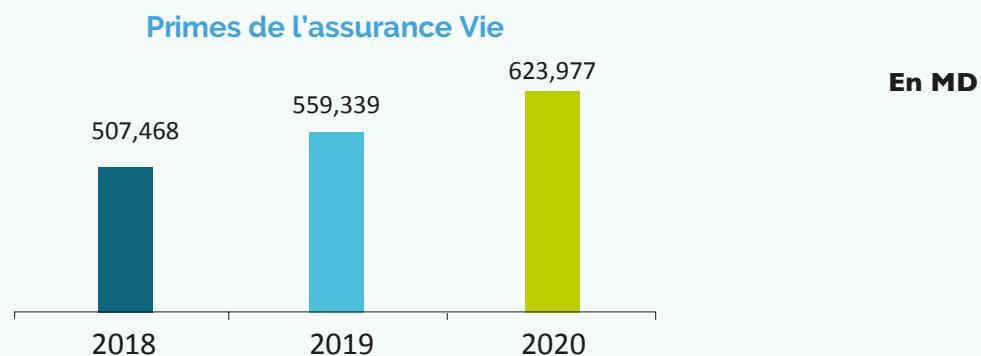
- Primes acquises	12 445 714
- Primes émises	11 983 630
- Variation des provisions pour primes non acquises	462 084
- Charge de prestation	-7 657 131
- Prestation et frais payés	-9 168 928
- Variation des provisions pour sinistres à payer	1 092 622
- Provisions pour égalisation et équilibrage	357 310
- Autres charges techniques	61 865
SOLDE DE SOUSCRIPTION	4 788 583
SOLDE DE GESTION	-4 125 599
SOLDE FINANCIER	-188 147
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-3 393 491
RÉSULTAT TECHNIQUE	-2 919 653

IV. L'ASSURANCE VIE

1- Les Primes :

En 2020 le montant des primes émises de la branche assurance vie s'élève à 623,977 MD contre 559,339 MD en 2019 et 507,468 MD en 2018, soit une augmentation de 11,56 % en 2020.

La part des primes de l'assurance vie dans les émissions totales est passée de 22,54 % en 2018 et 23,17 % en 2019 à 24,26 % en 2020



Les primes émises par entreprise en assurance vie sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2018	En %	2019	En %	2020	En %
I. ATTIJARI ASSURANCES	86 455 145	17,04	87 005 567	15,56	101 028 184	16,19
2. MAGHREBIA VIE	58 489 464	11,53	66 144 458	11,83	77 268 613	12,38
3. CARTE VIE	53 159 300	10,48	58 599 978	10,48	75 798 104	12,15
4. GAT VIE	41 757 969	8,23	61 834 100	11,05	63 894 460	10,24
5. ASSURANCES BIAT	70 405 770	13,87	62 058 715	11,10	61 885 823	9,92
6. HAYETT	44 320 570	8,73	50 690 592	9,06	58 426 547	9,36
7. BH ASSURANCES	40 611 623	8,00	42 420 433	7,58	44 352 830	7,11
8. ASTREE	36 228 621	7,14	36 556 394	6,54	39 828 898	6,38
9. STAR	12 660 237	2,49	29 988 526	5,36	32 266 680	5,17
10. G. CTAMA	16 334 191	3,22	15 979 829	2,86	15 468 574	2,48
11. ZITOUNA TAKAFUL	11 738 451	2,31	12 978 795	2,32	15 026 204	2,41
12. LLOYD	11 651 983	2,30	11 190 233	2,00	8 860 503	1,42
13. MAE	5 934 605	1,17	6 077 007	1,09	5 963 927	0,96
14. COMAR	3 672 714	0,72	4 811 727	0,86	5 077 543	0,81
15. LLOYD VIE	-	-	-	-	5 018 795	0,80
16. EL AMANA TAKAFUL	5 255 305	1,04	4 700 810	0,84	4 766 358	0,76
17. AT-TAKAFULIA	2 824 075	0,56	2 802 841	0,50	3 368 525	0,54
18. GAT	3 701 564	0,73	2 439 020	0,44	2 972 692	0,48
19. AMI	2 266 602	0,45	3 059 630	0,55	2 703 872	0,43
TOTAL	507 468 189	100	559 338 655	100	623 977 132	100
TAUX DE CROISSANCE En %	14,67		10,22		11,56	
EN % Du CA Totales	22,54		23,17		24,26	

La part des trois premières entreprises dans les émissions totales de la branche vie durant les trois dernières années est passée de 42,44 % en 2018 et de 38,49 % en 2019 à 40,72 % en 2020.

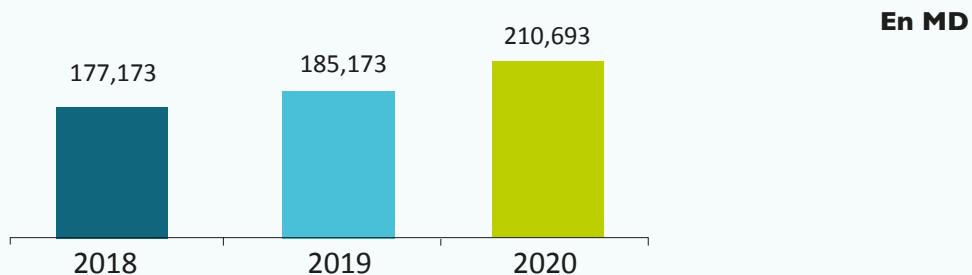
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2018		2019		2020	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
ATTIJARI.ASS		ATTIJARI.ASS		ATTIJARI.ASS	
ASS. BIAT	42,44	MAGHREBIA VIE	38,49	MAGHREBIA VIE	40,72
MEGHREBIA VIE		ASS. BIAT		CARTE VIE	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés et les capitaux échus en 2020 ont atteint le montant de 210,693 MD contre 185,173 MD en 2019 et 177,173 MD en 2018 enregistrant ainsi une augmentation de 13,78 % en 2020.

Sinistres de l'assurance Vie



Les sinistres payés et les capitaux échus par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

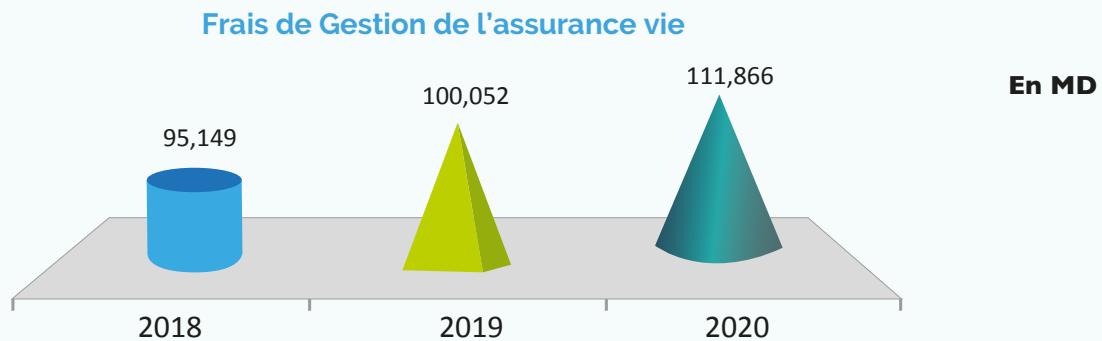
Intitulé	2018	2019	En %	2020	En %	Evolution 20/19 %
I- GAT VIE	21 408 833	14 366 824	7,76	42 906 229	20,36	198,65
2-HAYETT	27 450 095	36 244 192	19,57	35 208 007	16,71	-2,86
3-ASSURANCES BIAT	28 820 660	33 197 509	17,93	34 020 479	16,15	2,48
4-MAGHREBIA VIE	18 883 775	18 132 609	9,79	24 403 586	11,58	34,58
5-ATTIJARI ASSURANCES	16 139 511	22 287 677	12,04	17 039 053	8,09	-23,55
6-CARTE VIE	16 010 973	20 880 187	11,28	12 371 846	5,87	-40,75
7-STAR	6 667 396	8 177 454	4,42	9 838 273	4,67	20,31
8-BH ASSURANCES	15 765 049	8 368 492	4,52	9 775 751	4,64	16,82
9-ASTREE	5 850 607	6 618 094	3,57	7 153 879	3,40	8,10
10-G. CTAMA	8 283 658	7 376 901	3,98	7 095 160	3,37	-3,82
11-LLOYD	3 226 490	2 663 261	1,44	2 948 755	1,40	10,72
12-AMI	1 840 947	1 211 427	0,65	1 726 069	0,82	42,48
13-EL AMANA TAKAFUL	1 073 871	578 903	0,31	1 580 520	0,75	173,02
14-ZITOUNA	1 362 950	1 547 935	0,84	1 178 376	0,56	-23,87
15-MAE	1 401 866	1 425 743	0,77	1 014 351	0,48	-28,85
16-GAT	1 241 445	905 207	0,49	823 374	0,39	-9,04
17-COMAR	1 617 459	1 093 496	0,59	751 997	0,36	-31,23
18-AT-TAKAFULIA	127 760	97 299	0,05	737 635	0,35	658,11
19-LLOYD VIE	-	-	-	119 762	0,06	-
TOTAL	177 173 345	185 173 210	100	210 693 102	100	13,78

La provision mathématique vie s'élève à 2 246,838 MD en 2020 contre 1 903,792 MD en 2019 et 1 621,086 MD en 2018, soit une augmentation de 18,02 % par rapport à 2019..

	2018	2019	Variat°. %	2020	Variat°. %	EN MD
• Sinistres payés net de recours	177,173	185,173	4,52	210,693	13,78	
• Variat° Provision pour sinistres à payer	255,268	284,935	11,62	347,888	22,09	
• Cadence de règlement en %	40,97	39,39	-1,19	37,72	-1,67	
• Provision mathématique	1 621,086	1 903,792	17,44	2 246,838	18,02	

3-Les Frais de Gestion:

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche vie s'élèvent à 111,866 MD en 2020 contre 100,052 MD en 2019 et 95,149 MD en 2018 soit une augmentation de 11,81 % en 2020.



La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 17,93 % en 2020 (11,47 % pour les frais d'acquisition et 6,45 % pour les charges de gestion) contre 17,88 % en 2019 (11,82 % pour les frais d'acquisition et 6,06 % pour les charges de gestion) et 18,75 % en 2018 (12,85 % pour les frais d'acquisition et 5,90 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Vie

	2018		2019		2020		EN MD	
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	65,231	12,85	66,128	11,82	1,38	71,593	11,47	8,26
Autres charges de gestions nettes	29,918	5,90	33,924	6,06	13,39	40,273	6,45	18,72
TOTAL	95,149	18,75	100,052	17,88	5,15	111,866	17,93	11,81

4-Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 53,561 MD en 2020 contre 80,731 MD en 2019 et de 75,589 MD en 2018.

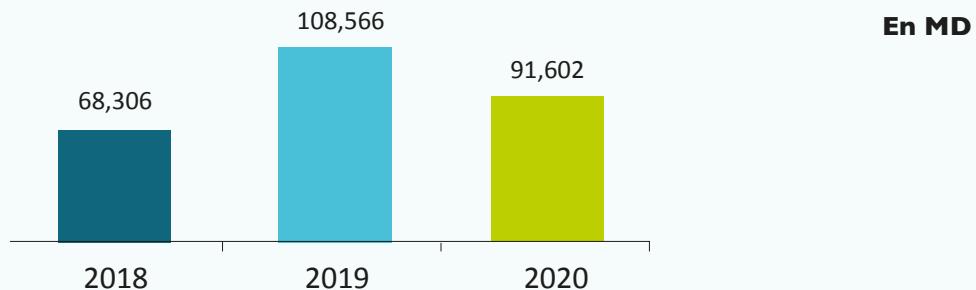
Les frais de gestion sont passés de 95,149 MD en 2018 et de 100,052 MD en 2019 à 111,866 MD en 2020

Le solde financier dégage un résultat de 154,834 MD en 2020 contre 134,311 MD en 2019 et 93,041 MD en 2018.

Par ailleurs, le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 5,176 MD en 2018 à un déficit de 6,425 MD en 2019 à un déficit de 4,926 MD en 2020.

Le résultat technique est excédentaire de 91,602 MD en 2020 contre 108,566 MD en 2019 et 68,306 MD en 2018. Il représente 14,68 % des primes émises en 2020.

Résultat Technique de l'assurance Vie



Compte d'exploitation de la branche vie

	En DT
- Primes acquises	623 977 132
- Primes émises	623 977 132
- Variation des provisions pour primes non acquises	0
- Charge de prestation	-570 416 442
- Prestation et frais payés	-210 693 102
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-347 888 500
- Provisions pour égalisation et équilibrage	1 344 597
- Autres charges techniques	-13 179 436
SOLDE DE SOUSCRIPTION	53 560 690
SOLDE DE GESTION	-111 866 245
SOLDE FINANCIER	154 833 796
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-4 925 832
RÉSULTAT TECHNIQUE	91 602 409

ANNEXE

- I- LES PRIMES EMISES PAR BRANCHE
ET PAR ENTREPRISE**
- II- LES SINISTRES REGLES PAR BRANCHE ET PAR
ENTREPRISE**
- III- LE COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE
(VIE ET NON VIE)**
- IV- LE COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE
(AFFAIRES DIRECTES ET ACCEPTATIONS)**
- V- TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2019**
- VI- LA LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES
ET DES RÉASSURANCES**

**CHIFFRES D'AFFAIRE PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2020**

EN DT									
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS. VIE
STAR	198 363 820	85 300 229	15 018 697	13 474 265	14 359 405		889 192	32 266 680	359 672 288
COMAR	125 072 152	33 160 892	21 416 862	22 547 372	8 446 334	334 674	1 31 998	5 077 543	217 187 927
GAT	104 994 522	42 715 855	9 584 793	13 074 089	13 550 597	156 216		2 703 872	186 779 945
MAGHREBIA	64 281 818	67 999 362	21 925 593	26 224 514	4 603 752			185 035 039	727 388
ASTREE	64 355 247	26 747 430	15 666 672	15 504 324	8 429 682	2 227 849	1 118 150	39 828 898	173 878 252
AMI	130 553 938	4 963 392	1 929 820	2 355 701	1 330 116			2 972 692	1 822 976
MAE	116 557 354	2 971 845	7 262 546	292 949	2 349 504			5 963 927	135 398 124
LLOYD	66 352 313	13 834 736	18 675 424	12 240 49	4 390 648	5 412 679		8 860 503	129 766 452
ASS. BIAT	25 330 992	15 531 234	10 168 948	12 048 680	2 281 061			61 885 823	127 746 738
BH ASSURANCES	26 621 541	38 398 716	4 973 801	8 390 118	3 514 101			44 352 830	126 751 107
CARTE	35 336 341	28 472 691	38 899 304	12 839 270	7 196 565	3 453 799			126 697 971
G. CTAMA	72 067 692	12 403 826	16 869 485	1 524 238	0 000	3 275 395		15 468 574	122 673 768
ATTIJARI ASS.								101 028 184	170 288
MAGHREBIA -VIE								77 268 613	122 844 056
GAT VIE								75 798 104	75 798 104
ZITOUNA-TAK	38 391 178	3 909 697	5 823 350	2 794 042	1 623 394			15 026 204	67 567 865
CARTE- VIE								63 894 460	63 894 460
HAYETT								58 426 547	58 426 547
EL AMANA TAK.	18 478 599	3 794 737	3 783 981	1 297 266	1 345 849			4 766 358	33 466 790
AT-TAKAFULIA	20 040 109	1 736 024	1 980 659	1 215 797	1 266 531			3 368 525	29 607 645
COTUNACE						12 165 255			12 165 255
LLOYD VIE						30	5 018 795		5 018 795
TOTAL	1 107 797 616	382 440 666	193 079 935	145 822 775	75 752 196	18 181 577	11 983 630	0 000	623 977 132
									2 559 935 528
									12 147 707
									2 532 083 235

**SINISTRES RÈGLES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2020**

EN DT									
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	TOTAL (AFF. DIRECTES)
	STAR	143 003 846	73 519 306	8 994 077	7 173 069	- 983 655	984 569	1 254 549	9 838 273
	COMAR	63 695 679	21 796 552	4 325 137	41 457 831	2 004 929	15 328	3 317 086	585 863
	MAGHREBIA	33 910 096	50 028 671	9 473 499	14 657 440	2 334 712		71 258	0 000
	AMI	99 028 021	4 713 860	505 683	172 376	272 122			1 726 069
	GAT	48 582 692	36 126 198	7 488 087	5 846 504	2 238 072	0 000	29 336	212 143
	ASTREE	34 504 700	23 988 882	4 971 529	14 364 496	229 268	293 602	176 478	80 146
	ASS. BIAT	15 319 649	13 859 261	4 126 216	3 057 761	131 159			34 020 479
	LLOYD	33 128 005	10 694 449	7 337 078	11 371 155	799 894	484 019		2 948 755
	MAE	62 460 046	1 737 172	229 905	35 860	63 553			1 014 351
	G. CTAMA	37 704 220	10 855 280	500 992	520 058	1 020 267	4 177 440	283 554	7 095 160
	SALIM	14 040 639	29 158 896	734 905	2 415 733	289 565			9 775 751
	CARTE	16 777 512	21 189 031	4 418 944	5 299 473	4 905 775	1 082 512		53 673 247
	GATVIE								1 158
	HAYETT								53 674 405
	MAGHREBIA VIE								42 906 229
	ZITOUNA. TAK	14 602 806	3 339 033	380 551	284 866	316 266			35 208 007
	ATTIJARI ASS.								35 208 007
	AT-TAKAFULIA	9 284 419	1 538 355	418 124	442 352	165 462			24 403 586
	EL AMANA TAK.	8 456 287	2 275 567	124 777	61 054	10 327			24 403 586
	CARTE VIE								24 403 586
	COTUNACE								24 403 586
	LLOYD VIE								24 403 586
	TOTAL	634 498 617	304 820 512	54 029 503	107 160 027	13 797 617	7 726 035	9 168 928	2 487 513
									210 693 102
									1 344 381 855
									8 788 286
									1 197 62
									119 762
									119 762

**COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE EN 2020
(NON VIE ET VIE)**

	EN DT											
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	VIE	TOTAL (NON VIE)	ASS. VIE	TOTAL (NON VIE & VIE)
1 primes acquises	1 073 776 643	380 923 740	197 949 994	145 203 373	77 753 835	18 587 620	12 445 714	11 810 379	1 918 451 298	623 977 132	2 542 428 430	
2 primes émises	1 107 797 616	382 440 666	193 979 935	145 822 775	75 752 196	18 181 577	11 983 630	12 147 707	1 948 106 103	623 977 132	2 572 083 235	
3 variation des provisions pour primes non acquises	-34 020 974	-1 516 927	3 970 060	-619 402	2 001 638	406 043	462 084	-337 328	-29 654 805		-29 654 805	
4 charges de prestations	-673 085 752	-318 011 657	-83 335 061	-105 571 894	-22 205 997	-9 977 342	-7 657 131	-1 365 667	-10 979 851	-1 232 190 352	-570 416 442	-1 802 606 794
5 prestation et frais payés	-634 498 617	-304 820 512	-54 299 503	-107 160 027	-13 797 617	-7 726 035	-9 168 928	-2 487 513	-8 788 286	-1 142 477 038	-210 693 102	-1 353 170 140
6 variation de provision pour prestation diverses	-51 541 478	-11 910 032	-27 378 648	5 456 038	-1 587 758	-4 297 930	1 092 622	375 916	-2 104 732	-91 895 994	-347 888 500	-439 704 493
7 provisions pour égalisation et équilibrage	-963 296	-976 810	-1 880 551	1 890 488	357 310	10 650	0 000	-1 466 269	1 344 597		-121 672	
8 autres charges techniques	12 954 343	-317 816	-950 099	-1 987 353	-6 820 623	156 136	61 865	639 330	-86 833	3 648 949	-13 179 436	-9 530 487
9 solde de souscription	400 690 890	62 912 083	14 614 933	39 631 479	55 547 837	8 610 278	4 788 583	-1 365 667	830 528	686 260 946	53 560 690	739 821 636
10 frais d'acquisition	-176 896 870	-35 286 677	-25 946 721	-26 541 370	-12 795 527	-2 369 920	-1 903 112	-126 613	-1 377 503	-283 244 312	-71 593 185	-354 837 497
11 autres charges de gestion nettes	-146 538 189	-29 116 572	-21 462 018	-17 916 812	-9 318 313	-4 761 270	-2 222 487	-365 985	-1 156 144	-232 857 790	-40 273 060	-273 130 880
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-323 435 059	-64 403 249	-47 408 739	-44 458 182	-22 113 839	-7 131 190	-4 125 599	-492 598	-2 533 647	-516 102 102	-1 118 666 245	-627 968 347
13 produits nettes des placements	113 576 228	8 877 927	8 253 250	10 243 391	5 338 005	4 391 739	377 977	1 154 460	677 029	163 371 007	159 693 513	323 064 519
14 participation aux résultats	-2 622 277	-9 854 736	-1 915 404	-1 676 266	-2 651 111	-820 464	-566 124	0 000	-155 143	-20 261 526	-4 859 717	-25 121 243
15 solde financier	110 953 951	-976 809	6 337 845	9 048 126	2 686 895	3 571 275	-188 147	1 154 460	521 886	143 109 481	154 833 796	297 943 277
16 part réassureurs dans les primes acquises	-75 862 998	-23 117 722	-115 159 746	-114 521 183	-53 949 548	-13 992 260	-10 546 269	0 000	-1 546 475	-408 696 202	-44 563 846	-453 260 048
17 part réassureurs dans les prestations et frais payés	19 157 320	9 604 817	30 727 721	91 620 791	9 412 499	5 386 307	6 336 097	60 086	668 765	172 974 403	10 553 388	183 527 791
18 part réassureurs dans les charges de provision	298 644	742 759	17 681 536	-1 202 426	4 320 589	2 758 325	-1 074 707	-54 661	-41 066	23 428 993	3 413 660	26 842 653
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	2 750 636	0 562	552 244	593 367	-303 753	184 788	576 899	15 337	4 370 080	3 386 014	7 756 094	
20 commissions réalisées des réassureurs	20 666 479	4 493 573	19 211 255	29 277 272	8 602 611	3 499 866	1 314 439	407 096	87 472 640	17 284 607	104 757 247	
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-168 897	-135 221	-82 282	-16 451					-402 851	5 000 345	4 597 494	
22 solde de réassurance	-33 158 817	-8 276 011	-47 122 211	5 685 539	-31 934 054	-2 162 974	-3 393 491	5 425	-496 344	-120 832 937	-4 925 832	-125 778 769
réésultat technique	155 050 966	-10 743 987	36 421 828	9 006 962	4 186 839	2 887 389	-2 918 653	-698 379	-1 677 577	192 415 388	9 1 602 409	284 017 797

COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE EN 2020
(AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS)

EN DT

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	Total (AFF. DIRECTES)	Total (AFF. DIRECTES)	Acceptations	Total (AFF. DIRECTES)	Total (AFF. DIRECTES)
1 primes acquises	1 073 776 643	380 923 740	197 949 994	145 203 373	77 753 835	18 587 620	12 445 714	623 977 132	2 530 618 051	1 181 037 9	2 542 428 430		
2 primes émises	1 107 797 616	382 440 666	193 979 935	145 822 775	75 752 196	18 181 577	11 983 630	623 977 132	2 559 935 528	1 214 770	2 572 083 235		
3 variation des provisions pour primes non acquises	-34 020 974	-1 516 927	3 970 060	-619 402	2 001 638	406 043	462 004		-29 317 477	-337 328	-29 654 805		
4 charges de prestations	-673 085 752	-318 011 657	-83 335 061	-105 571 894	-22 205 997	-9 977 342	-7 657 131	-1 365 667	-570 416 442	-1 791 626 943	-10 979 851	-1 802 606 794	
5 prestation et frais payés	-634 498 617	-304 820 512	-54 029 503	-107 160 027	-13 797 617	-7 726 335	-9 168 928	-2 487 513	-210 693 102	-1 344 381 855	-8 788 286	-1 353 170 140	
6 variation de provision pour prestation diverses	-51 541 478	-11 910 032	-27 378 648	5 456 038	-1 587 758	-4 297 330	1 092 622	375 916	-347 888 500	-437 679 761	-2 104 732	-439 784 493	
7 provisions pour égualisation et équilibrage	-963 296	-976 810	-1 880 551	-987 353	-6 820 623	156 136	61 865	639 330	-13 179 436	-9 443 654	-86 833	-9 530 487	
8 autres charges techniques	12 954 343	-317 816	-950 099	-1 987 353	-6 820 623	156 136	61 865	639 330	-13 179 436	-9 443 654	-86 833	-9 530 487	
9 solde de souscription	400 690 890	62 912 083	114 614 933	39 631 479	55 547 837	8 610 278	4 788 583	-1 365 667	53 560 690	738 991 108	830 528	739 821 636	
10 frais d'acquisition	-176 896 870	-35 286 677	-25 946 721	-26 541 370	-12 795 527	-2 369 220	-1 903 112	-126 613	-71 593 185	-353 459 994	-1 377 503	-354 837 497	
11 autres charges de gestion nettes	-146 538 189	-29 116 572	-21 462 018	-17 916 812	-9 318 313	-4 761 270	-2 222 487	-365 985	-40 273 060	-271 974 705	-1 156 144	-273 130 850	
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-323 435 059	-64 403 249	-47 408 739	-44 458 182	-22 113 839	-7 131 190	-4 125 599	-492 598	-111 866 245	-625 434 700	-2 533 647	-627 968 347	
13 produits nettes des placements	113 576 228	8 877 927	18 253 250	10 242 392	5 338 005	4 391 139	377 977	1 154 460	159 693 513	322 387 490	677 029	323 064 519	
14 participation aux résultats	-2 622 277	-9 854 736	-1 915 404	-1 676 266	-2 651 111	-820 464	-566 124	-188 147	1 154 460	154 833 796	297 421 391	521 886	297 943 277
15 solde financier	110 953 951	-976 809	16 337 845	9 048 126	2 686 895	3 571 275							
16 part réassureurs dans les primes acquises	-75 862 998	-23 117 722	-115 159 746	-114 521 183	-53 949 548	-13 992 260	-10 546 269	-44 563 846	-45 1 713 573	-1 546 475	-453 260 048		
17 part réassureurs dans les prestations et frais payés	19 157 320	9 604 817	30 727 721	9 620 791	9 412 499	5 386 307	6 336 097	60 086	10 553 388	182 859 026	668 765	183 527 791	
18 part réassureurs dans les charges de provision	298 644	742 759	17 681 536	-1 202 426	4 320 589	2 758 125	-1 074 707	-54 661	3 413 660	26 883 719	-41 066	26 842 653	
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	2 750 636	562	552 244	593 367	-303 753	184 788	576 899	3 386 014	7 740 757	15 337	7 756 094		
20 commissions reçues des réassureurs	20 666 479	4 493 573	19 211 255	29 277 272	8 602 611	3 499 866	1 314 489	17 284 607	104 350 152	407 096	104 757 247		
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-168 897	-135 221	-82 282	-16 451				5 000 345	4 597 494	4 597 494			
22 solde de réassurance	-33 158 817	-8 276 011	-47 122 211	5 685 539	-31 934 054	-2 162 974	-3 393 491	5 425	-4 925 832	-125 282 425	-496 344	-125 778 769	
résultat technique	155 050 946	-10 743 987	36 421 828	9 906 962	4 186 839	2 887 389	-2 918 653	-698 379	91 602 409	285 695 374	-1 677 577	284 017 797	



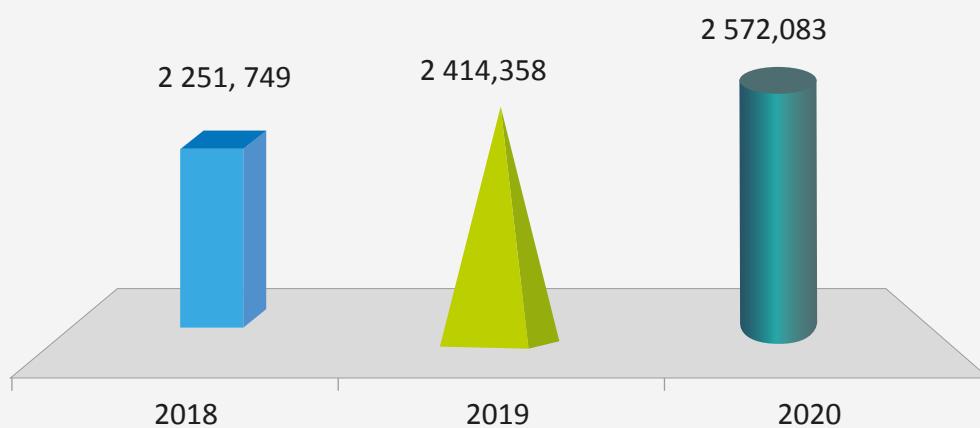
TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2020

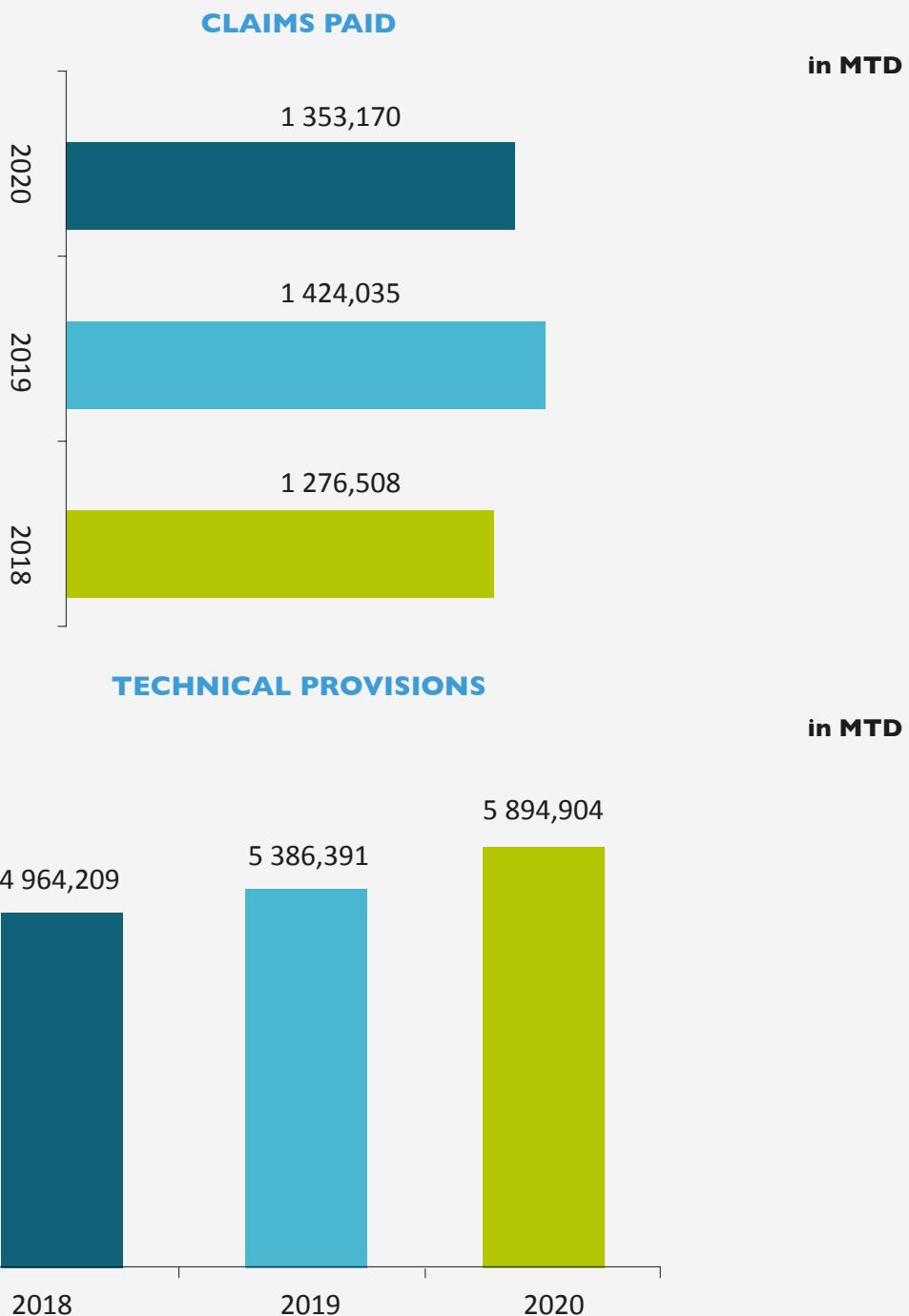
KEY FIGURES OF THE INSURANCE SECTOR

	2019	2020	In MD Ev. 20/19 in %
Written Premiums (Direct Business + Acceptances)	2 414 358 113	2 572 083 235	6,53
Claims Paid (Direct Business + Acceptances)	I 424 035 217	I 353 170 140	-4,98
Management Expenses (Direct Business + Acceptances)	571 633 350	627 968 347	9,86
Technical Provisions	5 386 391 453	5 894 903 711	9,44
Cessions and Retrocessions	422 944 556	453 260 048	7,17
Investments	6 045 009 886	6 534 099 732	8,09
Financial Balance	298 653 050	297 943 277	-0,24
Reinsurance Balmance (cession results)	-123 758 836	-125 778 769	1,63
Net Technical Results	181 122 071	284 017 797	56,81
Balance Sheet Results	186 843 934	231 546 758	23,93

WRITTEN PREMIUMS

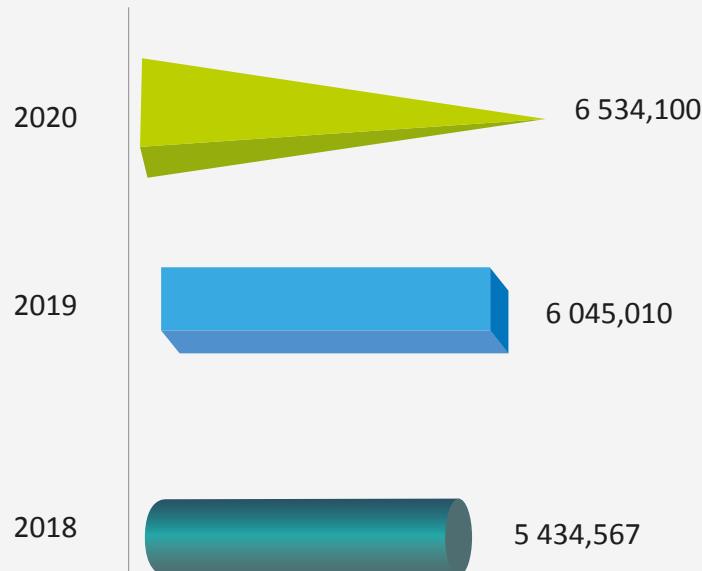
in MTD





INVESTMENTS

in MTD

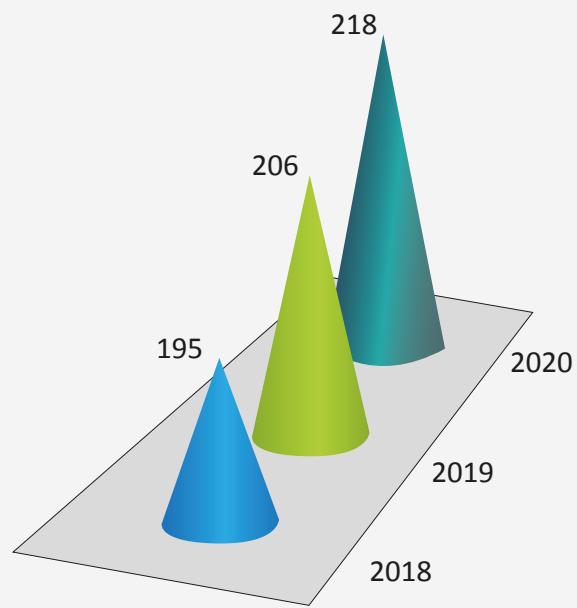
**RATE OF PENETRATION**

in %

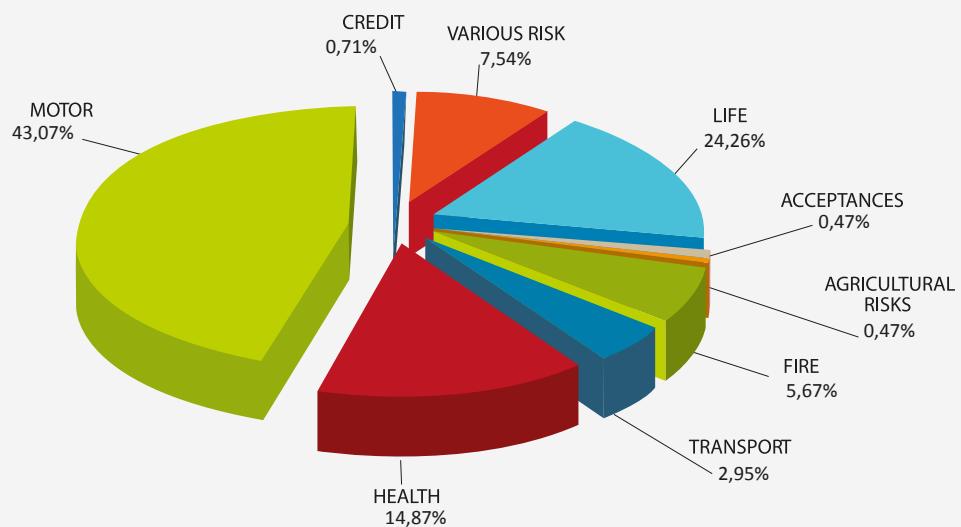


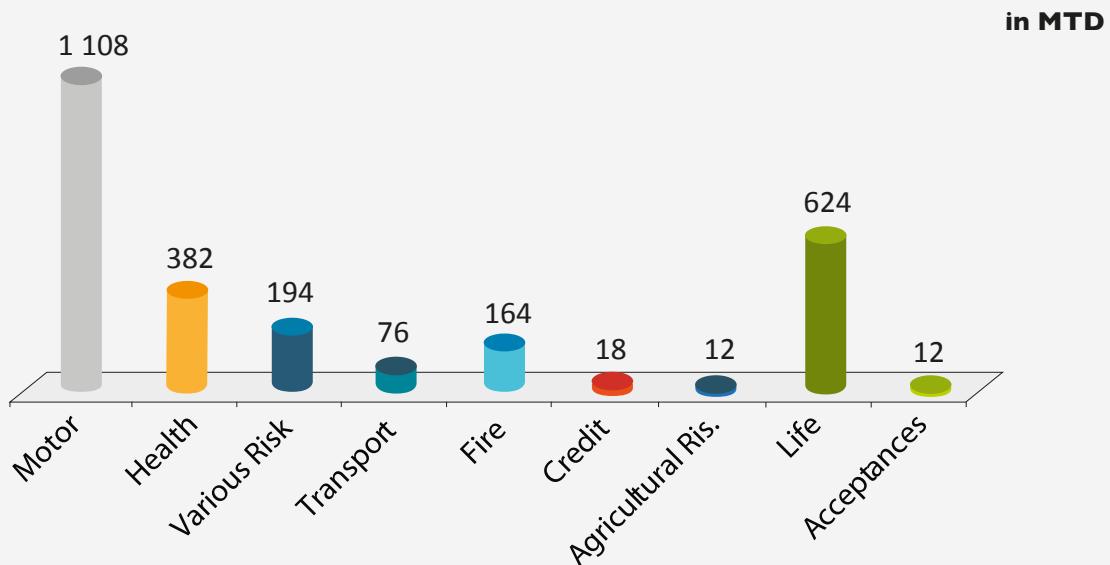
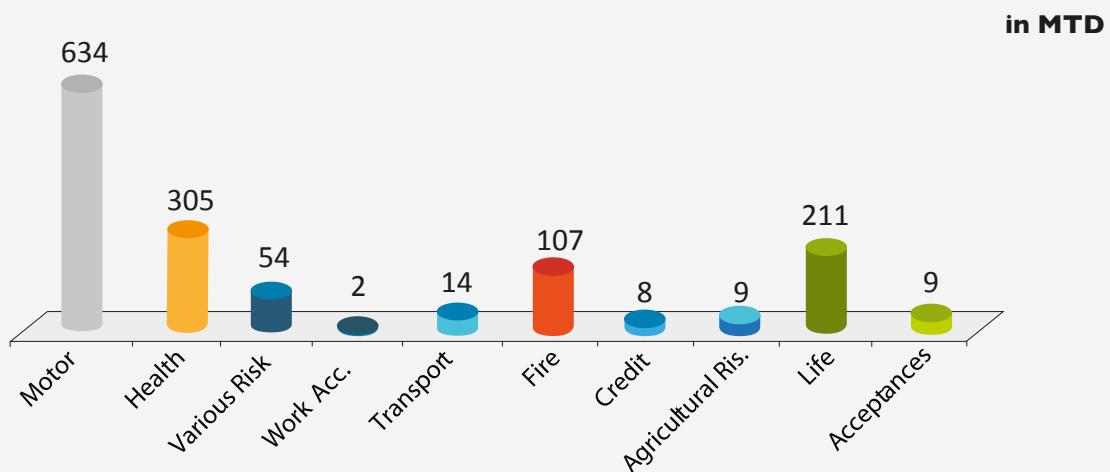
PREMIUMS PER CAPITA

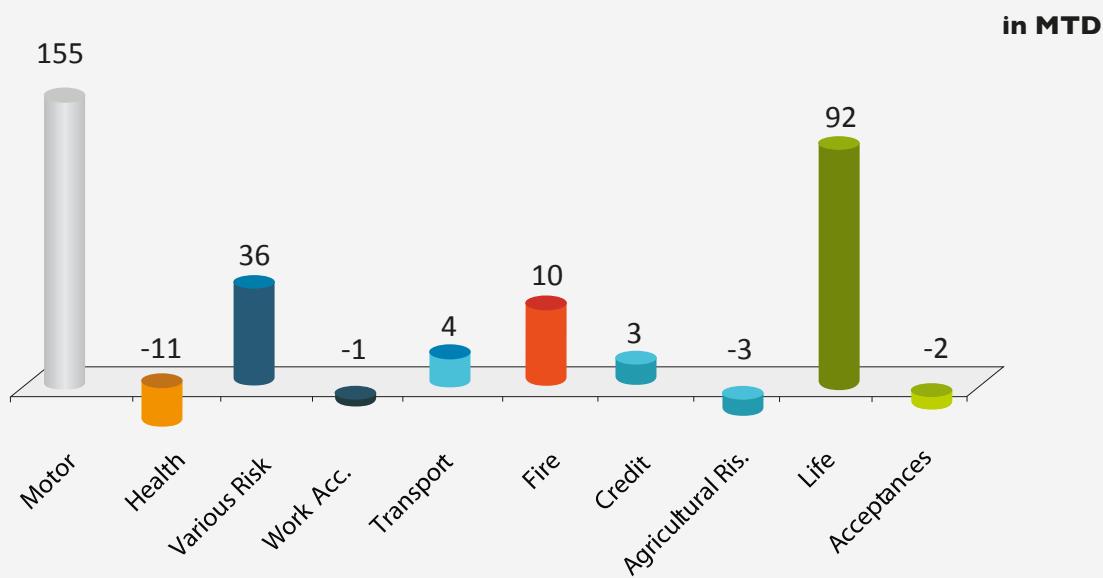
in TD

**STRUCTURE OF THE PORTFOLIO OF THE MARKET BY BRANCH IN 2020**

in %



WRITTEN PREMIUMS BY BRANCH IN 2020**CLAIMS PAID BY BRANCH IN 2020**

TECHNICAL RESULTS BY BRANCH IN 2020



LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES



DG : Mohamed Skander NAIJA

Adresse : Cité Essanaouber - les Berges du Lac II 1053 Tunis

Téléphone : 70.026.001

Fax : 71.268.400

Site Web : www.assurancesami.com



ASSURANCES BIAT

DG : Nejla MOALLA HARROUCH

Adresse : Immeuble Assurances BIAT les jardins du lac 1053 les berges du lac

Téléphone : 71.197.820

Fax : 71.197.810

Site Web : www.assurancesbiat.com.tn



DG : Abdelmonem KOLSI

Adresse : 45,Av. Kheireddine Pacha 1080 Tunis

Téléphone : 71.792.211

Fax : 71.794.723

Site Web : www.astree.com.tn



DG : **Abdellatif CHAABANE**
Adresse : 13, Rue Borjine, Montplaisir 1073 Tunis
Téléphone : 70.015.151
Fax : 71.901.251
Site Web : www.elamanatakaful.com



DG : **Mondher KHABCHECHE**
Adresse : 15, Rue El Kods - Le Belvédère. Tunis
Téléphone : 31.331.800
Fax : 71.843.384
Site Web : <http://www.attakafulia.tn>



التجاري تأمين

Attijari Assurance

DG : **Rachid ARABI**
Adresse : Angle rue winnipeg et Anneey - Les berges du lac - Tunis
Téléphone : 70.643.400
Fax : 70.242.616
Site Web :



DG : **Mehdi DOGHRI**
Adresse : Lot BC4 - Centre Urbain Nord/Tunis
Téléphone : 71.184.000
Fax : 71.184.184
Site Web : www.carte.tn



DG : **Afifa BOUGHZOU**
Adresse : Immeuble CARTE, Entrée B - Lot BC4 Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Téléphone : 71.184.160
Fax : 71.184.170
Site Web : www.carte.tn



DG : **Hakim BEN YEDDER**
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.comar.com.tn



COTUNACE

PDG : **Souheïla CHABCHOUB**
Adresse : 14 Rue Borjine 1073- Montplaisir - Tunis
Téléphone : 71.908.600
Fax : 71.909.439
Site Web : www.cotunace.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**
Adresse : 94-92, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 71.843.900
Fax : 71.783.607
Site Web : www.gat.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**
Adresse : 94-92, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 31 350 000
Fax : 71 783 607
Site Web : www.gat.com.tn



DG : Lamjed BOUKHRIS
Adresse : 6, Av. Habib THAMEUR 1069 Tunis
Téléphone : 71.340.933
Fax : 71.332.276
Site Web : www.ctamamga.com



DG : Lotfi HAJ KACEM
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.hayett.com.tn



DG : Yazid SELLAOUTI
Adresse : Im. LLoyd, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71.962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



DG : Yazid SELLAOUTI
Adresse : Im. LLoyd, Av.Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71.962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



إنت لينا و أحنا ليك

DG : Lassaad ZARROUK
Adresse : Complexe el Mechta Avenue Aouled Hafouz B.P. 1075 - 61 Tunis
Téléphone : 70.020.300
Fax : 71.845.440
Site Web : www.mae.tn



DG : Habib BEN HASSINE
Adresse : 64, Rue de Palestine 1002 Tunis
Téléphone : 71.788.800
Fax : 71.788.334
Site Web : www.maghabria.com.tn



DG : **Habib BEN HASSINE**
Adresse : 24, Rue du Royaume d'Arabie Saoudite - 1002 Tunis
Téléphone : 71.840.488
Fax : 71.843.993
Site Web : www.maghrebia.com.tn



DG : **Dalila BADR**
Adresse : Immeuble Assurances SALIM, 5 Centre Urbain Nord 1003 Tunis, Tunisie
Téléphone : 71.948.700
Fax : 71.948.364
Site Web : www.salim-ins.com



DG : **Hassene FEKI**
Adresse : Square Avenue de Paris 1080 Tunis
Téléphone : 71.340.866
Fax : 71.340.835
Site Web : www.star.com.tn



DG : **Lamia BEN MAHMOUD**
Adresse : Avenue du Japon - Montplaisir -BP1073 29 TUNIS
Téléphone : 71.904.911
Fax : 71.904.930
Site Web : www.tunisre.com.tn



DG : **Makrem BEN SASSI**
Adresse : Immeuble Zitouna TAKAFUL Bloc A-Avenue de la Bourse 1053 Lac II
Téléphone : 080 71.198
Fax : 71.198.053
Site Web : www.zitounatakaful.com.tn



D Exécutif : **Hatem AMIRA**
Adresse : 9 bis,Rue de la Nouvelle Delhi 1002- Tunis-Belvédère
Téléphone : 70.148.820
Fax : 70.148.839
Site Web : www.ftusanet.org

Rapport Annuel 2020



الجامعة التونسية لشركات التأمين: 9 مكرر نهج دلهي الجديدة 1002 تونس البلفيدير
الهاتف: 70 148 820 - 70 148 839 - الفاكس: 9 Bis Rue de la Nouvelle Delhi - 1002 Tunis-Belvédère
Tél.: 70 148 820 - Fax : 70 148 839 - E.mail : contact@ftusa.tn
Site web : www.ftusanet.org